

Registre des délibérations - décisions

TOME III

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 16 décembre 2013

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA,
Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des
Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 16 janvier 2014

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Terrain 2 rue du Père Bonnet Acquisition à la Société d'équipement de la région montpelliéraine Délibération modificative de la délibération du 28 mars 2011

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2011, la Ville a décidé d'acquérir à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) la parcelle située 2 rue du Père Bonnet, d'une superficie de 310 m² et cadastrée HX 90, au prix de 240 000 €, conforme à l'évaluation des services fiscaux en date du 17 décembre 2010, renouvelée le 14 octobre 2013.

La vente n'a à ce jour pas été régularisée du fait du changement de régime fiscal de ce bien.

Afin d'autoriser la régularisation de cette acquisition par un acte à établir par l'Office notarial de Baillargues, il est ici précisé en complément de la délibération du 28 mars 2011, que le montant de cette acquisition est considéré hors taxe.

A titre d'information, le montant prévisionnel de la TVA est de l'ordre de 47 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- préciser que le montant de l'acquisition à la SERM de la parcelle située 2 rue du Père Bonnet et cadastrée HX 90, autorisée par délibération du 28 mars 2011, est entendu hors taxes ;

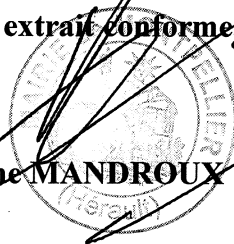
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 14/10/2013

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Monique Vialla

téléphone : 0 467 226 266

télécopie : 0 467 226 269

Courriel : monique.vialla@dgfip.finances.gouv.fr

Mairie de Montpellier
Département Urbanisme et Aménagement
Service Foncier Opérationnel
1 place Georges Frêche
34267- MONTPELLIER Cedex 2

Objet: - Demande d'évaluation.

Objet : Terrain 2 rue du père Bonnet. Vente à la SERM

Référence: dossier n°2013-172V1968

1-Service consultant : Voir cadre adresse ci-dessus.

2-Propriétaire(s) présumé(s) : SERM

3-Situation locative : Libre

4-Description sommaire des biens : Terrain cadastré section HX 90, d'une contenance de 310 m², situé 2 rue du Père Bonnet, quartier Figuerolles à Montpellier.

Terrain nu après démolition par la SERM de la villa existante.

5-Réglementation d'urbanisme : Zone 1U1-1aw du PLU ; COS non réglementé.

Surface de plancher possible de 600 m².

6-Origine de propriété : non recherchée

7-Valeur vénale de l'immeuble: Eu égard à la situation de ce local et après observation du marché foncier de biens similaires, la valeur vénale de ce bien ressort à **240 000 € HT**

Avec marge de négociation de + ou - 10%

8-Durée de l'avis. L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an. Une nouvelle consultation du domaine serait indispensable si une procédure d'expropriation était engagée.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des trésoreries générales territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour l'Administratrice Générale des Finances Publiques,

Par délégation,
Le Contrôleur principal
Monique Vialla

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
26 DEC. 2013
BUREAU DU COURRIER

Propriété de Madame Isabelle FRANCK 286 avenue du Petit Train Acquisition

Michael DELAFOSSE rapporte :

Madame Isabelle Franck est propriétaire d'une maison d'habitation située 286 avenue du Petit Train, cadastrée EY 161, d'une contenance de 407 m².

L'acquisition de ce bien présente plusieurs niveaux d'intérêts pour la Ville :

- Ce bien est immédiatement limitrophe de la zone d'aménagement concerté Consuls de Mer dans un périmètre où la Ville a déjà réalisé plusieurs acquisitions en vue de l'aménagement de l'ensemble du secteur,
- La propriété est grevée de deux emprises futures d'aménagement de voirie communale : l'élargissement de l'avenue du Petit Train en façade de la maison, et la réalisation d'un chemin piétonnier à l'arrière,
- Le projet de folie architecturale envisagé sur la parcelle voisine de la propriété en question est contraint en termes d'emprise et nécessite, en l'état actuel des surfaces disponibles, le dévoiement onéreux de réseaux dont il sera possible de s'exonérer en cas de déplacement partiel du projet sur la propriété de Mme Franck.

La propriétaire accepterait de vendre sa propriété au prix de 257 600 €, prix conforme à l'évaluation des services fiscaux, incluant la marge de négociation prévue par l'estimation, sous condition d'être autorisée à demeurer dans les lieux le temps de se reloger.

Une entrée en jouissance différée d'une année est compatible avec le calendrier opérationnel de la Ville et permettrait également d'éviter le risque d'occupation illicite du bien.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir la propriété de Madame Isabelle Franck située 286 avenue du Petit-Train et cadastrée EY 161 au prix de 257 600 €,

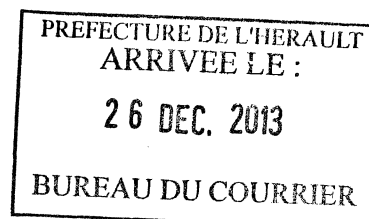
- d'accepter le maintien dans les lieux du vendeur pour une durée d'un an à compter de la signature de l'acte authentique,
- de confier la rédaction de l'acte au notaire désigné par le vendeur,
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDIBOUX

Publiée le : 17 décembre 2013





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT**



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34053 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Bureau 302

Affaire suivie par Jean-Pierre LAROQUETTE

téléphone : 0 467 226 267

télécopie : 0 467 226 269

Courriel : jean-pierre.laroquette@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 18 septembre 2013

Mairie de Montpellier

Département Urbanisme et Aménagement

Service Foncier Opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 – MONTPELLIER CEDEX 2

Objet : estimation de parcelle

Vos réf. : MR/2013

Affaire suivie par : M. REGLAIN

Nos réf. : 2013-172V1578

Affaire suivie par : Jean-Pierre LAROQUETTE

1 - Service consultant : Mairie de Montpellier

2 - Propriétaires présumés : Mme FRANCK Isabelle

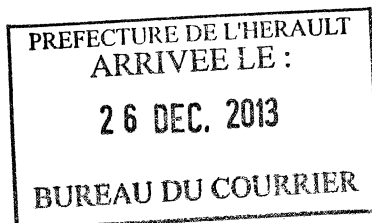
3 - But de la consultation du service : Evaluer la parcelle EY 161, situé 286 avenue du Petit Train à MONTPELLIER. La ville envisage d'acquérir cette propriété afin de procéder à l'aménagement de cette façade en bordure du chemin de Moularès.

4 - Description sommaire du bien : Le bien est constitué d'une maison d'habitation située sur un terrain de 407 m². Cette parcelle se trouve en limite de la Zone d'aménagement concerté Consuls de Mer.

**5 - Règlement d'urbanisme : zone 1U1- 2c du P.L.U en vigueur
COS : non réglementé**

6 - Valeur vénale : ce bien est évalué à 224 000 € HT, libre d'occupation avec une marge d'appréciation de 15 %.

**Pour l'Administratrice Générale des Finances Publiques
L'évaluateur des domaines**



**Nicole MONTEUX
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques**

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des Trésoreries générales territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s). .../...

urk

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

FONCIER Propriété RICARD et TEYSSIER 540 rue du Moulin des Sept Cans Zone d'aménagement concerté Port Marianne- Consuls de Mer Acquisition

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le 12 août 2013, Madame RICARD et Monsieur TEYSSIER ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant une villa située 540 rue du Moulin des Sept Cans et cadastrée section EZ 158, pour un montant de 710 000 € en vue d'un programme de promotion immobilière privée.

Ce bien étant, d'une part, situé dans la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer et, d'autre part, impacté par l'emplacement réservé C41 inscrit au plan local d'urbanisme pour élargissement de l'avenue du Petit Train, une décision de préemption a été transmise le 4 octobre dernier en vue d'acquérir la propriété au prix de 600 000 €.

Madame RICARD et Monsieur TEYSSIER viennent de proposer à la Ville la cession de leur bien pour un montant de 660 000 € compte tenu de sa situation et de son état exceptionnel. Le montant proposé reste conforme à l'évaluation de France Domaine, assortie de la marge de négociation de 10 % laissée par les services fiscaux, et demeure acceptable considérant la qualité particulière du bien.

La Ville entrera en jouissance du bien dès la signature de l'acte authentique de vente.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir la propriété de Madame RICARD et Monsieur TEYSSIER, située 540 rue du Moulin des Sept Cans et cadastrée section EZ 158, pour un montant de 660 000 € ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique d'acquisition à Maître Eric DURAND, notaire à Montpellier ;

- de prélever les crédits nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme "Action foncière" n° 2013127 ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire et à déposer à terme le permis de démolir.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013

The image shows a circular official stamp of the Mayor of Montreuil. The text around the perimeter of the stamp reads "MAIRE DE MONTREUIL" at the top and "(Hérault)" at the bottom. In the center of the stamp is a coat of arms featuring a sun, a castle tower, and a lion. A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the stamp and extends to the right.



DIRECTION URBANISME OPERATIONNEL				
16 SEP. 2013				
FO	Dds	DP	C	

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON
ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Brigade d'évaluation domaniale – centre Administratif Chaptal

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

TÉLÉPHONE : 04 67 22 62 68

pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Pascal BONNAIRE

Téléphone : 04 67 22 62 66

Télocopie : 04 67 22 62 69

Objet : Demande d'évaluation du 13/08/2013 (parcelle EZ 158)

Dossier suivi par M. Bruguère.

Référence : dossier n° 2013 172 V 1158.

Montpellier, le 10 septembre 2013

Mairie de MONTPELLIER

Département urbanisme et aménagement

Service foncier opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2

Mairie de MONTPELLIER
SERVICE COURRIER

16 SEP. 2013

ARRIVÉE

- 1- **Service Consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Situation des biens :** Parcelle EZ 158 d'une superficie de 693 m² située 540 rue du Moulin des sept cans à Montpellier.
- 3- **Propriétaire :** Mme Mireille Teyssier-Ricard.
- 4- **Urbanisme applicable :** Zonage du PLU : 1U1-2f : ensemble des grands îlots situés dans les faubourgs de la 1^{ère} couronne d'urbanisation autour du centre historique. COS non réglementé.
- 5- **Désignation sommaire :** Maison de bonne qualité construction 1980 en R + 1 sur un terrain arboré de 693 m².
Superficie habitable (selon plan de l'architecte consulté sur place) :
 - RDC : 78,24 m² (séjour, SAM, chambre, cuisine, hall, WC salle d'eau);
 - Etage : 37,98 m² (2 chambres, sdb, dressing, wc);
 - Garage transformé en studio indépendant : 29 m² (avec permis de construire accordé par la ville)
 - Patio couvert : 14 m² et terrasses sud et ouest d'environ 20 m².Très bon état d'entretien. Chauffage électrique.
 $SU = 78,24 \text{ m}^2 + 37,98 \text{ m}^2 + 29 \text{ m}^2 = 145,22 \text{ m}^2$.
- 6- **Evaluation :** (avec une marge d'appréciation de plus ou moins 10 %).
La valeur vénale du bien concerné, évalué terrain intégré et libre d'occupation, peut être estimée à 600 000 €.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
L'inspecteur des Finances Publiques ,

Pascal BONNAIRE

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Stade PHILIPPIDES - Gymnase ACHILLE Autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 8 mars 2002 Modification de l'emprise - signature d'un avenant

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le stade PHILIPPIDES et le gymnase ACHILLE sont inclus dans un ensemble immobilier, bien propre de l'Université Montpellier I, cadastré BV 156 et 204.

La Ville de Montpellier gère les installations sportives situées sur ces parcelles par le biais d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public constitutive de droits réels, consentie par l'Université le 8 mars 2002 pour une durée de 35 ans.

L'Université Montpellier I envisage de vendre une partie de la parcelle BV 204, sur laquelle est situé le gymnase ACHILLE, en vue de la réalisation d'une opération de promotion immobilière. Elle sollicite en conséquence une réduction de l'emprise de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public signée le 8 mars 2002.

Des conditions particulières ont été proposées à l'Université en accompagnement de cette réduction d'emprise, afin de préserver l'accès et l'utilisation des équipements sportifs existants :

- la réalisation d'un cheminement piéton le long du gymnase Achille,
- la pose d'une clôture avec portail d'accès,
- la réalisation de 25 emplacements de stationnement.

Ces conditions particulières et les prescriptions techniques associées ont été acceptées par courrier de l'Université Montpellier I en date du 9 octobre 2013 et seront réalisées par le promoteur de l'opération immobilière non encore désigné, conformément au cahier des charges élaboré par l'Université.

L'Université accepte en outre d'intégrer à la nouvelle emprise de l'AOT le local de vidéocommunication cadastré BV 157, aujourd'hui désaffecté par France Telecom et désormais utilisable pour les besoins du stade.

Le plan joint indique la localisation des emprises concernées qui sera confirmée par un géomètre expert.

Considérant, d'une part, que les conditions d'aménagement négociées avec l'Université permettent de préserver l'accès et l'utilisation des équipements sportifs et, d'autre part, l'intérêt du projet de promotion immobilière rendu possible par une récente modification du plan local d'urbanisme, il paraît opportun d'accepter la réduction des emprises de l'AOT actuelle.

L'ensemble des autres dispositions de l'autorisation d'occupation du domaine public en question demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

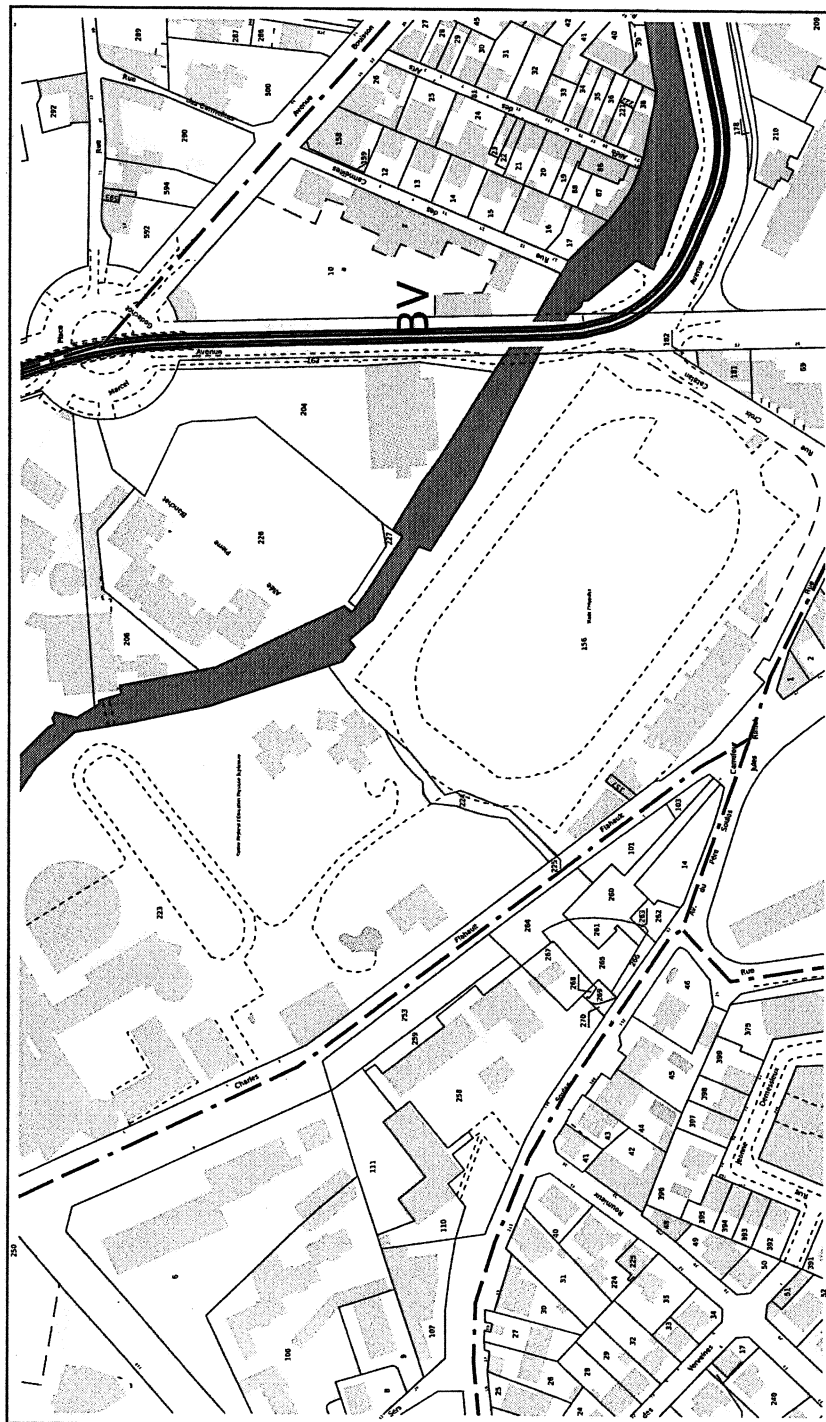
- d'approuver la modification des emprises de l'autorisation d'occupation du domaine public constitutive de droits réels consentie à la Ville par l'Université Montpellier 1 le 8 mars 2002, associant une réduction partielle d'emprise de la parcelle cadastrée BV 204 et l'intégration de la parcelle BV 157 désaffectée par France Telecom ;
- d'accepter de signer un avenant à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 8 mars 2002, reprenant les conditions particulières d'aménagement et prescriptions techniques fixées par la Ville à la charge de l'Université, en contrepartie de la réduction d'emprise ;
- de dire que tous les frais annexes liés à la rédaction dudit avenant et, notamment, ceux liés à la rédaction de l'acte notarié et l'établissement de plans par un géomètre, seront à la charge de l'Université Montpellier I ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013



Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Ecoles annexes Charles Daviler et Pauline Kergomard Transfert de propriété à la Ville de Montpellier

Jean-Louis GELY rapporte :

Le Département de l'Hérault est propriétaire des emprises des écoles annexes Pauline Kergomard (école maternelle) et Charles Daviler (école élémentaire), situées avenue du Colonel Marchand et cadastrées BS 55 et 497, d'une contenance de 6 363 m², et d'une surface bâtie d'environ 2 560 m², consistant, outre les extérieurs, en salles de classe, bureaux, locaux techniques et locaux d'habitation.

Ces écoles sont gérées jusqu'à ce jour sous statut particulier par l'Université Montpellier II.

Le 27 février 2012, le Conseil d'administration de l'Université Montpellier II a adopté une délibération en vue de la désannexion de ces écoles. Le Conseil départemental de l'Education nationale a rendu un avis favorable lors de sa séance du 11 juin 2013.

Dans le cadre de ce projet de désannexion, l'Université Montpellier II et l'Etat sollicitent également le transfert de la propriété de ces écoles du Département au profit de la Ville de Montpellier, ce que le Département accepte suivant délibération de l'Assemblée départementale prévue le 18 novembre 2013.

En conséquence, il est envisagé la cession à titre gratuit de ces propriétés, dans le cadre d'un transfert de domaine public à domaine public et sans déclassement préalable, celles-ci restant affectées au service public de l'enseignement, conformément à l'article L3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, et sous les conditions suivantes proposées par le Département:

- que ces biens restent affectés au domaine public communal pendant une durée minimale de 15 ans, le Département étant titulaire à défaut d'un droit de retour des biens dans son patrimoine,
- qu'au-delà de ce délai, le Département bénéficie le cas échéant d'un pacte de préférence en cas de revente par la Ville, le pacte de préférence engageant la Ville à solliciter le Département en priorité mais aux mêmes conditions que la vente potentielle à un tiers.

Cette cession sera régularisée par acte administratif de vente rédigé par les services du Département.

Toutefois, bien que le Département et la Ville valident par leurs délibérations concordantes le principe du transfert de propriété et ses conditions, la régularisation de l'acte de cession ne sera opérée que lorsque les logements de fonction présents sur le site seront libérés de toute occupation par les services de l'Etat et/ou l'Université.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

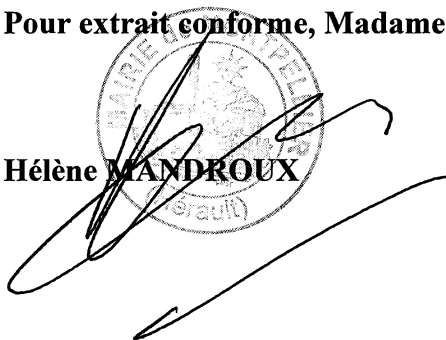
- D'accepter le transfert de propriété des écoles Charles Daviler et Pauline Kergomard situées rue du Colonel Marchand et cadastrées BS 55 et 497 au profit de la Ville de Montpellier à titre gratuit, dans le cadre d'un transfert de domaine public à domaine public sans déclassement préalable, et sous condition que ces biens restent affectés au domaine public communal pendant une durée de 15 ans, la propriété des biens revenant au Département en cas de désaffectation,
- D'assortir cette cession à la Ville d'un pacte de préférence au profit du Département en cas de possibilité de désaffectation ultérieure et de revente du bien,
- De procéder à la régularisation de l'acte administratif de vente dès lors que les biens seront rendus libres de toute occupation privative des logements de fonction,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013





DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON
ET DU DÉPARTEMENT DE L'HERAULT

Brigade d'évaluation domaniale – centre Administratif Chaptal

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

TÉLÉPHONE : 04 67 22 62 66

pascal.bonnaire@dgfp.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Pascal BONNAIRE

Téléphone : 04 67 22 62 67

Télécopie : 04 67 22 62 69

Montpellier , le 7 mai 2013

Conseil général de l'Hérault

Hôtel du département

1000 rue d'Alco

34087 Montpellier cedex 04

Référence: dossier n° 2012 172 V 0545

1- Service Consultant : Conseil général de l'Hérault.

2- Situation des biens : Parcelles BS 55 et 497 pour 6 363 m² comportant un ensemble de locaux à usage d'école primaire et maternelle situé avenue du Colonel Marchand à Montpellier.

3- Propriétaire : Conseil général de l'Hérault.

4- Désignation sommaire :

Bâtiments construits en R +1 comportant des locaux en sous-sol(caves, chaufferie), des locaux techniques, des bureaux et diverses salles ainsi que deux logements de fonctions(2 F 4 pour 154,50 m²).

Etat d'entretien : bon.

Superficie totale de l'ordre de 2 560 m².

5- Urbanisme applicable : Zone 3U1-1 du PLU en vigueur : secteur regroupant la plupart des grands équipements publics ou privés. Dans cette zone, **seules les constructions liées aux occupations et utilisations des sols existantes sont autorisées.**
COS maximal de 1.

6- Evaluation des biens: (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)

Valeur libre d'occupation terrain intégré: 2 350 000 €.

Valeur occupée(par les écoles): application d'un abattement de 80 % pouvant aller jusqu'à la gratuité en cas de réaffectation des bâtiments à la ville de Montpellier en tant qu'écoles communales.

Pour la Directrice régionale des Finances Publiques
L'inspecteur principal des Finances Publiques,

Serge de Brenoy

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention relative à la prise en charge de la prime d'assurance de la garantie des risques locatifs, en faveur des propriétaires louant leur bien à des jeunes actifs: GRL (Garantie de Risques Locatifs)

Hélène QVISTGAARD rapporte :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a développé des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins.

Dans le contexte d'un marché tendu, les jeunes ménages sont confrontés à la difficulté d'obtenir un logement alors que les propriétaires hésitent à mettre leurs biens en location face aux risques d'impayés.

Aussi, la Ville de Montpellier a complété son dispositif « Clé Montpellier Logement » et a mis en œuvre une action spécifique autour de la sécurisation des rapports locatifs entre propriétaires et locataires, via la Garantie des Risques Locatifs (GRL), permettant en particulier de faciliter l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé. Le Conseil Municipal du 17 décembre 2012 en a voté sa mise en œuvre.

Ce dispositif prend en charge, sur une année, le coût de la prime d'assurance GRL.

Pour rappel, le logement, situé sur la Ville de Montpellier, doit être loué au titre de la résidence principale, à des ménages locataires jeunes actifs de moins de 30 ans, ne dépassant pas un certain plafond de ressources et respectant les critères d'éligibilité à la GRL. Sont considérés comme jeunes actifs : les titulaires d'un contrat de travail (CDI, CDD, ou contrat d'intérim), les jeunes en contrat de formation en alternance ou les demandeurs d'emplois indemnisés.

Un nouveau dossier est donc présenté, il s'agit de :

Madame BOURGEOIS Anne Laure, propriétaire louant son bien situé sur Montpellier à un jeune actif répondant aux critères d'éligibilités au dispositif « Clé Montpellier Logement GRL » et pour qui l'adhésion annuelle GRL s'élève à 233.28 couvrant la période du « 1^{er} Octobre 2013 » au « 30 Septembre 2014 »
Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de lui attribuer la prise en charge de 233.28 €

Le remboursement au propriétaire interviendra à terme échu après présentation de la quittance de loyer et du justificatif de paiement de l'assurance GRL.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer la subvention proposée ci-dessus ;
- De prélever cette somme sur le crédit inscrit au BP 2013 (20147/925204/6574) ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013

**Convention entre la Ville de Montpellier et le propriétaire bailleur de logement
pour la mobilisation du dispositif de Garantie des Risques Locatifs (GRL)
en faveur des Jeunes de moins de 30 ans sur le territoire de la Ville.**

La présente convention est conclue entre :

La Ville de Montpellier, 1 place Georges Frêche, 34287 Montpellier Cedex 2, représentée par
Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal
du 17 décembre 2012

ci-après dénommée La Ville de Montpellier,

et

Madame et/ou Monsieur BOURGEOIS Anne Laure

résidant : 175 rue Raimon de Trencavel 34070 MONTPELLIER

Adresse mail :

Représenté(e)(s) (éventuellement) par.....

agissant en qualité de mandant au titre d'un mandat de gestion signé le

ci-après dénommé le bailleur.

Dans le contexte actuel du marché du logement, les publics jeunes sont confrontés à la difficulté
d'obtenir un logement, et bon nombre de propriétaires hésitent à mettre leur bien en location face
aux risques d'impayés potentiels.

L'accès au logement pour les jeunes de moins de 30 ans est, par conséquent, un axe prioritaire de
l'intervention de la Ville de Montpellier.

Ainsi dans le but de favoriser l'accès au logement locatif privé de jeunes ménages de moins de 30
ans, la Ville de Montpellier souhaite proposer une nouvelle aide à l'accès au logement en prenant en
charge, pour le compte du bailleur, le coût de la prime d'assurance de « garantie des risques
locatifs » (GRL).

Elle a, à ce titre, signé un accord partenarial avec l'APAGL et les organismes d'Action Logement
ASTRIA, CILEO, CIL-Méditerranée le 21 février 2013.

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en
présence qui concerne la prise en charge de la prime d'assurance du contrat GRL par la Ville de
Montpellier.

**Article liminaire – Identification du logement et du locataire faisant l'objet de la présente
convention**

Nom(s) et prénom(s) du (des) locataire(s) titulaire(s) du bail	JOINVILLE Virgille
Date de prise d'effet du bail	1 ^{er} octobre 2013
Adresse du logement loué	3 rue Haute 34000 MONTPELLIER
Nom de la compagnie d'assurance ou du courtier auprès de qui le contrat d'assurance GRL a été souscrit	Cabinet Lévy
Numéro du contrat d'assurance GRL	8435361
Numéro de lot unique transmis par l'assureur (si renseigné sur le contrat d'assurance)	

Article 1 – Engagements de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage à rembourser au bailleur la prime d'assurance du contrat socle GRL qu'il a souscrite auprès d'une société d'assurance ayant au préalable signé une convention de partenariat avec l'APAGL. La Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge la prime d'assurance du contrat socle GRL pour une durée **d'une (1) année**, dans **la limite du taux maximum en vigueur au moment du dépôt du dossier**, calculé sur le montant annuel du loyer et des charges.

Ce remboursement portera sur la seule prime afférente aux garanties du contrat socle GRL, telles que définies dans le décret fixant le cahier des charges du dispositif de « Garantie universelle des Risques Locatifs » (loyers impayés, dégradations locatives et frais de procédures) et non les garanties complémentaires ou options qui pourraient être proposées par l'assureur conventionné.

Cette prise en charge par la Ville de Montpellier concerne :

- Pour les ménages locataires **Jeunes Actifs de moins de 30 ans**, respectant les critères d'éligibilité à la GRL. Sont considérés comme jeunes actifs : les titulaires d'un contrat de travail (C.D.I, C.D.D. ou contrat d'Intérim), les jeunes en contrat de formation en alternance ou les demandeurs d'emplois indemnisés.

La prise en charge de la prime d'assurance par la Ville de Montpellier se fera selon les modalités arrêtées par la Ville de Montpellier, sur présentation de justificatifs, et dans la limite des années fixées à l'article 1 à compter de la date d'effet du 1er contrat d'assurance GRL, sauf en cas de congé anticipé du locataire avant ce terme.

La Ville de Montpellier s'engage à communiquer au bailleur toute information utile sur ce dispositif et sur la GRL, et notamment les coordonnées La Boutique Logement Jeunes, d'ASTRIA, de CILEO, et de CIL-Méditerranée, chargés de valider « le dossier de certification bailleur » selon les critères définis par la Ville pour la prise en charge de la prime d'assurance GRL.

Article 2 – Engagements du bailleur

Le bailleur s'engage à louer un **logement privé non conventionné**, (hors conventionnement ANAH), situé sur le territoire de la Ville de Montpellier :

- Pour les ménages locataires **Jeunes Actifs de moins de 30 ans**, respectant les critères d'éligibilité à la GRL. Sont considérés comme jeunes actifs : les titulaires d'un contrat de travail (C.D.I, C.D.D. ou contrat d'Intérim), les jeunes en contrat de formation en alternance ou les demandeurs d'emplois indemnisés.

Le taux d'effort du locataire est calculé à partir de la formule suivante : (loyer + charges)/ressources X 100. **Les ressources prises en compte sont celles perçues régulièrement par chaque titulaire du bail.**

Le bailleur devra justifier auprès de la Ville de Montpellier du respect des critères évoqués ci-dessus. Pour ce faire, La Boutique Logement Jeunes, en lien avec ASTRIA, CILEO, CIL-Méditerranée, lui fournira avant la signature du bail et la souscription concomitante du contrat GRL, un document certifiant l'éligibilité du locataire.

Le bailleur s'engage à déclarer à la Ville de Montpellier tout changement de locataire et à en faire vérifier l'éligibilité par La Boutique Logement Jeunes, en lien avec ASTRIA, CILEO, CIL-Méditerranée, avant la souscription.

En vue du remboursement de la prime d'assurance par la Ville de Montpellier, le bailleur s'engage à fournir les justificatifs cités dans l'article 3 de la présente convention.

Le bailleur s'engage à ne pas déduire la prime d'assurance de ses revenus fonciers du fait de la prise en charge de la prime par la Ville de Montpellier.

Enfin le bailleur garantit que le logement respecte les normes de confort définies dans le décret 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif à l'application de l'article 187 de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain. Afin d'assurer cette garantie, le signataire de la présente Convention s'engage à accepter une éventuelle visite, par un agent désigné par la Collectivité, du logement faisant l'objet de cette convention.

Article 3 – Mode de remboursement de la prime d'assurance GRL

La Ville de Montpellier s'engage à rembourser la prime d'assurance au propriétaire annuellement, à **terme échu**, dans les limites fixées à l'article 1 de la présente convention (1 an) à compter de la date d'effet du 1er contrat d'assurance GRL, sur présentation des documents ci-dessous :

- Copie de la présente convention signée, entre le propriétaire et la Ville de Montpellier ;
- Copie de la certification du dossier bailleur ;
- Justificatif de paiement des primes du contrat d'assurance GRL (copie BIA et Attestation Agence Immobilière si ADB)
- Copie de la dernière quittance de loyer du locataire concerné par le logement loué ou en cas d'impayé de loyer, copie de l'accusé de réception de la déclaration de sinistre ou copie du ou des justificatifs d'indemnisation.
- Relevé d'Identité Bancaire du bailleur.

En cas de congé anticipé du locataire avant le terme du contrat d'assurance GRL, la Ville de Montpellier remboursera le montant de la prime d'assurance GRL au prorata de la durée d'occupation du logement par le locataire.

Une confirmation de prise en charge du dossier et un exemplaire de la présente convention signée par la Ville de Montpellier sont adressées directement au bailleur, qui devra les conserver.

A l'issue de la période de prise en charge par la Collectivité, le bailleur pourra continuer à bénéficier des garanties du contrat GRL souscrit, en acquittant sur ses deniers, le montant de la prime d'assurance.

Article 4 – Résiliation

Le non-respect par le bailleur des conditions de la présente convention entraîne sa résiliation de plein droit et le reversement à la Ville de Montpellier des sommes indûment perçues.

Article 5 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année. Elle n'est pas renouvelable pour le logement objet des présentes.

Fait à Montpellier, en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Montpellier
Le Maire

Hélène MANDROUX

Pour Le BAILLEUR
Prénom et NOM

.....

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE rapporte :

Dans le cadre du suivi des postes budgétaires et plus particulièrement dans la perspective de la prochaine commission administrative paritaire et des avancements de grade et des promotions qu'elle permettra de prononcer, il est proposé les créations et suppressions des postes suivants.

I - Créations de postes :

Filière administrative :

Directeur : Création de trois postes

Attaché principal : Création de sept postes

Attaché : Création de deux postes

Rédacteur : Création de quatre postes

Adjoint administratif principal 1^{ère} classe : Création de deux postes

Adjoint administratif principal 2^{ème} classe : Création de vingt postes

Adjoint administratif de 1^{ère} classe : Création de vingt-sept postes

Filière Animation :

Adjoint d'animation principal 1^{ère} classe : Création d'un poste

Adjoint d'animation principal 2^{ème} classe : Création d'un poste

Adjoint d'animation 1^{ère} classe : Création d'un poste

Filière Médico-sociale :

Puéricultrice de classe supérieure : Création de cinq postes

Assistant socio-éducatif principal : Création de deux postes

Educateur principal de Jeunes Enfants : Création de vingt cinq postes

Auxiliaire de puériculture principal 1^{ère} classe : Création dix postes

Auxiliaire de puériculture principal 2^{ème} classe : Création de cinquante quatre postes

Agent Spécial des Ecoles Maternelles principal 1^{ère} classe : Création de sept postes

Agent Spécial des Ecoles Maternelles principal 2^{ème} classe : Création de quatre-vingt quatre postes
Agent Spécial des Ecoles Maternelles 1^{ère} classe : Création de neuf postes

Filière sécurité :

Chef de service principal 2^{ème} classe : Création de deux postes
Brigadier-chef principal : Création de quinze postes
Brigadier : Création de deux postes

Filière sportive :

Educateur principal 1^{ère} classe : Création de deux postes
Educateur principal de 2^{ème} classe : Création de deux postes

Filière technique :

Ingénieur en chef classe exceptionnelle : Création d'un poste
Ingénieur principal : Création de six postes
Ingénieur : Création de trois postes
Cadre d'emplois des ingénieurs : Création d'un poste
Technicien principal 1^{ère} classe : Création de vingt quatre postes
Technicien principal 2^{ème} classe : Création d'un poste
Technicien : Création d'un poste
Agent de maîtrise principal : Création de sept postes
Agent de maîtrise : Création de trente postes
Adjoint technique principal 1^{ère} classe : Création de quatre postes
Adjoint technique principal 2^{ème} classe : Création de quinze postes
Adjoint technique 1^{ère} classe : Création de trois postes
Adjoint technique 2^{ème} classe : Création de huit postes

II - Suppressions de postes :

Filière administrative :

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : Suppression d'un poste
Adjoint administratif de 2^{ème} classe : Suppression d'un poste

Filière sécurité :

Brigadier-chef principal : Suppression d'un poste

Filière Médico-sociale :

Agent Spécial des Ecoles Maternelles 1^{ère} classe : Suppression d'un poste

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications ci-dessus au tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013



Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Régime indemnitaire des agents municipaux

Serge FLEURENCE rapporte :

En application de l'article 88 modifié de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires applicables à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, afin de procéder aux ajustements marginaux liés à l'évolution des textes et de prendre en compte la situation particulière des agents relevant de la filière sécurité, il est nécessaire de procéder à la marge à la modification de la délibération du 17 décembre 2012, portant retranscription du régime indemnitaire des agents de la ville de Montpellier.

En conséquence et pour conserver un document unique, la présente délibération, après avis du CTP du 13 décembre 2013, annule et remplace celle du 17 décembre 2012.

Les modalités servant de base aux arrêtés individuels d'attribution sont définies de la manière suivante:

Conditions générales d'application

Sont concernés par le versement du régime indemnitaire, les personnels en position d'activité au sein de la collectivité, au prorata de leur temps de travail :

Stagiaire

Titulaire

Non-titulaire

Assise réglementaire du régime indemnitaire : L'assise réglementaire fonde le régime indemnitaire et permet le versement des indemnités présentées ci-dessous par filière et par grade

Filière administrative :

Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux :

Administrateur hors classe

Administrateur

Prime de fonctions et de résultats (PFR)

Décret n° 2008-1533 du 22 décembre 2008

Répartition individuelle :

Part fonction : cf. chapitre consacré à la PFR

Part résultat : de 0 à 6 en fonction de l'évaluation de la manière de servir

Cadre d'emplois des attachés territoriaux :

Directeur territorial

Attaché principal

Attaché

Prime de fonctions et de résultats (PFR)

Décret n° 2008-1533 du 22 décembre 2008

Répartition individuelle :

Part fonction : cf. chapitre consacré à la PFR

Part résultat : de 0 à 6 en fonction de l'évaluation de la manière de servir

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux :

Rédacteur principal 1 CL

Rédacteur principal 2 CL

Rédacteur

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : rédacteur à partir du 6^{ème} échelon et rédacteur principal 2 CL à partir du 5^{ème} échelon et rédacteur principal 1 CL.

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : rédacteur du 1^{er} au 5^{ème} échelon et rédacteur principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois adjoints administratifs territoriaux :

Adjoint administratif 2 CL

Adjoint administratif 1 CL

Adjoint administratif principal 2 CL

Adjoint administratif principal 1 CL

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière technique :

Grades des ingénieurs en chef de classe normale et exceptionnelle :

Indemnité de performance et de fonctions (IPF)

Décret 2010-1705 du 30 décembre 2010

Répartition individuelle :

Part fonction : cf. chapitre consacré à l'IPF

Part performance : de 0 à 6 en fonction de l'évaluation de la manière de servir

Grades des ingénieurs et des ingénieurs principaux

Prime de service et de rendement :

Décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009

Répartition individuelle : plafond individuel du double du montant de référence, et dans la limite du crédit global

Indemnité spécifique de service :

Décret 2003-799 du 25 août 2003.

Répartition individuelle : plafond individuel de 122.5% du taux moyen pour les ingénieurs principaux et 115% pour les ingénieurs, et dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux :

Prime de service et de rendement :

Décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009

Répartition individuelle : plafond individuel du double du montant de référence, et dans la limite du crédit global

Indemnité spécifique de service :

Décret 2003-799 du 25 août 2003.

Répartition individuelle : plafond individuel de 110% du taux moyen, et dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de missions des préfectures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de missions des préfectures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière médico-sociale :**Cadre d'emplois des médecins territoriaux :**

Médecin hors classe

Médecin 2 CL

Médecin 1 CL

Indemnité spéciale des médecins

Décret n°73-964 du 11 octobre 1973

Répartition individuelle : plafond individuel égal au taux moyen majoré de 100% et montant versé dans la limite du crédit global et conformément aux dispositions du décret

Indemnité de technicité des médecins

Décret 91-657 du 15 juillet 1991

Répartition individuelle : plafond individuel égal au double du taux moyen et montant versé dans la limite du crédit global et conformément aux dispositions du décret

Cadre d'emplois des psychologues territoriaux :

Psychologue hors classe

Psychologue classe normale

Indemnité de risques et de sujétions spéciales :

Décret n°2006-1335 du 3 novembre 2006

Répartition individuelle : plafond individuel de 150% du montant de référence, conformément aux dispositions du décret

Cadre d'emplois des vétérinaires :**Indemnité spéciale de sujétions :**

Décret 2000-240 du 13 mars 2000

Le montant maximum ne peut excéder le triple du taux moyen

Prime de service et de rendement :

Décret 70-354 du 21 avril 1970

Décret 91-875 du 6 septembre 1991

Répartition individuelle : ne peut excéder le double du taux moyen fixé pour le grade

Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs territoriaux :**Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires :**

Décret 2002-1105 du 30 août 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 1 à 6 appliqué au taux de référence, dans la limite du crédit global

Indemnité d'exercice de missions des préfectures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime d'encadrement – réservée aux puéricultrices remplissant la fonction de directrice de crèche:

Décret n° 92-4 du 2 janvier 1992 modifié

Montant mensuel forfaitaire de 91,22€.

Prime spécifique :

Décret 88-1083 du 30 novembre 1988

Montant mensuel forfaitaire de 90€

Prime spéciale de début de carrière- réservée aux puéricultrices de classe normale relevant des 1^{er} et 2^{ème} échelons :

Arrêté du 20 avril 2001

Montant mensuel de 38,35 euros

Cadre d'emplois des puéricultrices cadres de santé territoriales :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime d'encadrement

Décret n° 92-4 du 2 janvier 1992 modifié

Montant mensuel forfaitaire de 91,22€ pour les puéricultrices cadres de santé et 167.45€ pour les puéricultrices cadres supérieur de santé

Prime spécifique :

Décret 88-1083 du 30 novembre 1988

Montant mensuel forfaitaire de 90€

Cadre d'emplois des rééducateurs territoriaux :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux :

Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires :

Décret 2002-1105 du 30 août 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 1 à 6 appliqué au taux de référence, dans la limite du crédit global

Indemnité d'exercice de missions des préfetures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret

Cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants territoriaux :

Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires :

Décret 2002-1443 du 9 décembre 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 1 à 5 appliqué au taux de référence, dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des moniteurs-éducateurs territoriaux :

Prime de service :

Décret 68-929 du 24 octobre 1968. .

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des infirmiers :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1er août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime spécifique :

Décret 88-1083 du 30 novembre 1988

Montant mensuel forfaitaire de 90€

Prime spéciale de début de carrière- réservée aux infirmiers de classe normale relevant des 1er et 2ème échelons :

Arrêté du 20 avril 2001

Montant mensuel de 38,35 euros

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime spéciale de sujétions :

Décret 98-1057 du 16 novembre 1998

Arrêté d 23 avril 1975

Arrêté du 6 septembre 1991

Calculée sur la base d'un taux égal à 10% du traitement brut (non compris l'indemnité de résidence)

Prime forfaitaire des auxiliaires de puériculture

Décret 98-1057 du 16 novembre 1998 modifié

Arrêté du 23 avril 1975

Montant forfaitaire de 15.24€

Cadre d'emplois des ASEM territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière culturelle :

Cadre d'emplois des conservateurs du patrimoine territoriaux :

Indemnité scientifique des personnels de la conservation du patrimoine :

Décret 90-409 du 16 mai 1990 et arrêté ministériel du 26 décembre 2000.

Répartition individuelle : plafond annuel de 9487€ pour les conservateurs en chef et de 7905€ pour les conservateurs, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret 90-601 du 11 juillet 1990, et arrêté ministériel du 26 décembre 2000.

Répartition individuelle : dans la limite des montants maximums fixés pour chaque catégorie

Cadre d'emplois des attachés de conservation territoriaux :

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient de 0 à 8 appliqué au montant de référence de la 2^{ème} catégorie

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : assistant de conservation du 1^{er} au 5^{ème} échelon et assistant principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient de 0 à 8 appliqué au montant de la 3^{ème} catégorie

Sont concernés : assistant de conservation principal 1 CL, principal 2 CL à compter du 5^{ème} échelon, et assistant à partir du 6^{ème} échelon

Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Prime de sujétions spéciales des personnels de surveillance et d'accueil

Décret 91-875 du 6 septembre 1991 modifié

Arrêté ministériel du 24 août 1999

Répartition individuelle : montants annuels de référence par grade fixés par arrêté

Filière sportive :

Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des APS:

Indemnité de sujétions des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse

Application du décret 2004-1055 du 1^{er} octobre 2004

Répartition individuelle : dans la limite de 120% du taux de référence

Cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives territoriaux :

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : éducateur à partir du 6^{ème} échelon et éducateur principal 2 CL à partir du 5^{ème} échelon et éducateur principal 1 CL.

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : éducateur du 1^{er} au 5^{ème} échelon et éducateur principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière animation

Cadre d'emplois des animateurs territoriaux :

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret
Sont concernés : animateur à partir du 6^{ème} échelon et animateur principal 2 CL à partir du 5^{ème} échelon et animateur principal 1 CL.

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : animateur du 1^{er} au 5^{ème} échelon et animateur principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière Sécurité :

Cadre d'emploi des directeurs de police municipale :

Indemnité spéciale mensuelle de fonction

Décret 2006-1397 du 17 novembre 2006

Part fixe annuelle et part variable dans la limite de 25 % du traitement mensuel soumis à retenue pour pension.

Cadre d'emplois des Chefs de service de Police Municipale

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 91-875 du 6 septembre 1991

Décret 97-702 du 31 mai 1997

Décret 2000-45 du 20 janvier 2000

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Arrêté du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Grades concernés : chef de service de police municipale, chef de service de police municipale principal 2ème classe, chef de service de police municipale principal 1ère classe

Indemnité spéciale mensuelle de fonction

Décret 2000-45 du 20 janvier 2000

Répartition individuelle : dans la limite des plafonds

soit 22% du traitement indiciaire majoré pour les chefs de service de PM du 1er au 5ème échelon et pour les chefs de service de PM pal 2 CL du 1er au 4ème échelon

soit 30% du traitement indiciaire majoré pour les chefs de service de PM à compter du 6^{ème} échelon, les chefs de service de PM pal 2 CL à compter du 5^{ème} échelon et les chefs de service de PM pal 1 CL

Cadre d'emplois agents de police municipale

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 91-875 du 6 septembre 1991

Décret 97-702 du 31 mai 1997

Décret 2000-45 du 20 janvier 2000

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Arrêté du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité spéciale mensuelle de fonction

Décret 97-702 du 31 mai 1997

Répartition individuelle : dans la limite du plafond de 20% du traitement indiciaire majoré

Application de la PFR – Prime de Fonctions et de Résultats

La PFR se décompose en deux parts :

Une part fonction

Une part résultats

Les coefficients de résultats peuvent varier de 0 à 6, au regard de l'évaluation de la manière de servir.
Les coefficients de la PFR sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

GRADES CONCERNES ET FONCTIONS	Coef fonction	Coef résultat
ADMINISTRATEUR		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ. SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
CHARGE DE MISSION/RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ. SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
CHARGE DE MISSION/RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
ATTACHE		
Expertise	6	de 0 à 6
DIRECTEUR	5	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	3	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	3	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	2	de 0 à 6
FCE	1,5	de 0 à 6
ATTACHE PRINCIPAL		
Expertise	6	de 0 à 6
DIRECTEUR	5	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	3	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	3	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	2	de 0 à 6
FCE	1,5	de 0 à 6
DIRECTEUR TERRITORIAL		
Expertise	6	de 0 à 6
DIRECTEUR	5	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	3	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	3	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	2	de 0 à 6
FCE	1,5	de 0 à 6

Les coefficients de fonctions peuvent faire l'objet d'une attribution individualisée.

Application de l'IPF – Indemnité de Performance et de Fonctions

L'IPF se décompose en deux parts :

Une part fonction

Une part performance

Les coefficients de performance peuvent varier de 0 à 6, au regard de l'évaluation de la manière de servir.

Les coefficients de l'IPF sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

GRADES CONCERNES ET FONCTIONS	<u>Coef fonction</u>	<u>Coef performance</u>
INGENIEUR EN CHEF CL NORMALE		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ. SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	1,5	de 0 à 6
INGENIEUR CHEF CLASSE EXCEPT		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ. SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	1,5	de 0 à 6

Les coefficients de fonctions peuvent faire l'objet d'une attribution individualisée.

Les primes liées à des sujétions ou fonctions

Pour un grade donné, il peut y avoir compte tenu des compétences requises pour l'exercice des fonctions sur certains postes et des responsabilités conséquentes, ou des sujétions attachées, différents niveaux de régime indemnitaire.

Les fonctions d'encadrement

Font l'objet d'une majoration spécifique les missions d'encadrement attachées aux fonctions de Directeur, Directeur adjoint, Chef de Service ou d'adjoint au Chef de Service, selon des taux variables et toujours dans la limite des montants maxima, à titre individuel et au titre du crédit global quand cela s'applique, dans le cadre des différentes indemnités et primes payées aux agents de l'État.

Font également l'objet d'une majoration les fonctions d'encadrement suivantes :

- surveillant de travaux, contremaître et contremaître adjoint pour le cadre d'emplois des agents de maîtrise
- état major ou d'encadrement d'équipe pour les cadres d'emplois de chef de service et d'agent de police municipale
- directrice ou coordinatrice de crèche pour le cadre d'emplois des puéricultrices

Des majorations sont également prévues pour les sujétions métiers suivantes :

Sujétion/fonction	Grades concernés	Montant brut qui sera exprimé en coefficient d'IAT
Dimanche travaillé Gardien de gymnase Accueil et surveillance du service lieu d'art et d'histoire Soigneur et garde du parc zoologique CSU Toilettes publiques Agent des cimetières Projectionniste Nestor Burma	Tous les grades de la catégorie C	100€ par dimanche ou jour férié travaillé
Soigneurs	Tous les grades de catégorie C	50€
Animateur permanent en maison pour tous	Tous les grades du cadre d'emplois des adjoints d'animation	80€
Animateur permanent en maison pour tous ayant réalisé 3 soirées dans le mois	Tous les grades du cadre d'emplois des adjoints d'animation	50€
chef de service dont le grade n'intègre pas la majoration fonction (hors cadres d'emploi de rédacteur, conseiller des APS, et grades d'ingénieurs et ingénieurs et ingénieurs principaux auxquels s'appliquent les dispositions « fonctions d'encadrement »	Tous les grades concernés, dans la limite des butoirs individuels	70€
Chef de service adjoint dont le grade n'intègre pas la majoration fonction	Tous les grades concernés, dans la limite des butoirs individuels	30€
Encadrant des activités sportives de plein air	Tous les grades du cadre d'emplois d'opérateur des APS et d'adjoints d'animation	Ecart entre le RI détenu par l'agent et le RI attribué aux éducateurs des activités physiques et sportives exerçant les mêmes fonctions

Les clauses de sauvegarde/maintien des avantages acquis collectivement

Il est rappelé qu'en complément à ce régime indemnitaire est attribuée aux agents mensualisés tels que définis ci-dessus, et aux assistantes maternelles, une prime annuelle instituée à la Ville de Montpellier avant le 27 janvier 1984, maintenue en application des dispositions de l'article 111 de loi du 25 janvier 1984 au titre des avantages acquis collectivement. Les sommes affectées à cette prime sont votées chaque année dans le cadre du budget primitif. Le montant peut être revalorisé en fonction de l'évolution de la valeur du point. Le montant est calculé au prorata du taux d'emploi et de la période d'activité.

En complément de ce régime indemnitaire, seront attribuées les primes et indemnités liées à des sujétions particulières sur productions d'états justificatifs.

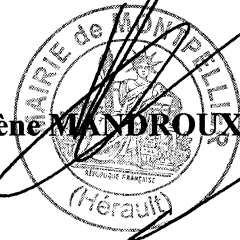
Les agents qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place des nouvelles dispositions réglementaires, conserveront le bénéfice à titre personnel du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient, en application des dispositions antérieures modifiées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces nouvelles dispositions concernant le régime indemnitaire des agents de la Ville de Montpellier.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 17/12/2013

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mise à disposition d'agents auprès de la Direction Départementale de la Sécurité Publique

Serge FLEURENCE rapporte :

La délibération 2011-620 du 7 novembre 2011 prévoyait la mise à disposition de 5 agents pour assurer la gestion des timbres amendes et optimiser les moyens de lutte contre l'insécurité routière.

Dans le cadre de la mise en place des procès verbaux électroniques, le nombre d'agents mis à disposition auprès des services de la direction départementale de la sécurité publique est amené à évoluer.

Ainsi, il est proposé de mettre à disposition un agent de catégorie C à temps complet auprès de la Direction Départementale de la Sécurité Publique.

Cette mise à disposition fera l'objet d'un remboursement intégral de la Direction Départementale de la Sécurité Publique auprès de la Ville.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de cette mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier, auprès de la Direction Départementale de la Sécurité Publique ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer la convention relative à cette mise à disposition ;
- d'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget de la Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attributions de subventions Exercice 2013

Max LEVITA rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Attribution de subvention dans le cadre de l'action internationale et jumelages:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1679	CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES CROUS	Projet	2 000 €
		Total	2 000 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la cohésion sociale:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
5895	COMASOR	Projet	2 500 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	Projet	3 880 €
		Total	6 380 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 21498, nature 6574, chapitre 925.

Attribution de subvention dans le cadre de la solidarité:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	1 500 €
		Total	1 500 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 21497, nature 6574, chapitre 925.

Attribution de subvention dans le cadre de la culture:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
3746	ASSOCIATION UNI'IONS	Projet	20 000 €
		Total	20 000 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 1596, nature 6574, chapitre 923.

Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1878	COMITE DE MONTPELLIER D'ENTRAIDE MEMBRES LEGION D'HONNEUR	Projet	1 500 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	Fonctionnement	1 500 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Fonctionnement	1 500 €
5777	UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES DE L'HERAULT - UD CSF 34	Fonctionnement	1 500 €
5900	MOUVEMENT RURAL DE L'HERAULT FDFR34	Projet	3 000 €
		Total	9 000 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre du sport:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
5886	FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CEVENNES	Fonctionnement	1 500 €
		Total	1 500 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attributions de subventions dans le cadre de Montpellier Territoire Numérique:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
5590	CLUB BUSINESS LR 34	Projet	3 000 €
	AMAR Raphael	Projet	5 000 €
5881	COWORK'IN MONTPELLIER	Projet	3 500 €
		Total	11 500 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 21364, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de la Bourse Animation Jeunes:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1458	OLYMPIQUE DU PETIT BARD FUTSAL	Projet	1 500 €
		Total	1 500 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 1937, nature 6574, chapitre 924.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

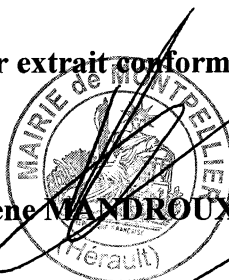
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération.
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur les imputations citées ci-dessus, nature 6574, pour un montant total de 53 380 €.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013 |



Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attributions de subventions aux partenaires de la Ville Exercice 2014

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de ses partenariats avec les structures ayant une action complémentaire à celle de la Ville de Montpellier auprès des montpelliérains, il est proposé d'affecter les subventions suivantes aux principaux partenaires de la Ville:

CHAPITRE	NATURE	CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
925	657362	1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	Fonctionnement	12 350 000 €
929	6574	4115	OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 927 500 €
920	6574	2866	C.O.S.C	Fonctionnement	520 000 €
928	65738	3486	GIP DSUA	Fonctionnement	196 024 €
922	657361	3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	172 000 €
920	6574	4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE	Fonctionnement	95 000 €
929	6574	5456	PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES	Fonctionnement	197 500 €
920	6574	5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Fonctionnement	50 000 €
920	6574	3976	MAISON DE MONTPELLIER A CHENGDU	Fonctionnement	100 000 €
				Total	15 608 024 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un montant total de 15 608 024 €, sous réserve de signature des conventions;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014, sur les imputations citées ci-dessus, avec les natures 657362, 6574, 65738 et 657361;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relative à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire conforme~~, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013



Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

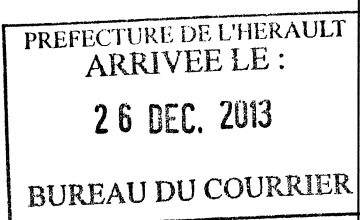
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Tarifs 2014 pour la Ville de Montpellier Approbation

Max LEVITA rapporte :

Cette délibération contient par principe l'ensemble des tarifs montpelliérains qui seront applicables au 1^{er} janvier 2014.

Les ressources liées à ces différents tarifs représentent annuellement environ 20 M€ de recettes de fonctionnement.

Les orientations d'évolution pour 2014 sont les suivantes :

- 1) Restauration scolaire et jeunesse : 0% d'augmentation
- 2) Autres services à la population : augmentation plafonnée au montant de l'inflation
- 3) Location et occupation du domaine public : évolution et ajustement ponctuels

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- ✓ Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public),
- ✓ Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun.

Les éléments ci-après détaillent le cadre juridique et la typologie des tarifs municipaux qui sont intégralement listés dans cette délibération.

Les tarifs sont en effet fixés selon différentes modalités :

- certains sont imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- d'autres sont déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;

- ou encore ils sont indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- parfois ils sont calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- enfin, certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

Les tarifs peuvent être en outre classés selon la typologie suivante :

- **Taxe** : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.

- **Redevance** : deux redevances sont distinguées :

-la **redevance pour service rendu** est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérées comme tels les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.

-la **redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public** s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés en 3 catégories :

1 – Les tarifs relatifs aux services à la population

2 – Les redevances d'occupation du domaine public

3 – Les refacturations

1 – Les tarifs relatifs aux services à la population

Les services de la Ville de Montpellier s'organisent autour de 150 métiers qui permettent d'offrir aux montpelliérains un service public professionnel, proche et réactif.

1-1 : Les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) :

Près de 4 000 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles libérales installées à Montpellier. Au total, près de 25 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

- Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux d'effort varie selon la composition de la famille. La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux lorsqu'un enfant, en situation de handicap est à la charge de la famille. Dans ce cas, le taux d'effort applicable est celui auquel la famille pourrait prétendre si elle avait un enfant supplémentaire.

Tarif horaire = Taux horaire x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

➤ Taux applicables pour 2014

Le barème national pour 2014 sera publié en début d'année prochaine. Il sera appliqué dès sa publication.

	Taux horaire	A titre indicatif, tarif plancher 2013	A titre indicatif, tarif plafond 2013
ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)			
1 enfant	0,06%	0,37 €	2,83 €
2 enfants	0,05%	0,30 €	2,36 €
3 enfants	0,04%	0,00 €	1,89 €
4 enfants et au-delà	0,03%	0,00 €	1,42 €
ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)			
1 enfant	0,05%	0,00 €	2,36 €
2 enfants	0,04%	0,00 €	1,89 €
3 enfants	0,03%	0,00 €	1,42 €
4 enfants et au-delà	0,02%	0,00 €	0,94 €
TARIFICATIONS SPECIFIQUES			
Famille non affiliée au régime CAF ou SNCF	Tarifs majorés de 50 %		
Famille non domiciliée à Montpellier	Tarifs majorés de 10 %		

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.10 € (0.05% x 2 200€).

1-2 : La restauration scolaire :

La Cuisine Centrale Municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre près de 10 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.

Modalités de détermination des tarifs

Le tarif général pour la restauration scolaire est de 3.38 € pour un enfant en maternelle et 3.69 € pour un enfant en élémentaire.

Une tarification sociale est proposée aux montpelliérains disposant de faibles revenus. Les tarifs sont alors calculés sur la base des ressources et charges des familles ainsi que le nombre de parts du foyer.

A- Etablissement du revenu net mensuel (ressources – charges) :

Pour le parent responsable et son conjoint, les ressources et charges prises en compte sont les suivantes :

-Ressources : Salaire, ASSEDIC, IJ - Pensions - Retraite /AAH, RSA (socle - majorité – activité), pension alimentaire reçue, allocation soutien familiale, allocations familiales, complément familial, allocation jeune enfant, allocation parentale d'éducation, autres revenus, allocation logement /APL

-Charges : Loyer (hors charges) ou remboursement habitation (limité à 125€ par part), forfait téléphone (limité à 13€), pension alimentaire versée.

B- Etablissement du nombre de parts :

On compte une part par individu présent dans le foyer. Les enfants doivent être à charge effective, allocataire CAF et avoir moins de 20 ans. Par exemple, un couple avec un enfant totalise $1+1+1 = 3$ parts. Dans le cas d'une famille monoparentale, la situation est différente selon que l'enfant est en garde exclusive ou en garde alternée. Dans le cas de la garde exclusive, la Ville majore le nombre de parts de 1, soit $1+1+1 = 3$ parts également. La garde alternée dans ce même exemple totalise 2 parts.

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2014

Tarif Général 2014	Ecole Maternelle	Ecole Élémentaire
Hors montpelliérains & hors tarification sociale	3,38 €	3.69 €

Quotient familial 2014	Ecole Maternelle	Ecole Élémentaire
Q 1: de 0 € à 167 €	1,76 €	1,76 €
Q 2: de 168 € à 191 €	2,44 €	2,44 €
Q 3: de 192 € à 260 €	2,83 €	2,83 €
Q 4: de 261 € à 290 €	2,89 €	3,13 €
Q 5: de 291 € à 335 €	3,13 €	3,47 €
Q 6: de 336 € à 458 €	3,21 €	3,55 €
Q 7: 459 € et plus	3,38 €	3,69 €

Autres tarifs	Tarifs 2014
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)	1,76 €
PAI * prise en charge panier repas	1,76 €
Repas – Associations	6,34 €
Repas – ALSH	5,07 €
Repas – Stagiaire	3,69 €
Repas – Enseignant (tarif de base)	6,60 €
Repas – Enseignant (tarif subventionné)	Tarif de base -subvention
Remplacement carte MIDI	8,00 €

* *Projet d'Accueil Individualisé pour les enfants allergiques ou sous prescriptions médicales.*

1-3 : Les Accueils de Loisirs Associés à l'Ecole (ALAE) :

Les Accueils de Loisirs comprennent notamment les garderies du matin et du soir.

➤ Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs sont calculés selon les mêmes modalités que pour la restauration scolaire.

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2014

Quotient familial	ELEVES EN MATERNELLE			
	ACCUEIL MATIN COMPLET (7h30-8h50)	ACCUEIL MATIN PARTIEL (8h20-8h50)	ACCUEIL SOIR (16h45-17h45)	ACCUEIL SOIR (17h45-18h45)
Q 1: de 0 € à 167 €	0.51 €	0.17 €	0.17 €	0.34 €
Q 2: de 168 € à 191 €	0.60 €	0.20 €	0.20 €	0.40 €
Q 3: de 192 € à 260 €	0.78 €	0.26 €	0.26 €	0.52 €

Q 4: de 261 € à 290 €	0.87 €	0.29 €	0.29 €	0.58 €
Q 5: de 291 € à 335 €	0.87 €	0.29 €	0.29 €	0.58 €
Q 6: de 336 € à 458 €	0.90 €	0.30 €	0.30 €	0.60 €
Q 7: 459 € et plus	0.93 €	0.31 €	0.31 €	0.62 €
Tarif général (hors montpelliérains et hors tarification sociale)	0.93 €	0.31 €	0.31 €	0.62 €
Pénalités de retard	8.00 €	8.00 €	8.00 €	8.00 €

Quotient familial	ELEVES EN ELEMENTAIRE			
	ACCUEIL MATIN COMPLET (7h30-8h50)	ACCUEIL MATIN PARTIEL (8h20-8h50)	ACCUEIL SOIR garderie éducative (16h45-17h45)	ACCUEIL SOIR (17h45-18h45)
Q 1: de 0 € à 167 €	0.51 €	0.17 €	0.00€	0.34 €
Q 2: de 168 € à 191 €	0.60 €	0.20 €	0.00€	0.40 €
Q 3: de 192 € à 260 €	0.78 €	0.26 €	0.00€	0.52 €
Q 4: de 261 € à 290 €	0.87 €	0.29 €	0.00€	0.58 €
Q 5: de 291 € à 335 €	0.87 €	0.29 €	0.00€	0.58 €
Q 6: de 336 € à 458 €	0.90 €	0.30 €	0.00€	0.60 €
Q 7: 459 € et plus	0.93 €	0.31 €	0.00€	0.62 €
Tarif général (hors montpelliérains et hors tarification sociale)	0.93 €	0.31 €	0.00 €	0.62 €
Pénalités de retard	8.00 €	8.00 €	8.00 €	8.00 €

1-4 : Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) :

Les Accueils de Loisirs de Montpellier sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 33 centres sont répartis sur la Commune représentant 1 200 places par jour.

➤ Modalités de détermination des tarifs

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu net mensuel de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

Tarif journée (sans repas) = Revenu mensuel* x taux d'effort correspondant

** revenu net fiscal de référence indiqué sur le dernier avis d'imposition reçu des membres du foyer*

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2014

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0.575%	7.30 €	16.00 €
2 enfants	0.525%	6.80 €	14.50 €
3 enfants et plus	0.475%	6.10 €	13.80 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		

Famille hors Montpellier	Tarif majoré de 3€
Demi-journée	60 % du prix de la journée
Plusieurs enfants inscrits	<i>-50 % à partir du 2^{ème} enfant inscrit : cette réduction s'applique sur le tarif calculé pour le 2^{ème} enfant et les suivants. Elle ne s'applique pas pour le 1^{er} enfant de la famille. Cette réduction ne s'applique pas pour les familles bénéficiant des bons CAF</i>

1-5 : Les prestations destinées à la jeunesse :

➤ La carte été jeunes

La Ville propose aux jeunes montpelliérains de 12 à 29 ans des prestations à des tarifs préférentiels. La carte été jeunes contient une cinquantaine de coupons donnant accès gratuitement à une trentaine d'activités culturelles et sportives différentes à pratiquer dans la Ville du 15 juin au 15 septembre (valeur totale des activités : 350 €).

En 2013, 1 760 cartes ont été vendues (soit 503 de plus qu'en 2012).

Il est proposé d'octroyer à chaque membre du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse une carte gratuite au vu de leur implication dans la vie de la cité.

Toute autre attribution à titre gratuit devra donner lieu à une délibération fixant les critères d'attribution (cf délibération du 06/05/2013).

➤ Les ateliers « découverte »

Les ateliers « découverte » ont lieu pendant les petites vacances de février, avril et octobre. En 2013, 40 jeunes se sont inscrits.

➤ Les Photocopies et impression de CV

Le montant peu élevé du prix de ces prestations permet à la Ville de Montpellier d'accompagner au mieux les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi, de logement et d'informations diverses.

➤ Exposition & vide-studio annuel

Accueil et exposition gratuite des créations des jeunes artistes montpelliérains non professionnels.

Participation gratuite au « vide-studio » pour les jeunes de moins de 30 ans: journée d'échanges et de ventes d'objets personnels, réservé aux non professionnels.

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2014

Prestation	Tarifs 2014
Carte été jeune	25,00 €
Ateliers « découverte »	20,00 €
Photocopie A4 / Impression CV ou lettre de motivation	0,10 €
Photocopie A3	0,20 €
Mur d'exposition	Gratuit
Vide-studio	Gratuit

1-6 : Les activités sportives :

La carte Montpellier Sports permet d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville dans le cadre du programme permanent. Par ailleurs, elle offre un accès à l'ensemble des activités proposées par le programme spécial vacances : plus de 50 disciplines gratuites ou à tarif préférentiel, encadrées par l'équipe d'éducateurs municipaux et les associations sportives montpelliéraines partenaires.

	Tarifs 2014
Carte Montpellier Sports	5,00 €

1-7 : Les activités socio-culturelles des Maisons Pour Tous :

Chaque semaine, les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent aux montpelliérains de tous âges environ 600 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

➤ Les cartes d'abonnement

Outre l'accès à de nombreuses activités, cette carte d'abonnement permet de bénéficier à titre gracieux de certaines animations, d'un accès gratuit Internet 2 heures par semaine dans le cadre du Projet EPI, également de tarifs préférentiels à des manifestations et soirées familiales et de tarifs réduits aux théâtres Gérard Philipe et Jean Vilar.

Cartes d'abonnement : Tarifs pour l'année scolaire 2013/2014	Tarifs 2014
Adulte Montpelliérain	7,00 €
Enfant Montpelliérain (moins de 16 ans)	3,50 €
Adulte (hors Montpellier)	10,00 €
Enfant (moins de 16 ans – hors Montpellier)	5,00 €

➤ Les cotisations annuelles pour les activités

Activités collectives : Tarifs pour l'année scolaire 2013/2014	Tarifs 2014
Tarification pour 30 séances de 1h/semaine	135,00 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40,00 €
Tarification étudiant pour 30 séances de 1h/semaine	65,00 €
Tarification étudiant par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	20,00 €
Réduction comité d'entreprises (entreprises privées, collectivités publiques, COSC ...)	20%
Réduction pour : -les étudiants -les bénéficiaires des allocations insertion, solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, parent isolé, revenu minimum d'insertion, -les adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle) -les personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum	50%
Réduction pour les familles nombreuses : -pour les enfants de familles de 3 enfants -pour les enfants de familles de 4 enfants -pour les enfants de familles de 5 enfants	30% 40% 50%
Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des cours restant à faire jusqu'à la fin de la session.	

Cours particuliers : Tarifs pour l'année scolaire 2013/2014	Tarifs 2014
Tarification solfège seul – éveil musical – solfège spécial batteur (30 séances d'1 heure)	135,00 €
Tarification cours particulier à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500,00 €
Tarification cours à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	440,00 €
Tarification cours à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	320,00 €
Tarification initiation à internet (cours dispensé par animateurs MPT)	5,00 €

Soirées et animations organisées en MPT : Tarifs pour l'année scolaire 2013/2014	Tarifs 2014
Tarification abonné animation diverses – catégorie A	1,00 €
Tarification abonné animation diverses – catégorie B	3,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie C	4,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie D	7,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie E	10,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie F	15,00 €
Tarification non abonné animation diverses – catégorie A	2,00 €
Tarification non abonné animation diverses – catégorie B	5,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie C	6,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie D	9,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie E	12,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie F	17,00 €

**Les tarifs sont fixés en fonction d'un classement (catégories A à F) déterminé par le prix et le lieu de la prestation.
Pour les inscriptions en cours d'année, une dégressivité sera appliquée aux adhérents sur la base de 10 mois d'activités.*

Stages : Tarifs pour l'année scolaire 2013/2014	Tarifs 2014
Tarification abonné stages – catégorie H	10,00 €
Tarification abonné stages – catégorie I	20,00 €
Tarification abonné stages – catégorie J	31,00 €
Tarification abonné stages – catégorie K	41,00 €

**Les tarifs sont fixés en fonction d'un classement (catégories H à K) déterminé par le coût du stage.*

1-8 : La Serre Amazonienne :

La Serre Amazonienne de la Ville de Montpellier est une réalisation unique en France. Recréant toutes les caractéristiques et spécificités de la forêt amazonienne, elle permet aux visiteurs de découvrir plus de 500 animaux et 3 500 végétaux. Elle a pour but de sensibiliser le public aux beautés et aux particularités de l'écosystème amazonien et à la nécessité de sa préservation.

Le Pass Agglo permet d'obtenir une réduction sur les tarifs individuels.

Tarifs 2014	Sans Pass Agglo	Avec Pass Agglo
Entrée Adulte	6,50 €	5,50 €
Carnets de 10 entrées	40,00 €	40,00 €
Tarif réduit (enfants de 6 à 18 ans, étudiants, familles nombreuses, demandeurs d'emploi, sénior + de 60 ans)	3,00 €	2,50 €
Entrée gratuite pour : -les enfants de moins de 6 ans -les bénéficiaires de minima sociaux -les groupes scolaires (maternels & primaires) et ALSH de Montpellier	Gratuit	Gratuit
Tarif groupes : -comités d'entreprises et associations (>10 personnes) -groupes scolaires (collèges & lycées) et étudiants -groupes scolaires (maternels & primaires) et ALSH hors Montpellier	3,00 € 3,00 € 2,00 €	3,00 € 3,00 € 2,00 €
Visite nocturne et guidée	10,00 €	10,00 €
Location d'audio-guide	1,00 €	1,00 €
Plan du zoo	0,50 €	0,50 €

1-9 : Le parcours muséographique :

Que l'on soit habitant ou non de la Ville de Montpellier, il est toujours enrichissant de découvrir les richesses d'une culture, d'un patrimoine. Le parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permet l'accès :

- au musée du Vieux Montpellier
- à la pharmacie et chapelle de la Miséricorde

Entrée parcours muséographique		Tarifs 2014
Tarif individuel		3,00 €
Tarif réduit pour :		
-les groupes (à partir de 10 personnes)		2,00 €
-les familles nombreuses sur présentation de la carte		2,00 €
-les détenteurs d'un billet de la visite du centre historique avec l'office du tourisme ou sur présentation du billet d'entrée de l'un des musées partenaires de l'Agglomération de Montpellier		1,50 €
Entrée gratuite pour :		
-les moins de 26 ans et les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, les groupes scolaires, les ALSH et leurs accompagnants, les détenteurs de la City Card délivrée par l'Office du Tourisme, les titulaires d'une carte d'invalidité et leurs accompagnants		Gratuit
-à l'occasion de la Nuit Européenne des Musées		
-lors des Journées du Patrimoine		
-le 1er dimanche de chaque mois		

1-10 : Le théâtre Jean Vilar :

Le Théâtre Jean Vilar, situé au 155 rue de Bologne à Montpellier, permet à chaque montpelliérain de bénéficier tout au long de l'année d'une programmation audacieuse et de qualité.

Théâtre Jean Vilar	Tarifs 2014	
	Théâtre	Concert
Tarif individuel	15,00 €	15,00 €
Tarif réduit pour les étudiants, comités d'entreprises (selon convention), plus de 60 ans, demandeurs d'emploi, bénéficiaires de minima sociaux, groupes (à partir de 10 personnes)	11,00 €	11,00 €
Tarif réduit pour les moins de 16 ans, groupes scolaires (lycées) et intermittents du spectacle	5,00 €	5,00 €
Tarif réduit pour les groupes scolaires (écoles & collèges)	3,50 €	3,50 €
Cartes d'abonnement pour 4 spectacles :		
Vilar Pass : carte nominative réservée aux moins de 16 ans	15,00 €	15,00 €
Carte nominative plein tarif (11.50€ / spectacle supplémentaire)	46,00 €	46,00 €
Carte nominative tarif réduit (9€ / spectacle supplémentaire)	36,00 €	36,00 €
Pass culture (convention avec le CROUS)	9,50 €	9,50 €
Stage théâtre (nouveau tarif) – tarif par stage et par participant	50,00 €	

1-11 : Le cinéma Nestor Burma :

Entrée cinéma Nestor Burma	Tarifs 2014
Tarif individuel	6,00 €
Tarif réduit pour tous avant 17h00, les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	5,00 €
Tarif individuel Pass Culture (convention CROUS)	4,50 €

Tarif individuel Ecran des enfants	3,00 €
Carte 10 places (non nominative et valable 1 an)	45,00 €
Tarif comité d'entreprises ou de groupe (minimum 10 personnes) – prix par personne	4,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe Ecran des enfants (écoles et centres de loisirs) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif spécial (événement conventionné ou séance à la carte – enseignant, centre de loisirs... IME) (nouveau tarif)	3,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Supplément 3D	1,00 €
Remplacement de lunettes endommagées	45,00 €
Vente d'affiche 40x60cm	2,00 €
Vente d'affiche 120x160cm	5,00 €

2 – Les redevances d'occupation du domaine public

Avec plus de mille lieux et événements dédiés à la culture, 246 salles et terrains de sport, 146 parcs et squares, Montpellier offre à ses habitants, à travers la richesse de son patrimoine, une Ville dans laquelle il fait bon vivre.

La redevance d'occupation du domaine public correspond quant à elle à la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques). L'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc. La redevance est également un outil permettant d'organiser harmonieusement l'occupation de notre patrimoine municipal.

2-1 : Les salles municipales et le matériel:

Pour toute dégradation et/ou perte de matériel, le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement refacturé à l'organisateur. La caution ne sera restituée qu'après paiement du titre de refacturation émis par la Ville.

- Les salles municipales

Salles	Unité	TARIFS 2014		
		PLEIN TARIF	DEMI TARIF*	FORFAIT DE BASE**
Salle d'exposition (RDC Hôtel de Ville - par quinzaine)	U	3 150,00 €	1 575,00 €	30,00 €
Salle des Rencontres avec l'office (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour	3 200,00 €	1 600,00 €	50,00 €
Salle des Rencontres (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour	2 700,00 €	1 350,00 €	50,00 €
Mairie annexe de Grammont	/ jour	2 000,00 €	1 000,00 €	50,00 €
Salle du Conseil Municipal (niv 2) hors prestation de régie technique obligatoire IEC	/ jour	2 150,00 €	1 075,00 €	50,00 €
Salle Pierre Mendès France (Hôtel de Ville - niv 2)	/ jour	300,00 €	150,00 €	30,00 €
Salle Jules Pagezy (ancien hôtel de ville)	/ jour	1 600,00 €	800,00 €	50,00 €
Centre Rabelais (bd Sarraill - salle de projection)	/ jour	1 300,00 €	650,00 €	50,00 €
Centre Rabelais (vacation projection)	/ jour	255,00 €	127,50 €	25,50 €
Salle Pétrarque (Place Pétrarque)	/ jour	600,00 €	300,00 €	30,00 €
Salle Jacques 1er d'Aragon (Richter - espace place de la révolution)	/ jour	440,00 €	220,00 €	30,00 €
Salle Belvédère (toit du Corum)	/ jour	310,00 €	155,00 €	30,00 €
Salle Guillaume de Nogaret (espace Pitot)	/ jour	310,00 €	155,00 €	30,00 €
Maison des Relations Internationales (salle de réception)	/ jour	900,00 €	450,00 €	50,00 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	310,00 €	155,00 €	30,00 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	100,00 €	50,00 €	15,00 €
Gratuité pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire, d'intérêt local ou national avéré et n'entraînant pas de recette pour le compte de l'organisateur.				
Cautionnement & Nettoyage				
Caution pour tout espace loué	u	1 530,00 €	1 530,00 €	1 530,00 €
Caution nettoyage (Zénith)	u	710,00 €	710,00 €	710,00 €

****Demi-tarif** pour les manifestations à caractère social, humanitaire, culturel ou sportif, d'intérêt local ou national avéré et entraînant des recettes pour le compte de l'organisateur.*

*****Forfait de base** pour les manifestations à caractère social, culturel ou sportif, d'intérêt local ou national avéré et n'entraînant pas de recette pour le compte de l'organisateur.*

- **Le matériel**

Matériels	Unité	PLEIN TARIF	DEMI TARIF*
Chaise	u/jour	0,31 €	0,16 €
Table (1.50m ou 2m)	u/jour	4,18 €	2,09 €
Grille-caddie	u/jour	5,80 €	2,90 €
Podium	m²/jour	7,80 €	3,90 €
Barrière	u/jour	7,80 €	3,90 €
Place de tribune	u/jour	0,80 €	0,40 €
Coffret électrique	u/jour	168,00 €	84,00 €
Pose et dépose de drapeaux, banderoles, tentures de rue	u/jour	15,60 €	7,80 €
Tente	m² / jour	7,80 €	3,90 €
Gratuité pour les manifestations à caractère caritatif, humanitaire, social, culturel ou sportif, d'intérêt local ou national avéré et n'entraînant pas de recette pour le compte de l'organisateur (y compris pour la livraison du matériel).			
Cautionnement et livraison			
Cautionnement petit matériel	/ U	360,00 €	360,00 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement	/ U	1 330,00 €	1 330,00 €
Livraison de matériel (sur la commune)	/ U	100,00 €	50,00 €
Livraison de matériel (sur autre commune de l'agglomération) - (nouveau tarif)		200,00 €	100,00 €

****Demi-tarif** pour les manifestations à caractère social, humanitaire, culturel ou sportif, d'intérêt local ou national avéré et entraînant des recettes pour le compte de l'organisateur.*

- **Les salles des Maisons Pour Tous**

La Ville de Montpellier met également des salles à disposition des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements pour des activités régulières ou ponctuelles. Ces mises à dispositions se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions. **Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.**

Salles pour activités hebdomadaires – Maisons Pour Tous	Tarifs 2014
Tarification pour 1 h et 10 personnes	110,00 €
Tarification pour 1 h et 20 personnes	165,00 €
Tarification pour 1 h et 30 personnes	220,00 €
Tarification pour 1 h et + de 30 personnes	270,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 10 personnes	140,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 20 personnes	190,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 30 personnes	245,00 €
Tarification pour 1 h 30 et + de 30 personnes	300,00 €
Tarification pour 2 h et 10 personnes	165,00 €
Tarification pour 2 h et 20 personnes	220,00 €
Tarification pour 2 h et 30 personnes	270,00 €
Tarification pour 2 h et + de 30 personnes	320,00 €
Tarification pour ½ journée et 10 personnes	245,00 €
Tarification pour ½ journée et 20 personnes	300,00 €
Tarification pour ½ journée et 30 personnes	350,00 €
Tarification pour ½ journée et + de 30 personnes	430,00 €
Tarification pour 1 journée et + de 30 personnes	455,00 €
Tarification par heure supplémentaire pour plus de 11h et + de 30 personnes	40,00 €

Salles pour activités ponctuelles – Maisons Pour Tous	Tarifs 2014
1/2 journée salle de - 60 personnes	55,00 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	110,00 €
Journée salle de - 20 personnes	55,00 €
Journée salle de 20 à 60 personnes	110,00 €
Journée salle de + 60 personnes	220,00 €
Week-end réunions et assemblées	110,00 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes	110,00 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes	220,00 €
Caution location	150,00 €

Théâtre Gérard Philippe	Tarifs 2014
Tarification pour matinée	35,00 €
Tarification pour après-midi	60,00 €
Tarification pour journée répétition	85,00 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115,00 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90,00 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150,00 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450,00 €

Salle polyvalente Albert Camus (associations logées à la maison des rapatriés)	Tarifs 2014
1/2 journée salle de - 60 personnes	30,00 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	50,00 €
Journée salle de - 60 personnes	50,00 €
Journée salle de + 60 personnes	105,00 €
Week-end réunions et assemblées	50,00 €
Week-end stages d'activités des associations	50,00 €
Caution	150,00 €

Studio d'enregistrement	Tarifs 2014
Journée location	110,00 €
Heure location	15,00 €

- **Lieux culturels :**

Théâtre Jean Vilar	Tarifs 2014
Journée par représentation	1 000,00 €
Caution	760,00 €

Redevance d'occupation du Carré Sainte Anne	Tarifs 2014
Mise à disposition du lieu (journée)	510,00 €

- **La mise à disposition de salles à l'Espace Montpellier Jeunesse (EMJ – rue Maguelone)**

La ville de Montpellier met des salles de l'EMJ à disposition des associations partenaires du service jeunesse et des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans porteurs de projet. Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Espace Montpellier Jeunesse	Tarifs 2014
Pour les associations partenaires du service jeunesse (valorisation de l'aide en nature de 110€)	Gratuit
Pour les jeunes montpelliérains de 16 à 29 ans	Gratuit

2 – 2 : La mise à disposition des locaux scolaires (cf délibération du 7 novembre 2011)

Locaux scolaires	Tarifs 2014
Tarif par heure et par salle	5,00 €
Mise à disposition gratuite pour les associations relevant du domaine sportif ou culturel dont les activités sont reconnues d'intérêt général par la Ville	Gratuit

2 – 3 : La location des installations sportives

Les installations sportives font partie du domaine public de la Commune, leur utilisation donne lieu à paiement d'une redevance.

Tarifs appliqués aux écoles, collèges, lycées, universités	Unité	Tarifs 2014
Location gymnase	heure	13,30 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	6,10 €
Location de terrain	heure	10,20 €
Location de mur d'escalade	heure	9,30 €
Location de skate parc	heure	9,20 €

Location de court de tennis	heure	6,10 €
Autres usagers		Unité Tarifs 2014
Location gymnase	heure	48,90 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	7,50 €
Location d'installation athlétisme	heure	48,90 €
Location de mur d'escalade	heure	43,30 €
Location de terrain	heure	38,00 €
Location de court de tennis	heure	43,30 €
Location de skate parc	heure	43,30 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1 journée (salle de + de 60 personnes)	1 journée	112,00 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1/2 journée (salle de – de 60 personnes)	½ journée	56,00 €

2 – 4 : La location des jardins familiaux

La Ville dispose de 158 parcelles de jardins familiaux répartis sur 3 sites : Malbosc, les Grands grès et Rieucoulon.

Location des jardins familiaux – Tarifs applicables du 1 janvier au 31 juillet 2014	Unité	Tarifs
Location de jardin familial	m²/an	0,99 €
Parcelle standard de 120m² environ	€/an	118,80 €
Caution jardin familial (à la signature du bail)	€/an	118,80 €

Location des jardins familiaux – Tarifs applicables à compter du 1 août 2014	Unité	Tarifs
Location de jardin familial	m²/an	1,00 €
Parcelle standard de 120m² environ	€/an	120,00 €
Caution jardin familial (à la signature du bail)	€/an	120,00 €

2 – 5 : L'occupation du domaine public routier

De nombreux chantiers altèrent l'homogénéité des chaussées et trottoirs. D'une part, ces chantiers compromettent la durée de vie du patrimoine de voirie communale et grèvent les budgets d'entretien de la Ville. D'autre part, ces chantiers perturbent régulièrement l'exploitation des routes et dégradent les conditions de circulation pour les usagers.

La Ville a donc décidé depuis 2005 d'appliquer une redevance d'usage du domaine public routier communal (R.U.D.P.R.) afin de limiter l'usage de la voirie pour les chantiers des tiers à la fois dans l'espace et dans le temps.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Transports de l'Agglomération Montpelliéraine sont exonérés de cette redevance. En effet, l'agglomération œuvre dans l'intérêt du domaine public communal (réalisation du tramway, requalifications de voirie, jalonnement directionnel, assainissement...) et sur la base de compétences initialement communales et devenues communautaires dans le cadre de l'intercommunalité.

Redevance d'usage du domaine public routier	Unité	Tarifs 2014
Occupation de la chaussée (par unité de voie de circulation) et/ou des trottoirs et dépendances.	m²/j	0,56 €

2 – 6 : Taxes et redevances d'occupation du domaine public (Cf. plan de zonage joint en annexe)

I – TAXES	Unité	Tarifs 2014
Taxe locale sur la publicité extérieure		
Enseigne < à 7m²		0,00 €
Enseigne > à 7 m² et ≤ à 20 m²	m²/an	30,00 €
Enseigne > à 20 m² et ≤ à 50 m²	m²/an	60,00 €

Enseigne > à 50 m²	m²/an	120,00 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes		
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m²/an	30,00 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m²/an	60,00 €
II – MARCHES - MARCHES AUX PUCES - BROCANTEES	Unité	Tarifs 2014
Exonérations : cas spécifiquement prévus		
Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville		
Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels		
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m²/ avec véhicule / séance de marché	u/jour	20,00 €
Non professionnels redevance emplacement 10 m²/ sans véhicule / séance de marché	u/jour	10,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m² / avec véhicule	Trimestre	280,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m²)/ avec véhicules	Trimestre	387,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires redevance emplacement 90m² / 1 camion	Trimestre	755,00 €
Marché aux Plantes		
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m²/trimestre	14,00 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m²/trimestre	10,00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	35,00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	25,00 €
Promenade du Peyrou		
Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre)	u/séance de marché	25,00 €
Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	u/séance de marché	50,00 €
Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre)	u/jour	50,00 €
Grand déballage du Peyrou / CNS 100m²	u/jour	100,00 €
Abonnés Dimanches du Peyrou + 1 grand déballage (nouveau tarif)	Trimestre	260,00
Supplément grand déballage pour les abonnés (nouveau tarif)	U	20,00
Octave des Morts (période de 8 jours autour de la Toussaint)		
Redevance emplacement pour la durée du marché (8 jours)	m²	32,50 €
Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)		
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m²/trimestre	4,95 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m²/trimestre	7,40 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m²/ ½ jour	1,35 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m²/jour	2,00 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche ou jour férié	m²/ ½ jour	1,85 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche ou jours fériés	m²/jour	2,75 €
III – HALLES	Unité	Tarifs 2014
Halle des Quatre Saisons		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	7,60 €

Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	39,80 €
Halles Laissac		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	7,25 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	35,70 €
Halles Jacques Cœur		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	15,20 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	73,45 €
Halles Castellane		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	20,20 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	55,10 €
Redevance occupation d'une cave non aménagée	Trimestre	81,60 €
Redevance occupation d'une cave aménagée	Trimestre	165,25 €
Droits d'entrée halles couvertes		
Surface étal inférieure à 10m²	U	3 000,00 €
Surface étal de 10 à 14m²	U	3 500,00 €
Surface étal de 15 à 19m²	U	3 800,00 €
Surface étal de 20 à 24m²	U	4 200,00 €
Surface étal de 25m² et +	U	4 800,00 €
IV – AUTRES REDEVANCES	Unité	Tarifs 2014
Droits de stationnement Taxis		
Droits de stationnement pour 1 véhicule taxi	Trimestre	115,00 €
Modulauto - service d'autopartage de véhicules		
Emplacement de stationnement	an/véhicule	155,00 €
Occupation commerciale du domaine public		
Diverses occupations commerciales - Espaces libres divers	m²/jour	2,00 €
Diverses occupations commerciales – Espace Grammont (nouveau tarif)	m²/jour	1,50 €
Espace libre Place de la Comédie	m²/jour	6,50 €
Espace libre Place Georges Frêche	m²/jour	1,50 €
Espace libre Esplanade Charles de Gaulle	m²/jour	5,50 €
Attraction/Manège/Patinoires/Cirques sur le domaine public – maximum 6 mois consécutif	m²/jour	0,15 €
Restauration (sur place / à emporter)		
Tente alimentaire Comédie/Esplanade au m²/semaine	m²/semaine	200,00 €
Tente alimentaire Autres sites au m²/semaine	m²/semaine	125,00 €
Estivales - Esplanade de la Comédie		
Pour les commerçants en artisanat & produits régionaux, producteurs et produits alimentaires conditionnés	m²/jour	7,00 €
Bouquiniste 18m²	u/jour	25,00 €
Viticulteurs - Forfait incluant la mise à disposition de comptoirs et espace bar	m²/jour	16,60 €
Vente de produits alimentaires, restauration, vin, tapas	m²/jour	16,60 €
Autres manifestations publiques		
Grand Bazar / Bouquinistes / Emplacement 18 m² (nouveau tarif)	u/jour	25,00 €
Grand Bazar / Antiquaires / Emplacement 18 m² (nouveau tarif)	u/jour	30,00 €

Grand Bazar / Autres marchés thématiques / Emplacement 12 m ² (nouveau tarif)	u/jour	50,00 €
Marché thématique événementiel 12 m ² environ	u/jour	50,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m ²	Semaine	950,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / tentes 3x3 (9m ²)	Semaine	500,00 €
V – DROITS DE TERRASSE		Unité
		Tarifs 2014
Exonérations : cas spécifiquement prévus		
Il est proposé d'exonérer les commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies des Z.A.C. qui viennent d'être ouvertes à la circulation et d'exonérer les commerçants de redevance pendant la durée de travaux publics ne permettant pas l'installation de leur terrasse		
Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle)		
Zone 1	m ² /an	97,00 €
Zone 2	m ² /an	60,00 €
Zone 3	m ² /an	43,00 €
Zone 4	m ² /an	37,00 €
Terrasse classe B (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement tels que paravents, jardinières, écrans, patelage...)		
Zone 1	m ² /an	153,00 €
Zone 2	m ² /an	122,00 €
Zone 3	m ² /an	107,00 €
Zone 4	m ² /an	77,00 €
Terrasse classe C (terrasse délimitée perpendiculairement aux façades par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipée des éléments de confort proches d'une installation en dur)		
Zone 1	m ² /an	510,00 €
Zone 2	m ² /an	408,00 €
Zone 3	m ² /an	306,00 €
Zone 4	m ² /an	204,00 €
Stands de vente & kiosques		
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m ² /jour	20,60 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matchs) (nouveau tarif pour un emplacement de 20 m ² environ)	An	3 914,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces pendant manifestations sportives ou culturelle, fête du 14 juillet	m ² /jour	31,55 €
T-shirts, gadgets, vêtements et autres produits non alimentaires	m ² /jour	33,60 €
Stand pendant concerts	m ² /jour	103,85 €
Kiosque de vente immobilière	m ² /mois	103,85 €
Commerces non sédentaires (CDS) Pizza – tout site	Mois	310,00 €
Chapiteaux/tentes pour spectacles, expositions, cérémonies		
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration	m ² /jour	10,20 €
Étalages et autres dispositifs sur le domaine public		
Étalages et autres dispositifs sur le domaine public	ml/an	128,00 €
Vitrine mobile	m ² /an	94,00 €
Présentoir (type : petite table), porte cartes, portes menu hors terrasse	u/an	53,00 €
Conservateur à glace, crêpière, rôtissoire	u/an	410,00 €
Banc de fruits de mer	u/an	512,00 €

Surplomb du domaine public		
Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u	150,00 €
VI – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC	Unité	Tarifs 2014
Ces tarifs sont multipliés par 3 en cas d'occupation du domaine public sans autorisation et lorsque les prescriptions édictées lors de l'autorisation d'occupation du domaine public ne sont pas respectées.		
Exonérations : cas spécifiquement prévus pour les Occupation du Domaine Public (dépôt de matériaux + bennes de récupération + échafaudages et matériels de chantier		
Les occupations du domaine public à des fins d'utilité publique ou à la demande d'autres collectivités (Communauté d'agglomération, Conseil général, Conseil régional...) ne sont pas soumises à redevance.		
Frais de dossier		
Frais de dossier pour toute permission de stationnement sur la voie publique (hors associations)	U	12,25 €
Frais de dossier pour toute permission de stationnement sur la voie publique (associations)	U	0,00 €
Frais de gestion de dossier traité en urgence à la demande (hors délai de 15 jours avant manifestation)	U	55,00 €
Stationnement des véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile et concessionnaires auto moto (nouveau tarif)	m²/an	37,00 €
Occupation temporaire du domaine public / Dépôt de matériaux		
Dépôts de matériaux : sable, palette etc...	m²/semaine	15,60 €
Plots bétons, supports de poteaux etc...	à l'unité / semaine	15.60 €
Occupation temporaire du domaine public / Bennes de récupération de matériaux		
l'unité de 6m² forfaitaire de sol occupé : la 1ère semaine	U	28,15 €
l'unité de 6m² forfaitaire de sol occupé : les semaines suivantes	U	57,15 €
Occupation temporaire du domaine public / Echafaudages et matériels de chantier		
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, grues, treuils, compresseurs, bétonnières, étais pour exécution de travaux de réfection: m² de sol occupé ou projeté au sol. Poulies, écopерches, cordes à nœud, goulottes d'évacuation: l'unité de 2m² forfaitaires.		
Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m²/semaine	4,60 €
Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m²/semaine	15,60 €
Echafaudages et matériels de chantiers Forfait pour 3 mois renouvelable au-delà de 6 semaines	m²/3 mois	66,30 €
Echafaudages et matériels de chantiers ravalement de façades: occupation du sol rallongés par ABF au- delà de 6 semaines	m²/semaine	4,60 €
Concessions d'occupation du domaine public (nouveaux tarifs)		
Concession de tous ordres		7% du CA
Pénalités et Frais de gestion et de contrôle		
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	infraction	165,00 €
Constitution des dossiers, étude d'implantation d'occupation du domaine public	dossier monté	12,25 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	10% du montant de la facture initiale	

*Pour les terrasses « hivernales » un paiement au trimestre ou au mois sera possible (application des tantièmes).
A noter qu'il ne sera pas appliqué de redevance d'occupation du domaine public pour les « vide grenier ».*

2 – 7 : Les droits de voirie relatifs au stationnement

Droits de voirie et d'occupation du domaine public	Tarifs 2014
Caution en cas de perte ou non restitution de la Carte Pass	12,00 €
Tarif pour le remplacement de la commande d'ouverture des bornes (bip)	153,00 €

- Stationnement en surface

Stationnement payant zone courte durée "Jaune" limitée à 2 heures		Tarifs 2014
Tarif normal 1/2h		1,00 €
Tarif normal 45min		1,50 €
Tarif normal 1h		2,00 €
Tarif normal 1h15		2,50 €
Tarif normal 1h30		3,00 €
Tarif normal 1h45		3,50 €
Tarif normal 2h		4,00 €
Tarif résident 4h		0,60 €
Tarif résident 5h		0,70 €
Tarif résident 1 jour		1,00 €
Tarif résident 6 jours		4,00 €
Tarif résident 15 jours		7,50 €
Tarif résident disposant d'un abonnement de transport collectif TAM – Tarif mensuel (nouveau tarif)		7,50 €
Carte mensuelle de stationnement		15,00 €
Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 5 heures		Tarifs 2014
Tarif normal 1h		1,30 €
Tarif normal 2h		2,60 €
Tarif normal 3h		3,10 €
Tarif normal 4h		3,60 €
Tarif normal 5h		4,00 €
Tarif résident 4h		0,60 €
Tarif résident 5h		0,70 €
Tarif résident 1 jour		1,00 €
Tarif résident 6 jours		4,00 €
Tarif résident 15 jours		7,50 €
Tarif résident disposant d'un abonnement de transport collectif TAM – Tarif mensuel (nouveau tarif)		7,50 €
Carte mensuelle de stationnement (carte à gratter)		15,00 €
Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 heures		Tarifs 2014
Tarif normal 1h		0,80 €
Tarif normal 2h		1,20 €
Tarif normal 3h		1,40 €
Tarif normal 4h		1,50 €
Tarif normal 5h		1,60 €
Tarif normal 6ème heure		1,70 €
Tarif normal 7ème heure		1,80 €
Tarif normal 8ème heure		1,90 €
Tarif normal 9ème heure		2,00 €

Parking stade "La Mosson"	Unité	Tarifs 2014
Entrée Parking stade "La Mosson"	1	2,00 €

- Parcmètre Individuel Embarqué (PIE)

Bénéficiaires	Prestation	Tarifs 2014
Les personnes à mobilité réduite (détenteur de la carte d'invalidité)	Acquisition d'un parcmètre individuel embarqué	20,00 €
Les professionnels de santé effectuant des visites à domicile (infirmières libérales, médecins généralistes, masseurs-kinésithérapeutes)	Abonnement annuel	25,00 €
	Acquisition d'un parcmètre individuel embarqué	20,00 €
	40 minutes de stationnement gratuit	Gratuit
Les artisans exerçant dans les domaines suivants (carrelage, charpente, couverture, dépannage électroménager, ébéniste, électricité, entreprise générale du bâtiment, étanchéité, façadier, forage, isolation, maçonnerie, marbrerie, menuiseries, miroiterie, paysagiste, peintre, pisciniste, plâtrier, plaquiste, plombier, revêtement de sols, serrurier, staffeur, storiste, tailleur de pierre, travaux de finition, travaux publics, vitrier, coiffeur, traiteur, esthéticienne, fleuriste)	Abonnement annuel	25,00 €
	Acquisition d'un parcmètre individuel embarqué (paiement à la minute)	20,00 €

- Parking de l'Hôtel de Ville

Tarifs des tranches	Tarifs 2014 HT	Tarifs 2014 (TVA 20%)
00h30	0,83 €	1,00 €
01h00	1,58 €	1,90 €
01h30	2,33 €	2,80 €
02h00	2,92 €	3,50 €
02h30	3,58 €	4,30 €
03h00	4,25 €	5,10 €
03h30	4,92 €	5,90 €
04h00	5,58 €	6,70 €
05h00	6,08 €	7,30 €
06h00	6,58 €	7,90 €
07h00	7,08 €	8,50 €
08h00	7,50 €	9,00 €
09h00	7,92 €	9,50 €
10h00	8,33 €	10,00 €
11h00	8,75 €	10,50 €
12h00	9,33 €	11,20 €
12h00 à 24h00	10,83 €	13,00 €
24h à 48h	5,00 €	6,00 €

Tranche de 24h supplémentaire	5,00 €	6,00 €
L'heure de nuit de 19h00 à 7h00	0,50 €	0,60 €
Abonnements mensuels	Tarifs 2014 HT	Tarifs 2014 (TVA 20%)
Permanent résident	50,00 €	60,00 €
Nuit résident + dimanche + Jour Férié (18h/8h30)	33,33 €	40,00 €
Jour travail (6h/20h)	66,67 €	80,00 €
Permanent travail (24h/24h)	83,33 €	100,00 €
Petit rouleur (10 entrées et sorties / mois)	33,33 €	40,00 €
Tarifs et abonnements 2 roues motorisés		Tarifs 2014
1/2 tarif par rapport aux voitures		
Gratuités liées à certaines catégories d'usagers ou événements particuliers		Tarifs 2014
Mariage : accès pour les mariés et leurs invités (durée ½ journée maximum)		GRATUIT
Les services de la police nationale, de la préfecture, du SDIS, de la DDTM pour réunion dans l'hôtel de Ville sur présentation d'un justificatif du service accueillant		GRATUIT
Les présidents et secrétaires de bureau de vote : 1 véhicule par personne le jour de l'élection		GRATUIT
Les agents municipaux travaillant sur des sites extérieurs sur justificatif établi par le service des moyens généraux de la Ville		GRATUIT
1 véhicule TAM ou entreprise prestataire pour les interventions sur le local technique situé dans le parking.		GRATUIT
Tarifs des événements particuliers		
Festival International des Sports Extrêmes (FISE) - Tarif plafonné à 4€/jour/véhicule le week-end du festival	3,33€/j/v le WE	4€/jour/véhicule le week-end
Forfait flotte véhicules de service Ville de Montpellier	29 900 €/ an / flotte Ville	35 880 €/ an / flotte Ville

- Parking Bassin Jacques Cœur :

Tarifs des tranches	Tarifs 2014 HT	Tarifs 2014 (TVA 20%)
00h30	0,58 €	0,70 €
01h00	1,08 €	1,30 €
01h30	1,67 €	2,00 €
02h00	2,17 €	2,60 €
03h00	2,58 €	3,10 €
04h00	3,00 €	3,60 €
05h00	3,33 €	4,00 €
L'heure supplémentaire	0,42 €	0,50 €
L'heure de 12h00 à 14h00	0,83 €	1,00 €
Forfait entre 19h00 et 7h00	1,67 €	2,00 €
Forfait 24h	10,42 €	12,50 €

2 – 8 : Les redevances relatives aux réseaux et télécommunications

Réseau Pégase	Unité	Tarifs 2014	A titre indicatif, tarifs appliqués en 2013
Mise à disposition d'une paire de fibre optique du réseau Pégase	paire/ml/an	Tarif de 2,46 € actualisé selon la formule: $P = P_0 \times ICC^*$ (janvier de l'année considérée)/1666 P : prix actualisé P0 : prix initial	2,46 €

*ICC : indice du coût de la construction

Tarifs liés au Nœud de raccordement optique Euréka et sa zone d'influence	Unité	Tarifs 2014 = tarifs valeurs 2008 + révision	A titre indicatif, tarifs appliqués en 2013
P = Po TP01/TOP01 dans laquelle P est le prix actualisé, Po le prix de référence (valeurs 2008), TP01 est la dernière valeur considérée de l'indice « prix du génie civil index général tous travaux » 693.4 et TOP01 est la valeur du même indice du mois d'octobre 2008 soit 627.90			
Frais d'accès au service du Nœud de raccordement optique baie (HT)	an	1 000 € + révision	1 118.49 €
Prise optique (HT)	mois	75 € + révision	83.89 €
Frais de mise en service d'une prise optique (HT)	U	100 € + révision	111.23 €

3 – Les refacturations

Certains tarifs ne correspondent pas à un service public mais seulement à une refacturation de prestations pour le compte de tiers. Le prix payé par le bénéficiaire correspond alors au coût réel pour la Ville (coûts directs et indirects du service).

3 – 1 : Refacturation des prestations de reprographie et de petites fournitures

La Ville de Montpellier est amené à effectuer diverses prestations de reprographie des actes, de photocopies et duplications de documents administratifs et de plans officiels de la Ville. Elle publie également un certain nombre de documents tels que des inventaires, bulletins historiques de la Ville. Elle veille au respect des droits de reproduction => à noter que le montant des frais de copie d'un document administratif est défini par l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2001.

Reprographie des actes	Tarifs 2014
Photocopie A3 Couleur	1.35 €
Photocopie A3 Noir & Blanc	1.25 €
Photocopie A4 (microforme)	0.30 €
Photocopie A4 Couleur	0.30 €
Photocopie A4 Noir & Blanc	0.18 €
Fourniture d'articles de papeterie	Tarifs 2014
Chemise élastique	0.50 €
Chemise à sangle	1.00 €
Chemise carton	0.10 €
Transparent	0.10 €
Reliure	9.10 €
CD-Rom	1.50 €
Fourniture de listes électorales	Tarifs 2014
Liste électorale sur support papier – prix par page A4 N&B	0.18 €
Liste électorale sur CD-Rom – prix par CD-Rom	2.75 €
Photocopies, photographies et droits de reproduction	Tarifs 2014
Droits de reproduction	25.00 €
Travaux photographiques < A3 (par photo)	3.00 €

Travaux photographiques \geq A3 et $<$ A1 (par photo) (nouveau tarif)	5.00 €
Reproduction de plan de permis de construire	3.00 €
Fourniture de CD gravé	2.00 €
Fourniture de DVD gravé (nouveau tarif)	4.00 €
Gravure numérique	1.00 €
Frais de port pour envoi CD ou DVD (nouveau tarif)	2.50 €
Publications	Tarifs 2014
Inventaire	24.50 €
Inventaire numérique (DVD) (nouveau tarif)	5.00 €
Bulletin historique de la Ville	8.30 €
Anciens numéros du Bulletin historique de la Ville	4.00 €
Frais de communication par correspondance (frais d'envoi, de recherche et de reprographie)	1.50 €
Carte postale	0.50 €
Catalogue d'exposition - Refacturation du prix fixé par l'éditeur	Prix éditeur
Plans officiels de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) sans droit de reproduction. L'unité de tarification est la Ville entière	Tarifs 2014
Grand plan couleur avec quartiers échelle 1/7500 (1,52m x 1,30m)	79,70 €
Plan et répertoire reliés format A4 (environ 100 pages) échelle 1/6500	9,40 €
Grand plan couleur avec quartiers échelle 1/10000 (1,15m x 1,15 m)	53,00 €
Plans officiels de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) avec droit de reproduction et usage non commercial. L'unité de tarification est le quartier.	Tarifs 2014
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf)	73,10 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) échelle 1/5000	36,50 €
Plan officiel de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) avec droit de reproduction et usage commercial. L'unité de tarification est la Ville entière.	Tarifs 2014
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf) pour diffusion numérique	5 117,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) pour diffusion numérique	2 558,00 €
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf) pour diffusion papier	2 558,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) pour diffusion papier	1 280,00 €
Cartes et plans historiques de la Ville et de ses environs sans droit de reproduction, sur papier glacé. L'unité de tarification est la carte entière.	Tarifs 2014
Carte d'état-major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) monochrome échelle 1/50000 (1,30m x 1,45m)	70,00 €
Documents anciens, format selon document	60,00 €
Carte couleur de Montpellier et de ses environs en 1986 par A. KRUGER échelle 1/20000 (0,90m x 0,60m)	50,00 €
Plan monochrome de Montpellier et de ses environs en 1986 par A. KRUGER échelle 1/5000 (0,90m x 0,90m)	50,00 €
Plan monochrome de Montpellier en 1911 par A. KRUGER échelle 1/5000 (0,90m x 0,90m)	50,00 €
Carte d'état-major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) monochrome échelle 1/80000 (0,80m x 0,90m)	50,00 €
Vues aériennes sans droit de reproduction (tirages sur papier glacé)	Tarifs 2014
Ortho-image couleur de la Ville entière échelle 1/7500 (1,50m x 1,30m)	139,20 €
Ortho-image couleur de la Ville entière échelle 1/10000 (1,15m x 1, 15m)	93,50 €
Ortho-image couleur (extraits) format A0 (1,20m x 0,84m)	70,20 €

Ortho-image couleur (extraits) format quelconque (de 0,50m ² à 2,25m ²)	70,20 €
Photo aérienne ancienne en niveaux de gris (extraits) format quelconque (de 0,50m ² à 2,25m ²)	70,20 €
Ortho-image couleur (extraits) format A1 (0,60m x 0,84m)	35,10 €
Demandes particulières	Tarifs 2014
Tarification sur devis pour conception, développement ou mise en forme (fichiers divers, travaux spéciaux...)	Uniquement sur devis spécifique

3 – 2 : Refacturation des prestations d'entretien des espaces verts

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarifs 2014
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	229.20 €
Poterie petit modèle: vandalisme, accident, vol	U	650.00 €
Poterie grand modèle: vandalisme, accident, vol	U	917.50 €
Bacs en bois / autres types de jardinières: vandalisme, accident, vol	U	573.40 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques (au prix du marché à la date du sinistre)	U	Sur devis
Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarifs 2014
Forfait général: déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	112.00 €
Surface de pelouse < 10m ² : travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m ²	1.40 €
Surface de pelouse < 10m ² : apport de terre complémentaire (0,10m ³ x120)	m ²	2.20 €
Surface de pelouse < 10m ² : griffage, réglage, ensemencement, roulage	m ²	2.20 €
Surface de pelouse < 10m ² : 1er arrosage	m ²	0.70 €
Surface de pelouse > 10m ² (au prix du marché à la date du sinistre)	m ²	Sur devis
Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarifs 2014
Surface d'arbustes < 10m ² : dessouchage et travail du sol	m ²	24.50 €
Surface d'arbustes < 10m ² : apport de terre	m ²	18.00 €
Surface d'arbustes < 10m ² : remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m ²	17.70 €
Surface d'arbustes < 10m ² : 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m ²	7.00 €
Surface d'arbustes > 10m ² (au prix du marché à la date du sinistre)	m ²	Sur devis
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%

Cf. en annexe le barème pour les dommages causés aux arbres

3 – 3 : Refacturation des prestations de nettoyage

Application de l'arrêté municipal du 6 février 2004: règlement de la collecte des déchets, du nettoyage et de la propreté de la Ville. Lutte contre les dépôts sauvages.	Unité	Tarifs 2014
Collecte d'office des déchets déposés sans respect des conditions imposées par l'arrêté	U	125,00 €
Présence sur la voie publique de conteneurs en dehors des heures de collecte	U	55,00 €
Absence d'entretien des surfaces allouées aux bénéficiaires d'occupation de l'espace public, Pollution du domaine public par les commerces distribuant des produits dans des emballages, Nettoyement d'office.	U	155,00 €
Nettoyement du domaine public souillé par les engins aux abords de chantiers	U	580,00 €
Lutte contre l'affichage sauvage: application de l'art. L.581-29 du Code de l'environnement	Unité	Tarifs 2014

Frais d'enlèvement	800,00 €
--------------------	----------

3 – 4 : Refacturation des travaux de voirie pour le compte des tiers

Les services techniques municipaux réalisent des travaux sur la voirie et le réseau pluvial faisant suite à des demandes exprimées par des tiers.

Les marchés de ces travaux sur la voirie et le réseau pluvial sont des marchés à bons de commandes. Il est fait application, dans le cadre de la refacturation, des bordereaux de prix unitaires y compris de l'actualisation de ces prix tels que le prévoit chacun des Cahiers des Clauses Administratives Particulières de ces marchés.

Le tarif appliqué est une majoration appliquée au montant total des travaux réalisés pour le compte des tiers riverains correspondant au coût de mobilisation des agents voirie pour assurer la surveillance et la maîtrise d'œuvre d'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette tarification relative aux interventions des services techniques pour travaux de voirie, il est appliqué aux tiers une majoration de 8%, correspondant au coût de mobilisation des agents techniques sur ces chantiers pour assurer la surveillance et la maîtrise d'œuvre d'exécution des dits travaux.

	Tarif 2014
Majoration appliquée au montant total des travaux réalisés pour le compte des tiers riverains correspondant au coût de mobilisation des agents	8%

3 – 5 : Refacturation des travaux de raccordement au réseau pluvial pour le compte des tiers

Les services techniques municipaux réalisent des travaux de raccordement au réseau pluvial faisant suite à des demandes exprimées par des tiers. Ces travaux, ne relevant de l'intérêt général, sont mis à la charge de ces tiers, pétitionnaires, et non de la collectivité. Pour autant, il appartient bien à la collectivité d'assurer cette mission notamment en matière de raccordement aux réseaux à la suite d'une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou déclaration de travaux).

Cette tarification s'applique également aux travaux de réparation du réseau pluvial que les services techniques de la Ville réalisent régulièrement, faisant suite à des sinistres. Ces travaux sont mis à la charge des tiers responsables lorsqu'ils sont identifiés via leur assureur.

Dans le cadre de cette tarification relative aux interventions des services techniques pour travaux de raccordement au réseau pluvial, il est appliqué aux tiers une majoration de 8%, correspondant au coût de mobilisation des agents techniques sur ces chantiers pour assurer la surveillance et la maîtrise d'œuvre d'exécution des dits travaux.

	Tarif 2014
Majoration appliquée au montant total des travaux réalisés pour le compte des tiers riverains correspondant au coût de mobilisation des agents	8%

3 – 6 : Refacturation de matériel et prestations de travaux divers

La Ville peut être amenée à refacturer des prestations et matériels divers, sur la base d'un devis de location ou sur la base d'un bordereau de prix unitaire (BPU) pour un marché public.

Prestations	Tarifs 2014
Mise à disposition de matériel loué	Facturation au tantième du devis de location
Cloutage des terrasses	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion
Refacturation des interventions d'office en matière d'occupation du domaine public	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion

3 – 7 : Refacturation des services exceptionnels pour le compte des tiers (coût par agent mobilisé)

Prestations	Unité	Tarifs 2014
Tarif de 7h00 à 21h00	H / agent	18,00 €
Tarif de 21h00 à 7h00	H / agent	+ 25% du tarif horaire
Tarif de 7h00 à 21h00 dimanches et jours fériés	H / agent	+ 25% du tarif horaire
Tarif de 21h00 à 7h00 dimanches et jours fériés	H / agent	+ 50% du tarif horaire
Tarif par heure et par véhicule	H / véhicule	7,00 €
Capture de chien dangereux pour facturation auprès du propriétaire	U	110,00 €

3 – 8 : Refacturation des concessions funéraires & redevances

Le service Administration des Cimetières est en charge de la gestion des 5 cimetières de la Ville (St Lazare, son extension et son annexe, St Etienne et Celleneuve), de la gestion des concessions et des défunts. A ce titre, il gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs ou anciens qui sont construits sur les terrains. Il émet et encaisse en régie les taxes et redevances correspondant aux droits liés aux inhumations, aux dispersions des cendres au Jardin du Souvenir et aux exhumations.

Achat et renouvellement des concessions	Tarifs 2014
Concession 5 ans (renouvellement exclusivement)	167,00 €
Concession 10 ans (renouvellement exclusivement)	334,00 €
Concession 15 ans	512,00 €
Concession 30 ans	1 031,00 €
Concession 50 ans	1 750,00 €
m² supplémentaire à la concession de base de 50 ans (nouveau tarif)	450,00 €
Concession Perpétuité (4 m²)	5 072,00 €
m² supplémentaire à la concession de base perpétuelle	1 246,00 €
Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains	Tarifs 2014
Caveau bâti neuf 2 places (HT)	1 598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places (HT)	3 198,16 €
Columbarium 2 / 3 places (30 ans)	782,00 €
Columbarium 4 places (30 ans)	1 043,00 €
Columbarium 4 / 6 places (30 ans)	1 565,00 €
Columbarium 6/8 places (50 ans)	2 180,00 €
Equipement sur terrain HT (reprise Ville)	1 289,30 €
Taxes, redevances et vacations de police	Tarifs 2014
Taxes pour inhumation, dispersion, exhumation et dépôt en caveau d'attente	70,00 €
Caveau d'attente - séjour / jour	10,00 €
Vacations de police	20,00 €

3 – 9 : Refacturation de caisses de transport d'animaux (nouveaux tarifs)

Modèle : Vari Kennel	Unité	Tarifs 2014 *
Très petite	U	30.00 €
Petite	U	50.00 €
Moyenne	U	75.00 €
Grande	U	100.00 €
Très grande	U	200.00 €
Modèle : Caisse en bois simple	Unité	Tarifs 2014 *

Très petite	U	150.00 €
Petite	U	250.00 €
Moyenne	U	350.00 €
Grande	U	400.00 €
Très grande	U	500.00 €
Modèle : Caisse en bois simple avec cerclage métal		Unité Tarifs 2014 *
Très petite	U	200.00 €
Petite	U	300.00 €
Moyenne	U	400.00 €
Grande	U	500.00 €
Très grande	U	600.00 €
Modèle : Caisse en bois renforcée avec métal et tôle		Unité Tarifs 2014 *
Très petite	U	400.00 €
Petite	U	750.00 €
Moyenne	U	1 000.00 €
Grande	U	1 500.00 €
Très grande	U	2 000.00 €

**Les tarifs des caisses de transport d'animaux concernent les produits neuf (de moins de 2 ans). Une remise de 10% (caisses de plus de 2 ans), 25% (caisses de plus de 4 ans ou 50% (caisses de plus de 8 ans) sera appliquée pour les caisses usagées.*

3 – 10 : Plan de Déplacement des Entreprises

Location VAE et parkings	Unité	Tarifs 2014
Location d'un vélo à assistance électrique (VAE)	Par mois	16.20 €
Parking le plus proche du lieu de travail	Par mois	16.20 €
Parking 2 roues motorisées le plus proche du lieu de travail	Par mois	7.87 €
Parking P4 de l'ancien Hôtel de Ville	Par mois	16.20 €
Parking Hôtel de Ville	Par mois	16.20 €
Parking 2 roues motorisées Hôtel de Ville	Par mois	8.10 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

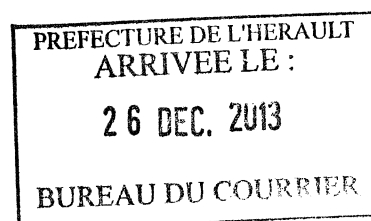
- d'adopter les tarifs qui vous sont proposés.
- de préciser qu'ils seront applicables au 1er janvier 2014 (sauf mention contraire).
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17 décembre 2013



Barème pour le calcul de l'indemnité des dommages causés aux arbres

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
26 DEC. 2013
BUREAU DU COURRIER

Article 1 – Objet

Le présent barème permet le calcul de la valeur des arbres d'ornement. Cette valeur est établie à partir de quatre éléments précis et permet de déterminer le montant des dommages occasionnés accidentellement sur les arbres (tronc, branches, racines).

Article 2 – Méthode de calcul

La valeur de l'arbre est obtenue en multipliant entre eux les quatre nombres suivants :

A) Valeur selon les espèces et variétés

Cette valeur (V) est basée sur un prix de vente à l'unité des arbres. La valeur à prendre en considération est le dixième du prix d'achat T.T.C. à l'unité d'un arbre tige 10/12 (circonférence à un mètre du sol pour les feuillus) ou 150/175 (hauteur en cm pour les conifères).

Il sera fait référence au prix indiqué dans le marché de fourniture de végétaux en vigueur à la date des dommages, conclu entre la Ville de Montpellier et un fournisseur.

B) Coefficient (C1) selon la valeur esthétique et l'état sanitaire.

La valeur (V) est affectée d'un coefficient (C1) variant de 1 à 10 en rapport avec sa beauté comme arbre solitaire, sa valeur en tant que partie d'un groupe ou d'un alignement, son importance comme protection (vue, bruit, ...) sa santé, sa vigueur et sa valeur dendrologique.

- 10 Sain, vigoureux, solitaire, remarquable.
- 9 Sain, vigoureux, en groupe de 2 à 5 remarquables.
- 8 Sain, vigoureux, en groupe, en rideau ou alignement.
- 7 Sain, végétation moyenne, solitaire.
- 6 Sain, végétation moyenne, en groupe de 2 à 5.
- 5 Sain, végétation moyenne, en groupe, en rideau ou alignement.
- 4 Peu vigoureux, âgé, solitaire.
- 3 Peu vigoureux, en groupe ou malformé.
- 2 Sans vigueur, malade.
- 1 Sans valeur.

C) Coefficient (C2) de situation.

Pour des raisons biologiques, les arbres ont plus de valeur en ville qu'en zone agricole. Dans les agglomérations, leur développement est ralenti.

Le coefficient (C2) a la valeur suivante :

- 10 au centre ville,
- 8 en agglomération,
- 6 en zone rurale.

D) Coefficient (C3) de dimension.

La dimension des arbres est donnée par la mesure de la circonférence à 1m du sol.

L'indice exprime l'augmentation de la valeur en fonction de l'âge de l'arbre mais il tient compte de la diminution des chances de survie pour les arbres les plus âgés.

Circonférence en cm à 1m du sol (mesure arrondie)		Circonférence en cm à 1m du sol (mesure arrondie)		Circonférence en cm à 1m du sol (mesure arrondie)	
	Indice		Indice		Indice
30	1	150	15	340	27
40	1,4	160	16	360	28
50	2	170	17	380	29
60	2,8	180	18	400	30
70	3,8	190	19	420	31
80	5	200	20	440	32
90	6,4	220	21	460	33
100	8	240	22	480	34
110	9,5	260	23	500	35
120	11	280	24	600	40
130	12,5	300	25	700	45
140	14	320	26	Etc...	

Article 3 – Valeur de remplacement.

La valeur totale de remplacement (VR) est le produit de ces quatre nombres

$$VR = V \times C1 \times C2 \times C3$$

Article 4 – Observations

Le résultat obtenu par les facteurs les plus bas du système de calcul correspond à peu de chose près aux frais de remplacement de l'arbre considéré, par un arbre identique, pour autant qu'il se trouve dans le commerce en même espèce et grosseur, y compris les frais de transport et de plantation.

Tous les frais se rapportant à la valeur de remplacement et aux indemnités pour dépréciation à la propriété, perte de jouissance, etc... sont compris dans la valeur calculée.

Le résultat s'applique exclusivement aux cas normaux. Dans l'évaluation des frais, il peut y avoir d'autres éléments, par exemple : installation de protection, conduites souterraines, bordures de pierres, revêtement de trottoirs, etc...

Article 5 – Estimation des dégâts causés aux arbres.

Les dégâts causés aux arbres sont estimés par rapport à la valeur de ces arbres, calculée comme indiqué précédemment.

A) Arbres blessés au tronc, écorce arrachée ou décollée

Dans ce cas, on mesure la largeur de la plaie et on établit une proportion entre celle-ci et la circonférence du tronc. On ne tient pas compte de la dimension de la blessure dans le sens de la hauteur, ceci n'ayant guère d'influence sur la guérison ni sur la végétation future de l'arbre. La valeur des dégâts est fixée de la manière suivante :

Lésion en % de la circonférence	Indemnité en % de la valeur de l'arbre
Jusqu'à 20	Au minimum 20
" 25	" 25
" 30	" 35
" 35	" 60
" 40	" 70
" 45	" 90
" 50 et plus	" 100

Si les tissus conducteurs de la sève sont détruits dans une grande proportion, l'arbre est considéré comme perdu. Les blessures en largeur ne cautérisent que très lentement ou même pas du tout ; les parties blessées sont souvent le siège de foyers d'infection, diminuent la force de résistance de l'arbre, sa durée de vie et sa valeur.

B) Arbres dont les branches sont arrachées ou cassées

Pour évaluer l'étendue des dommages causés à la couronne d'un arbre on tient compte de son volume avant la mutilation. On établira une proportion comme décrit sous A. Si la moitié des branches est cassée ou supprimée dans leur partie inférieure on compte la valeur totale de l'arbre. Si l'on doit procéder à une taille générale de la couronne pour équilibrer, le pourcentage du dommage est fonction de cette réduction.

On sait que certaines variétés ne repoussent pas sur le vieux bois (chêne, noyer par exemple) et que la plupart des conifères abîmés par la perte des branches ou de la flèche sont entièrement dépréciés.

C) Arbres ébranlés ou heurtés

Un arbre ayant reçu un choc, ébranlé, peut aussi avoir des dégâts au système racinaire, ce qui peut entraîner sa perte, spécialement pour les espèces aux racines délicates ou n'ayant pas de pivots, par exemple les bouleaux, robinias, conifères, etc...

1^{er} cas : si la somme des diamètres des racines endommagées est égale ou supérieure à 50% du diamètre du tronc de l'arbre à un mètre de hauteur, il sera pris en compte la valeur de remplacement (VR) de l'arbre. Cet arbre devenu instable sera à abattre et à remplacer.

2^{ème} cas : si la somme des diamètres des racines endommagées est comprise dans une valeur située entre 0 et 50% du diamètre du tronc de l'arbre à un mètre de hauteur, la valeur des dégâts sera égale à 50% de la valeur de remplacement (VR)

D) Cas particulier pour les palmiers

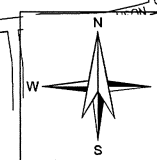
La spécificité de ces arbres (monocotylédones) et leur croissance particulière avec un stipe entraîne leur perte en cas de choc et d'ébranlement.

La valeur de remplacement pour ces arbres sera égale au prix d'achat d'un végétal similaire (essence et taille) figurant dans le marché en vigueur à la date du constat des dégâts conclu pour l'achat de végétaux entre la ville et son fournisseur, majorée de 30% pour tenir compte de

- l'enlèvement du sujet,
- la préparation du sol,
- les prestations de plantation,
- la garantie de reprise pendant un an.

TERRASSES

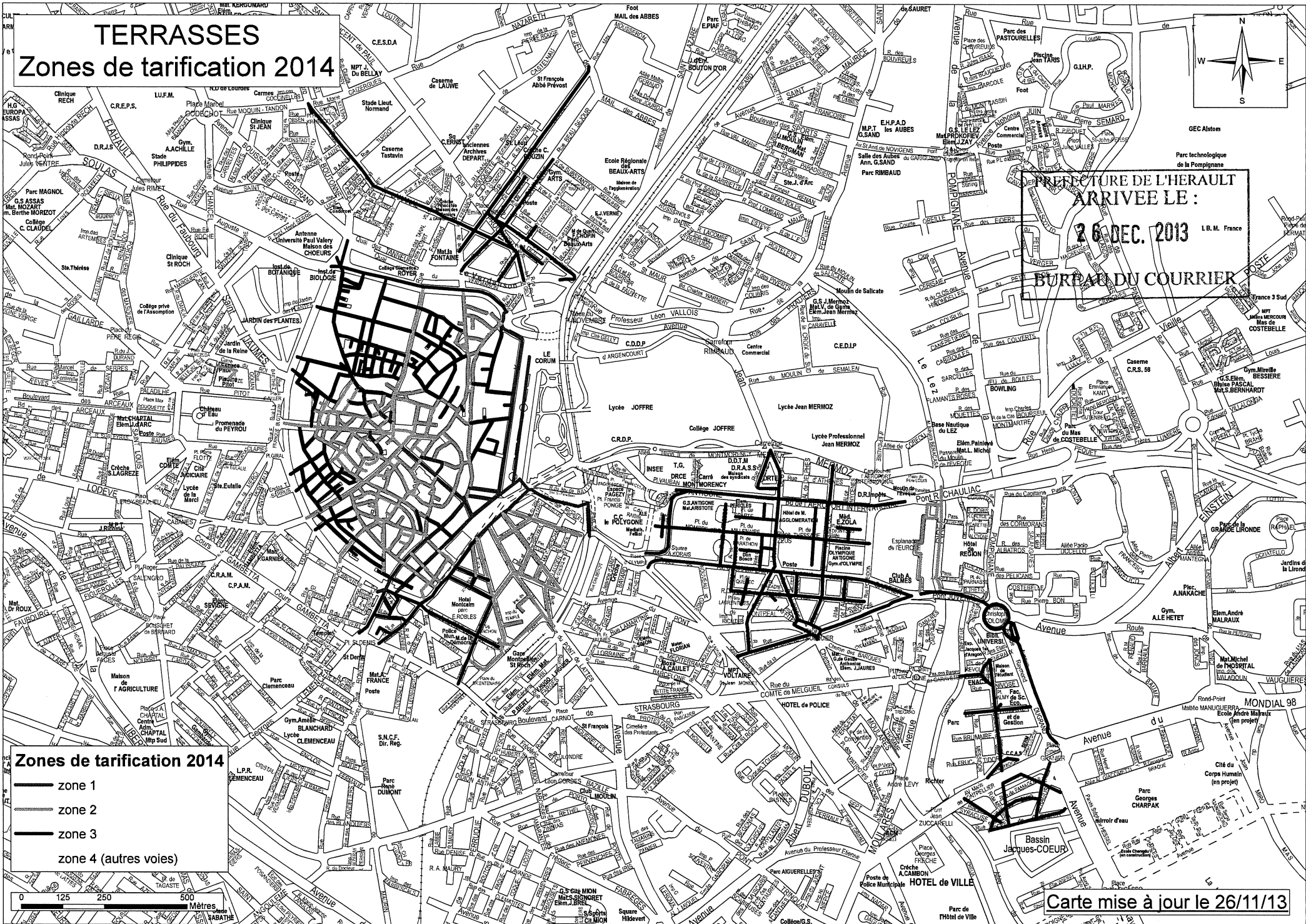
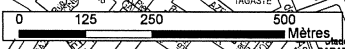
Zones de tarification 2014



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
26 DEC. 2013
BUREAU DU COURRIER

Zones de tarification 2014

- zone 1
- zone 2
- zone 3
- zone 4 (autres voies)



Carte mise à jour le 26/11/13

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Apurement annuel des régies Exercice 2013

Max LEVITA rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne ainsi que des vérifications ponctuelles par les services du comptable.

Sur la période de octobre 2012 à avril 2013 ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 1 489.85 € concernant 2 régies.

- Régie Serre Amazonienne
- Régie Accueil Loisirs Sans Hébergement

Chaque régisseurs doit, lorsque l'écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Chacun a suivi la procédure définie ci-dessus. Dans les 2 cas, un dépôt de plainte a été effectué.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

La Ville a par la suite été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Or, les déficits de ces régies ne résultent pas de ces circonstances.

Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs pourrait être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. Le Trésorier Payeur Général statuera ensuite sur celle-ci.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- En accord avec le Trésorier Principal Municipal de bien vouloir donner un avis favorable à ces propositions de remises partielles détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Serre Amazonienne	Mr ABOULADZE	1 285.00 €	4 Octobre 2012	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 300 €
Accueil Loisirs Sans Hébergement	Mme CLARAC	204.85 €	23 Avril et 23 Mai 2013	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 10 €

- De dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2013 aux chapitres 928 et 924
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ces demandes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

(Hérault)

Publiée le : 17/12/2013

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Impression, reprographie et diffusion de la communication institutionnelle - Autorisation de signer le marché

Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue de l'impression, de la reprographie et de la diffusion de sa communication institutionnelle.

En conséquence, un appel d'offres a été lancé en application des articles 33 3^o al. 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 3 fois, avec un montant global minimum annuel de 90. 000 euros H.T. et un montant global maximum annuel de 530. 000 euros H.T. (pour les 3 lots).

Les prestations sont réparties en 3 lots :

- **Lot 1 : Travaux d'impression de communication institutionnelle : 50 000 à 370 000 euros HT.**
- **Lot 2 : Reprographie, couleur numérique communication institutionnelle : 20 000 à 90 000 euros HT.**
- **Lot 3 : Diffusion et impression de cartes postales de la ville : 20 000 à 70 000 euros HT.**

Lors de l'ouverture des plis, le 30/10/2013, en présence de Monsieur Fleurence, Adjoint délégué, six candidats avaient répondu.

Les offres ont été analysées au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation :

Pour les lots 1 et 2

- la valeur technique. Pondération : 40%.
- le délai d'intervention. Pondération : 20%.
- le prix des prestations. Pondération : 40%.

Pour le lot 3

- la valeur technique. Pondération : 60%.
- le prix des prestations. Pondération : 40%.

Le 26 novembre 2013, la Commission d'Appel d'Offres, a retenu les offres des sociétés :

- Imp'act, pour le lot n°1
- Superplan/Superplan 34, pour le lot n°2,
- Com'Image/Cart' Com, pour le lot n°3 ;

Ces offres sont économiquement les plus avantageuses, appréciées en fonction des critères ci-dessus énoncés.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché d'impression, de reprographie et de diffusion de sa communication institutionnelle avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013 |

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Achat de matériel de quincaillerie, visserie, échelles.

**Groupement de commandes entre la Ville de MONTPELLIER, les
Communes de VILLENEUVE-LES -MAGUELONE, JACOU, SAINT-BRES,
PIGNAN, PRADES-LE-LEZ, CASTELNAU-LE-LEZ, SAINT-JEAN-DE-
VEDAS, le CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE
MONTPELLIER, la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE
MONTPELLIER.**

Autorisation de signer les marchés.

Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de matériel de quincaillerie, visserie et échelles. Conformément à l'article 8 du code des marchés publics, ces marchés sont passés pour le groupement de commandes par la **Ville de MONTPELLIER**, dans les conditions prévues par la convention constitutive du dit groupement.

Cet appel d'offres ouvert n° 3D033 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Ce marché est sans minimum et sans maximum, il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Le marché est composé de 4 lots répartis comme suit :

<i>Lots</i>	<i>Désignation</i>	Montant annuel estimé en €
-------------	--------------------	-------------------------------

<i>Lots</i>	<i>Désignation</i>	Montant annuel estimé en €
1	Quincaillerie dont : - Ville de Montpellier - Commune de Villeneuve les Maguelone - Commune de Jacou - Commune de Pignan - Commune de Prades le lez - Commune de Castelnau le lez - Commune de Saint Jean de Védas - CCAS de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier	143 000.00 75 000.00 5 000.00 4 000.00 10 000.00 4 000.00 8 000.00 6 000.00 11 000.00 20 000.00
2	Quincaillerie aluminium dont : - Ville de Montpellier - Commune de Saint Brès - Commune de Pignan - CCAS de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier	42 500.00 17 500,00 2 000.00 2 000.00 11 000.00 10 000.00
3	Visserie-Boulonnerie dont : - Ville de Montpellier - Commune de Villeneuve les Maguelone - Commune de Jacou - Commune de Saint Brès - Commune de Pignan - Commune de Prades le lez - Commune de Castelnau le lez - Commune de Saint Jean de Védas - CCAS de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier	60 000.00 12 500.00 3 000.00 3 000.00 1 000.00 2 000.00 4 000.00 2 000.00 1 500.00 11 000.00 20 000.00
4	Echelles dont : - Ville de Montpellier - Commune de Pignan - Commune de Prade le lez - Commune de Saint jean de Védas - Communauté d'Agglomération	32 000.00 17 500.00 1 500.00 2 000.00 1 000.00 10 000.00

Les marchés sont conclus pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31/12/2014. Ils peuvent être reconduits par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans 2015, 2016 et 2017.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour les lots 1, 2 et 3 :

- Prix des prestations 50%
- Valeur techniques (échantillons) 50%

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour le lot 4 :

- Prix des prestations 50%
- Valeur techniques (fiches techniques) 50%

La commission d'appel d'offres du 26 novembre 2013 a attribué ce marché pour **les lots 1, 2 et 4** à la société :

- **QUINCAILLERIE ANGLES Boulevard des Balquières – BP 3356 12 033 RODEZ Cedex 9**

Pour **le lot 3** à la société :

- **LEGALLAIS 7, rue d'Atalante – CITIS 14 200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR**

Pour la ville de Montpellier, les crédits sont inscrits aux budgets fonctionnement natures 60632 - 60628 et investissement nature 2188 tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

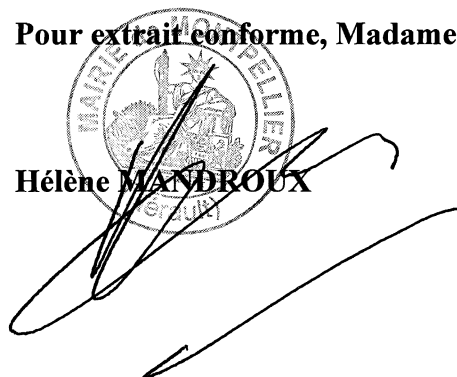
- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à ces affaires.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013

The image shows a circular official stamp of the Municipality of Montpellier. The text 'MAYORALTY OF MONTPELLIER' is visible around the perimeter. Overlaid on the stamp is a large, bold, handwritten signature in black ink.

**Convention de groupement de commandes publiques entre la
Commune de Montpellier,
les Communes de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, JACOU,
SAINT-BRES, PIGNAN, PRADES-LE-LEZ, CASTELNAU-LE-
LEZ, SAINT-JEAN-DE-VEDAS, le Centre Communal d'Action
Sociale de MONTPELLIER et la Communauté d'Agglomération de
MONTPELLIER**

**Ayant pour coordonnateur
la Commune de Montpellier**

Achat de matériel de quincaillerie – visserie – échelles

Entre

La Commune de Montpellier, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 19 mars 2013 ;

D'une part,

et

La Commune de VILLENEUVE LES MAGUELONE, représentée par son Maire, Monsieur Noël SEGURA, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 29 mars 2013 ;

et

La Commune de JACOU, représentée par son Maire, Monsieur Renaud CALVAT, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 27 mars 2013 ;

et

La Commune de SAINT-BRES, représentée par son Maire, Monsieur Laurent JAOL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2013 ;

et

La Commune de PIGNAN, représentée par son Maire, Madame Michelle CASSAR, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 6 avril 2013 ;

et

La Commune de PRADES-LE-LEZ, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Marc LUSSERT, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2013 ;

et

La Commune de CASTELNAU-LE-LEZ, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre GRAND, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2013 ;

et

La Commune de SAINT-JEAN-DE-VEDAS, représentée par son Maire, Madame Isabelle GUIRAUD, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 3 avril 2013 ;

et

Le Centre Communal d'Action Sociale de MONTPELLIER, représentée par sa Vice-présidente, Madame Christiane FOURTEAU, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du 27 mars 2013 ;

et

La Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER, représentée par son Vice-président, Monsieur Pierre MAUREL, Président Délégué de la commission contentieux, affaires juridiques, assurances et moyens interne, agissant en vertu de la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération en date du 23 mai 2013.

Chaque membre du groupement restera maître de la bonne exécution du marché correspondant à ses propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8 VII du code des marchés publics.

Article 3 - Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné. La délibération de retrait du groupement est notifiée au coordonnateur, en charge d'en informer le titulaire du marché.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la fin des marchés, périodes de conduction comprises.

Article 5 - Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Commune de Montpellier.

Article 6 - Commission d'appel d'offres du groupement

Sur le fondement de l'article 8 VII du Code des Marchés Publics, la commission d'appel d'offres de la Commune de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la désignation des titulaires des marchés.

A la demande des Communes membres, sur la base de l'article 23 du Code des Marchés Publics, le Maire de la commune de Montpellier pourra désigner par arrêté des personnalités représentant des communes en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnes n'auront qu'une voix consultative.

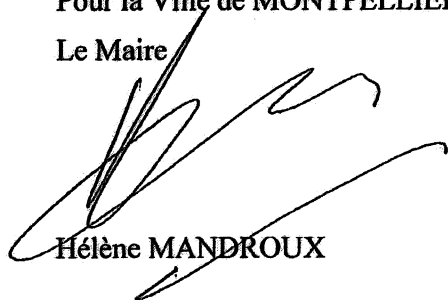
Article 7- Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commande prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Fait à Montpellier, le ...13/06/13

Pour la Ville de MONTPELLIER,

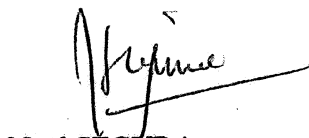
Le Maire



Hélène MANDROUX

Pour la Commune de VILLENEUVE LES MAGUELONE,


Le Maire



Noël SEGURA

Pour la Commune de JACOU,

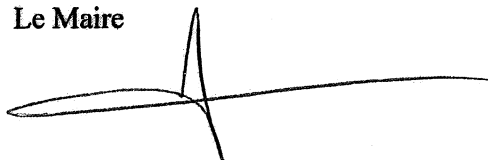
Le Maire



Renaud CALVAT

Pour la Commune de SAINT-BRES,

Le Maire



Laurent JAOUL

Pour la Commune de PIGNAN,

Le Maire



Michelle CASSAR

Pour la Commune de PRADES-LE-LEZ,

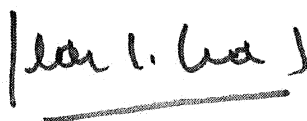
Le Maire



Jean-Marc LUSSERT

Pour la Commune de CASTELNAU-LE-LEZ,

Le Maire



Jean-Pierre GRAND

Pour la Commune de SAINT-JEAN-DE-VEDAS,

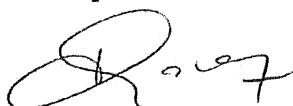
Le Maire



Isabelle GUIRAUD

Pour le Centre Communal d'Action Sociale de MONTPELLIER,

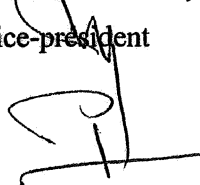
La Vice-présidente



Christiane FOURTEAU

Pour la Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER,

Le Vice-président



Pierre MAUREL



VILLE DE MONTPELLIER
DIRECTION ENERGIE MOYENS TECHNIQUES
SERVICE ACHATS PRODUCTION GRAPHIQUE

1 Place Georges Frêche – 34257 Montpellier cedex 2

Marché Public de Fournitures courantes et services

RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES

**ACHAT DE MATERIEL DE QUINCAILLERIE
VISSERIE - ECHELLES**

**N° de l'affaire
3D03307010**

1/ NATURE DES PRESTATIONS

Ce marché concerne l'achat de matériel de quincaillerie – visserie – échelles, en groupement de commandes entre la **VILLE de MONTPELLIER**, les communes de **VILLENEUVE-LES MAGUELONE, JACOU, SAINT-BRES, PIGNAN, PRADES-LE-LEZ, CASTELNAU-LE-LEZ, SAINT-JEAN-DE-VEDAS**, le **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE MONTPELLIER**, la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**.

2/ MODE DE PASSATION ET DUREE

MARCHE PUBLIC en APPEL D'OFFRES OUVERT sans minimum ni maximum, passé en application des articles 33 3^oal. et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande. Le marché est composé de 4 lots répartis comme suit :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Estimation</i>	<i>Valeur</i>
1	Quincaillerie: - Ville de Montpellier - Commune de Villeneuve les Maguelone - Commune de Jacou - Commune de Pignan - Commune de Prades le Lez - Commune de Castelnau le Lez - Commune de Saint Jean de Védas - Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier	143 000 75 000 5 000 4 000 10 000 4 000 8 000 6 000 11 000 20 000	€
2	Quincaillerie aluminium : - Ville de Montpellier - Commune de Saint-Brès - Commune de Pignan - Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier	42 500 17 500 2 000 2 000 11 000 10 000	€
3	Visserie-Boulonnerie: - Ville de Montpellier - Commune de Villeneuve les Maguelone - Commune de Jacou - Commune de Saint-Brès - Commune de Pignan - Commune de Prades le Lez - Commune de Castelnau le Lez - Commune de Saint Jean de Védas - Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier	60 000 12 500 3 000 3 000 1 000 2 000 4 000 2 000 1 500 11 000 20 000	€
4	Echelles : - Ville de Montpellier - Commune de Pignan - Commune de Prades le Lez - Commune de Saint Jean de Védas - Communauté d'Agglomération de Montpellier	32 000 17 500 1 500 2 000 1 000 10 000	€

Le marché est conclu pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31/12/2014.

Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (du 01/01/2015 au 31/12/2015, du 01/01/2016 au 31/12/2016, du 01/01/2017 au 31/12/2017).

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché

3/ DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Publication sur le BOAMP, LA GAZETTE ECONOMIQUE DE L'HERAULT et le JOUE.

Date d'envoi des avis le 21 août 2013.

Date limite de réception des offres et des échantillons (lots 1,2 et 3) fixée au 4 octobre 2013 à 17 heures.

Nombre de dossiers retirés : 18

Nombre de dossiers reçus dans les délais : 9

Nombre de dossiers reçus hors délais : 0

Nombre de candidats excusés : 0

Ouverture des offres par l'adjoint délégué Monsieur Serge FLEURENCE le 8 octobre 2013.

Après vérification, les sociétés **BAURES** et **LEGALLAIS** n'ont fourni des échantillons que pour les Lot 1 et 3, et non pas pour les Lot 1, 2 et 3 tel que précisé dans le registre de dépôt des échantillons. Il y a eu une erreur à la réception ; étant donné que rien n'était précisé sur les colis, il a été noté sur le registre que ces deux sociétés avaient fourni des échantillons pour les 3 Lots (1, 2 et 3).

9 sociétés ont proposé des offres :

	Sociétés	Adresses	LOT 1	LOT 2	LOT 3	LOT 4
1	SOCIETE PROVENCALE D'ECHAFAUDAGES	20, rue de Madrid – Z.I 13127 VITROLLES				x
2	SERVICE LANGUEDOC DISTRIBUTION	14, rue de la Providence 34130 CANDILLARGUES			x	
3	LEGALLAIS	7, rue d'Atalante – CITIS 14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR	x		x	x
4	DISTRIMESURE	2, avenue de la Sablière 94370 SUCY EN BRIE				x
5	WURTH	Z.I Ouest – Rue Georges Besse 67158 ERSTEIN Cedex			x	x
6	QUINCAILLERIE ANGLES	Boulevard des Balquières – BP 3356 12033 RODEZ CEDEX 9	x	x	x	x
7	UNION MATERIAUX	287, avenue de Boirargues – CS 19001 34965 MONTPELLIER Cedex 2				x
8	BAURES	462, rue de l'industrie 34009 MONTPELLIER Cedex	x		x	x
9	ABA	Rue Edouard Boutier – BP8 89500 VILLENEUVE SUR YONNE				x

4/ ETUDE DE RECEVABILITE DES CANDIDATURES

Après l'analyse des pièces administratives, des références, des garanties et capacités techniques et financières, les 9 candidatures ont été retenues et les offres correspondantes mises à l'étude.

5/ ANALYSE DES OFFRES

Lot N° 1 : QUINCAILLERIE

Les offres des sociétés **BAURES**, **LEGALLAIS** et **QUINCAILLERIE ANGLES** sont régulières au vu des bordereaux, des fiches techniques et des échantillons fournis.

Lot N° 2 : QUINCAILLERIE ALUMINIUM

L'offre de la société **QUINCAILLERIE ANGLES** est régulière au vu des bordereaux, des fiches techniques et des échantillons fournis.

Lot N° 3 : VISSERIE-BOULONNERIE

Les offres des sociétés **SERVICE LANGUEDOC DISTRIBUTION** et **LEGALLAIS** sont régulières au vu des bordereaux, des fiches techniques et des échantillons fournis.

Les offres des sociétés **BAURES** et **WURTH** sont irrégulières car elles n'ont pas répondu avec des vis avec des têtes fraisées telles que précisé dans le Bordereau de Prix/Détail Quantitatif Estimatif pour les postes 18100940, 18100980 et 18100995.

L'offre de la société **QUINCAILLERIE ANGLES** est irrégulière car elle n'a pas répondu avec des vis ayant une pointe anti fendage telle que précisé dans le Bordereau de Prix/Détail Quantitatif Estimatif pour les postes 18100940, 18100980 et 18100995.

Lot N° 4 : ECHELLES

Les offres des sociétés **SOCIETE PROVENCALE D'ECHAFFAUDAGES**, **DISTRIMESURE**, **WURTH**, **QUINCAILLERIE ANGLES**, **UNION MATERIAUX** et **BAURES** sont régulières au vu des bordereaux et des fiches techniques fournis.

L'offre de la société **LEGALLAIS** est irrégulière car elle a répondu avec une échelle télescopique qui n'a pas 11 échelons, qui ne pèse pas 10 kg maxi (mais 14 kg) et qui n'a pas une longueur repliée maxi de 78 cm (mais 86 cm), telle que précisé dans le Bordereau de Prix/Détail Quantitatif Estimatif.

L'offre de la société **ABA** est irrégulière car elle a répondu avec une échelle télescopique qui ne pèse pas 10 kg maxi (mais 11,6 kg) et qui n'a pas une longueur repliée maxi de 78 cm (mais 81 cm), telle que précisé dans le Bordereau de Prix/Détail Quantitatif Estimatif.

6/ CRITERES D'ANALYSE ET DE CLASSEMENT DES OFFRES

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont :

Pour les lots 1, 2 et 3 :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
Critère : Prix des prestations $\text{Note}/10 = 5 \times (1 - A / (1 + A)) \text{ où}$ $A = \frac{k \times (Po - Pm)}{Pm}$ $K = 5$ $ A = \text{valeur absolue de } A$ $Po = \text{prix de l'offre}$ $Pm = \text{moyenne des prix proposés par les candidats (DQE)}$	50%
Critère : Valeur technique au regard de l'échantillonnage demandé et examen des fiches techniques sur les points suivants :	50%
Qualité des matériaux	18%
Finition des produits	16%
Facilité de la mise en œuvre	16%

Le critère « Valeur technique » des lots 1 à 3 sera analysé sur une base de 50 points au regard de la qualité de l'échantillonnage et des réponses apportées par le candidat dans les fiches techniques sur les points suivants :

- Qualité des matériaux : 18/50
- Finition des produits : 16/50
- Facilité de la mise en œuvre : 16/50

Pour le lot 4 :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
Critère : Prix des prestations $\text{Note}/10 = 5 \times (1 - A / (1 + A)) \text{ où}$ $A = \frac{k \times (Po - Pm)}{Pm}$ $K = 5$ $ A = \text{valeur absolue de } A$ $Po = \text{prix de l'offre}$ $Pm = \text{moyenne des prix proposés par les candidats (DQE)}$	50%
Critère : Valeur technique au regard des fiches techniques	50%
Qualité des matériaux	18%
Finition des produits	16%
Facilité de la mise en œuvre	16%

7/ ETUDE DES OFFRES : LOT N°1 QUINCAILLERIE**7/ A Critère de la Valeur Technique LOT N°1 :**

Nom de l'entreprise	Note sur qualité des matériaux /18	Note sur la finition des produits /16	Note sur la facilité de mise en œuvre /16	Note critère Valeur Technique / 50	Classement
BAURES	9	8	8	25	1er
LEGALLAIS	9	8	8	25	1er
QUINCAILLERIE ANGLES	9	8	8	25	1er

(Voir annexe I.1)

7/ B Critère Prix LOT N°1 :

Des erreurs de multiplication et d'addition ont été constatées dans l'offre de la société QUINCAILLERIE ANGLES. Les différents postes concernés ainsi que le montant total ont été recalculés. Le montant de cette offre recalculée s'établit à 63.732,60 € au lieu de 63.745,50 € comme enregistré à l'ouverture des plis.

Nom de l'entreprise	Montant de l'offre (€ H.T.)	Note sur 10	Note sur 50	Classement
BAURES	63 891,89	5,0696	25,35	2ème
LEGALLAIS	64 594,18	4,8046	24,02	3ème
QUINCAILLERIE ANGLES	63 732,60	5,1293	25,65	1er
Moyenne des offres (H.T.)	64 072,89			

(Voir annexes I.2 et I.3)

7/ C Tableau de synthèse – Note Finale – LOT N° 1 :

Nom de l'entreprise	Note critère valeur technique sur 50	Note critère prix sur 50	TOTAL sur 100	Classement
BAURES	25	25,35	50,35	2ème
LEGALLAIS	25	24,02	49,02	3ème
QUINCAILLERIE ANGLES	25	25,65	50,65	1er

La société **BAURES** a proposé une offre intéressante, techniquement complète et répondant parfaitement à nos besoins. Elle est classée 2^{ème} parce que supérieure de 0,25% à l'offre de la société **QUINCAILLERIE ANGLES**.

Les produits proposés par la société **LEGALLAIS** répondent également à nos besoins au sein d'une offre complète et de qualité. Supérieure de 1,35 % au bordereau de prix de l'offre la moins disante, cette offre termine 3^{ème} de notre comparatif.

De qualités équivalentes, les trois offres sont très proches également en terme de prix, et la moins élevée a été formulée par la société **QUINCAILLERIE ANGLES**.

Nous proposons à la Commission d'Appel d'Offres de retenir l'offre de la société **QUINCAILLERIE ANGLES**, la Société **QUINCAILLERIE ANGLES** ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse pour le Lot n°1.

8/ ETUDE DES OFFRES : LOT N°2 QUINCAILLERIE ALUMINIUM

8/ A Critère de la Valeur Technique LOT N°2 :

Nom de l'entreprise	Note sur qualité des matériaux /18	Note sur la finition des produits /16	Note sur la facilité de mise en œuvre /16	Note critère Valeur Technique / 50
QUINCAILLERIE ANGLES	18	14	14	46

(Voir annexe II.1)

8/ B Critère Prix LOT N°2 :

Nom de l'entreprise	Montant de l'offre (€ H.T.)	Note sur 10	Note sur 50
QUINCAILLERIE ANGLES	6 994,40	5,000	25
Moyenne des offres (H.T.)	6 994,40		

(Voir annexes II.2 et II.3)

8/ C Tableau de synthèse – Note Finale – LOT N° 2 :

Nom de l'entreprise	Note critère valeur technique sur 50	Note critère prix sur 50	TOTAL sur 100
QUINCAILLERIE ANGLES	46	25	71

La société **QUINCAILLERIE ANGLES**, seule candidate sur ce lot, nous a proposé une offre intéressante, techniquement complète, et répondant parfaitement à nos besoins.

Nous proposons à la Commission d'Appel d'Offres de retenir l'offre de la société **QUINCAILLERIE ANGLES**, la Société **QUINCAILLERIE ANGLES** ayant proposé une offre économiquement avantageuse, pour le Lot n°2.

9/ ETUDE DES OFFRES : LOT N°3 VISSERIE-BOULONNERIE

9/ A Critère de la Valeur Technique LOT N°3 :

Nom de l'entreprise	Note sur qualité des matériaux /18	Note sur la finition des produits /16	Note sur la facilité de mise en œuvre /16	Note critère Valeur Technique / 50	Classement
LEGALLAIS	9	8	8	25	1er
SERVICE LANGUEDOC DISTRIBUTION	9	8	8	25	1er

(Voir annexe III.1)

9/ B Critère Prix LOT N°3 :

Nom de l'entreprise	Montant de l'offre (€ H.T.)	Note sur 10	Note sur 50	Classement
LEGALLAIS	4 979,70	7,9204	39,60	1er
SERVICE LANGUEDOC DISTRIBUTION	8 869,42	2,0796	10,40	2ème
Moyenne des offres (H.T.)	6 924,56			

(Voir annexes III.2 et III.3)

9/ C Tableau de synthèse – Note Finale – LOT N° 3 :

Nom de l'entreprise	Note critère valeur technique sur 50	Note critère prix sur 50	TOTAL sur 100	Classement
LEGALLAIS	25	39,60	64,60	1er
SERVICE LANGUEDOC DISTRIBUTION	25	10,40	35,40	2ème

L'offre de la société **SERVICE LANGUEDOC DISTRIBUTION** est une offre de qualité, complète et de nature à satisfaire les besoins exprimés. Cependant, elle est financièrement 78% plus élevée que l'offre de la société **LEGALLAIS**.

L'offre de la société **LEGALLAIS** est techniquement équivalente et la moins chère. Nous proposons à la Commission d'Appel d'Offres de retenir l'offre de la société **LEGALLAIS**, la Société **LEGALLAIS** ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le Lot n°3.

10/ ETUDE DES OFFRES : LOT N°4 ECHELLES

10/ A Critère de la Valeur Technique LOT N°4 :

Nom de l'entreprise	Note sur qualité des matériaux /18	Note sur la finition des produits /16	Note sur la facilité de mise en œuvre /16	Note critère Valeur Technique / 50	Classement
BAURES	9	8	8	25	1er
DISTRIMESURE	9	8	8	25	1er
QUINCAILLERIE ANGLES	9	8	8	25	1er
SOCIETE PROVENCALE D'ECHAFFAUDAGES	9	8	8	25	1er
UNION MATERIAUX	9	8	8	25	1er
WURTH	9	8	8	25	1er

(Voir annexe IV.1)

10/ B Critère Prix LOT N°4 :

Nom de l'entreprise	Montant de l'offre (€ H.T.)	Note sur 10	Note sur 50	Classement
BAURES	5 789,20	6,4902	32,45	2ème
DISTRIMESURE	6 662,50	3,9506	19,75	4ème
QUINCAILLERIE ANGLES	4 120,30	8,1776	40,89	1er
SOCIETE PROVENCALE D'ECHAFFAUDAGES	6 614,40	4,0730	20,36	3ème
UNION MATERIAUX	7 291,50	2,8365	14,18	5ème
WURTH	7 480,55	2,6148	13,07	6ème
Moyenne des offres (H.T.)	6 326,41			

(Voir annexes IV.2 et IV.3)

10/ C Tableau de synthèse – Note Finale – LOT N° 4 :

Nom de l'entreprise	Note critère valeur technique sur 50	Note critère prix sur 50	TOTAL sur 100	Classement
BAURES	25	32,45	57,45	2ème
DISTRIMESURE	25	19,75	44,75	4ème
QUINCAILLERIE ANGLES	25	40,89	65,89	1er
SOCIETE PROVENCALE D'ECHAFFAUDAGES	25	20,36	45,36	3ème
UNION MATERIAUX	25	14,18	39,18	5ème
WURTH	25	13,07	38,07	6ème

BAURES : l'offre de cette société est complète, conforme aux besoins exprimés mais termine en deuxième place eu égard au prix plus élevé de près de 1700 €.

DISTRIMESURE : cette offre de qualité termine en quatrième place de notre comparatif à cause d'un prix de D.Q.E. supérieur de plus de 61% par rapport à l'offre la moins disante.

SOCIETE PROVENCALE D'ECHAFFAUDAGES : D'un prix supérieur de plus de 60 % à l'offre la moins disante, cette offre de nature à satisfaire correctement les besoins exprimés termine en 3^{ème} place de notre comparatif.

UNION MATERIAUX a aussi présenté une offre complète et qualitative, mais elle est classée deuxième offre la plus chère avec un écart de +76,97 % par rapport à l'offre la moins disante.

WURTH : Cette offre de qualité de nature à satisfaire les besoins exprimés reste la plus chère de notre comparatif avec +81,55 % par rapport à l'offre la moins disante.

La société **QUINCAILLERIE ANGLES** a proposé une offre de qualité satisfaisante, de nature à satisfaire les besoins exprimés et la moins chère du comparatif.

Nous proposons à la Commission d'Appel d'Offres de retenir l'offre de la société **QUINCAILLERIE ANGLES**, la Société **QUINCAILLERIE ANGLES** ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le Lot n°4.

11/ ANNEXES**11/ A Annexe Lot 1 Quincaillerie****Annexe I.1 Etude Technique**

Etude Technique Lot 1				
Sous-critère	PRODUITS ETUDIES (au vu des fiches techniques et échantillons)	BAURES	LEGALLAIS	QUINCAILLERIE ANGLES
		résultat de l'analyse	résultat de l'analyse	résultat de l'analyse
QUALITE DES MATERIAUX	<u>cadenas laiton 30 mm :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux. Les cadenas sont bien en Laiton- RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux. Les cadenas sont bien en Laiton- RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux. Les cadenas sont bien en Laiton- RAS
	<u>béquille double 8mm :</u>	béquille en aluminium - RAS	béquille en aluminium - RAS	béquille en aluminium - RAS
	<u>cylindre 30x30 LP passe ville :</u>	cylindre en laiton - RAS	cylindre en laiton - RAS	cylindre en laiton - RAS
	<u>mortier scellement chimique :</u>	à base de résine méthacrylate - RAS	à base de résine méthacrylate - RAS	à base de résine méthacrylate - RAS
	<u>cheville molly + vis :</u>	Les chevilles sont bien métalliques - RAS	Les chevilles sont bien métalliques - RAS	Les chevilles sont bien métalliques - RAS
	<u>support de tringle chromé :</u>	sont bien en acier - RAS	sont bien en acier - RAS	sont bien en acier - RAS
note/ 18		9	9	9
FINITION DES PRODUITS	<u>cadenas laiton 30 mm :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS
	<u>béquille double 8mm :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS
	<u>cylindre 30x30 LP passe ville :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS
	<u>mortier scellement chimique :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS
	<u>cheville molly + vis :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS
	<u>support de tringle chromé :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition - RAS
note/ 16		8	8	8
FACILITE DE MISE EN ŒUVRE	<u>cadenas laiton 30 mm :</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS
	<u>béquille double 8mm :</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS
	<u>cylindre 30x30 LP passe ville :</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS
	<u>mortier scellement chimique :</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS
	<u>cheville molly + vis :</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS
	<u>support de tringle chromé :</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS	Le produit est facile à mettre en œuvre - RAS
note/ 16		8	8	8
	NOTE GLOBALE/ 50	25	25	25

Annexe I.2 Etude comparative de prix

Etude comparative de prix LOT 1 QUINCAILLERIE					Annexe I.2				
NOMENCLATURE	DESIGNATION	TOTAL H.T BAURES	TOTAL H.T LEGALLAIS	TOTAL H.T QUINCAILLERIE ANGLES					
13100901	CADENAS 45MM S'ENTROUVRANT VACHETTE PC	3 195,90 €	2 971,45 €	3 792,20 €					
13100902	CADENAS 45MM S'ENTROUVANT ABUS 455 PC	1 228,00 €	1 204,00 €	2 118,00 €					
13100903	CADENAS L'AIT 45MM S'ENTROUVRANT POLICE 25140	1 685,25 €	1 331,40 €	1 282,05 €					
13101000	CADENAS LAITON 20MM CITY PC	136,50 €	200,20 €	50,05 €					
13101010 *	CADENAS LAITON 30MM CITY PC	261,80 €	855,10 €	397,80 €					
13101050	CADENAS LAITON 40MM PC	199,80 €	274,50 €	279,00 €					
13101100	CADENAS LAITON 45MM PC	196,80 €	219,60 €	784,80 €					
13101150	CADENAS LAITON 50MM PC	169,20 €	184,00 €	194,00 €					
13101160	CADENAS LAITON 60MM CITY PC	120,00 €	227,20 €	164,80 €					
13101720	CHAINE ZINGUEE 4MM AU ML	45,50 €	46,44 €	46,50 €					
13101740	CHAINE 6MM AU ML PC	136,50 €	124,80 €	136,50 €					
13101760	CHAINE ZINGUEE 8MM au ML	878,70 €	1 377,50 €	974,40 €					
13104500	PORTE CADENAS 14 CM PC	196,20 €	77,40 €	81,00 €					
13152000	ROUE MOBILEX D120 PC	110,70 €	78,00 €	46,65 €					
13203400	CHARNIERE RECTANG 70X40 PC	25,50 €	23,66 €	42,50 €					
13404650	PAUMELLE A SOUDER 80MM PC	21,09 €	61,05 €	27,75 €					
13404700	PAUMELLE A SOUDER 120MM PC	96,60 €	270,90 €	145,95 €					
13404800	PAUMELLE A SOUDER 140MM PC	146,70 €	387,90 €	219,60 €					
13500500	BOUTON CHROME D30 PC	121,95 €	275,00 €	49,00 €					
13501800	BOUTON DOUBLE ALU 6X80 PC	97,65 €	367,50 €	88,55 €					
13502200	BEQUILLE DOUBLE ALU 6X90	305,55 €	1 141,35 €	265,65 €					
13502550	BEQUILLE ENSEMBLE BLANC99 PC	285,60 €	934,40 €	305,20 €					
13502800 *	BEQUILLE DOUBLE 8MM ALBERTS PC	1 012,00 €	1 085,60 €	1 108,60 €					
13503780	POIGNEE LAITON 105MM PC	105,95 €	74,75 €	74,10 €					
13504700	POIGNEE PLATINE 120MM PC	33,19 €	147,70 €	165,55 €					
13504750	POIGNEE PLATINE 140MM PC	31,42 €	41,30 €	68,25 €					
13602200	BARRILET BATTEUSE CYLIN VACHETTE PC	166,00 €	165,60 €	65,20 €					
13602250	BARRILET BATTEUSE PTT PC	664,65 €	284,55 €	312,55 €					
13602550	SERRURE CARREE DT PC	381,85 €	269,15 €	146,65 €					
13604510	SERRURE A CYLINDRE A40	642,60 €	266,05 €	306,00 €					
13604550	SERRURE A CYLINDRE A50	567,00 €	234,75 €	270,00 €					
13604600	SERRURE A CYLINDRE A40 PC	135,90 €	113,70 €	68,40 €					
13604800	SERRURE LARDER CLE L A40	39,20 €	60,00 €	69,60 €					
13604900	SERRURE LARDER CLE L 50 PC	162,60 €	219,00 €	202,80 €					
13604910	SERRURE LARDER B.D.C.C. PC	98,00 €	153,00 €	174,00 €					
13607432	SURETE A FOUILLOT CYLINDRE 140G PC	424,25 €	655,00 €	496,00 €					
13608800	SERRURE CYLINDRE ALBER 30MM PC	542,00 €	588,20 €	574,00 €					
13609000	SERRURE CYLINDRE ALBER 34MM PC	628,20 €	588,20 €	665,00 €					
13609050	SERRURE CYLINDRE ALBER 40MM PC	1 570,50 €	1 470,50 €	1 662,50 €					
13609200	SERRURE CYLINDRE ALBER 50MM REVERSIBLE PC	3 417,00 €	4 121,65 €	4 662,25 €					
13702500	VERROU A DOUILLE 60CM PC	120,00 €	114,60 €	104,40 €					
13702900	VERROU ARMOIRE PLAT 85MM PC	368,25 €	67,80 €	67,50 €					
13703200	VERROU COULISSE MIDI 50CM	426,60 €	87,90 €	461,70 €					
13704400	VERROU AUTOMATIQUE 38MM PC	167,20 €	149,60 €	158,60 €					
13704600	VERROU OPSIAL BOUTON 40MM PC	500,85 €	556,85 €	516,95 €					
13704800	VERROU OPSIAL BOUTON 45MM PC	357,75 €	397,75 €	369,25 €					
13705000	VERROU OPSIAL BOUTON 50MM PC	286,20 €	318,20 €	295,40 €					
13705700	VERROU DE BOX ZING D10 PC	66,41 €	62,40 €	76,80 €					
13705900	VERROU DE BOX ZING D16 PC	24,78 €	24,30 €	33,60 €					
13800300	ARRET DE PORTE 120MM PC	215,95 €	100,45 €	161,35 €					
13800350	BUTOIR PORTE D40 BL PC	14,00 €	40,80 €	11,60 €					
13800360	BUTOIR DE SOL LAITON PC	27,30 €	19,86 €	15,30 €					
13802080	CYLINDRE LP VARIE 30/30	152,80 €	122,00 €	156,80 €					
13802085	CYLINDRE LN 30/30 varié	82,00 €	64,60 €	82,80 €					
13802105	CYLINDRE 40X40 BOUTON LP PASSE /VILLE 4220	4 353,00 €	4 741,00 €	4 931,00 €					
13802107	CYLINDRE 40X40 LP PASSE /VILLE 4220	3 705,90 €	4 257,00 €	4 405,50 €					
13802110	CYLINDRE 30X30 BOUTON LP 4220	3 100,00 €	3 633,00 €	3 752,00 €					

NOMENCLATURE	DESIGNATION	TOTAL H.T BAURES	TOTAL H.T LEGALLAIS	TOTAL H.T QUINCAILLERIE ANGLES
13802115 *	CYLINDRE 30X30 LP PASSE VILLE 4220	5 050,00 €	6 116,10 €	6 297,40 €
13802500	ENSEMBLE RIVBLOC CHR BDC PC	613,20 €	661,75 €	582,40 €
13802520	ENSEMBLE RIVBLOC CHR CLE L PC	1 839,60 €	1 685,25 €	1 747,20 €
13802530	ENSEMBLE RIVBLOC CHR CLE I PC	1 897,35 €	744,30 €	772,20 €
13802580	ENSEMBLE PORTE CHROME CLE L JUNIOR PC	227,20 €	205,20 €	215,80 €
13802585	ENSEMBLE PORTE CHROME CLE I JUNIOR PC	177,75 €	160,50 €	168,90 €
13802600	ENSEMBLE RIVBLOC CHROME BDCC PC	967,50 €	886,05 €	918,90 €
13802620	ENSEMBLE CHROME JUNIOR BDCC PC	295,40 €	266,80 €	280,60 €
13802900	CREMONE POMPIER LEVIER ALU PC	423,00 €	276,75 €	407,85 €
13803480	FERME PORTE HYDR SANS BRAS N°2	1 149,60 €	1 646,80 €	1 025,60 €
13803485	BRAS COMPAS A PIGNON PC	607,50 €	553,50 €	359,55 €
13805645	LOQUETEAU MAGNET.6KG PC	40,70 €	70,40 €	39,05 €
13806800	TARGETTE PENE ROND 40MM 1PC	188,40 €	159,60 €	178,80 €
13806820	TARGETTE FLEAU CHRO. PC	1 211,40 €	1 107,00 €	1 150,20 €
13810125	CONSOLE TOLE EMBOUTIE 125X150 BLANC	2,90 €	2,80 €	2,10 €
13810150	CONSOLE TOLE EMBOUTIE 150X200 BLANC	7,60 €	7,20 €	5,20 €
13810200	CONSOLE TOLE EMBOUTIE 200X250 BLANC	10,60 €	9,00 €	6,80 €
13810250	CONSOLE TOLE EMBOUTIE 250X300 BLANC	21,60 €	20,10 €	16,20 €
13810300	CONSOLE TOLE EMBOUTIE 300X350 BLANC	45,00 €	41,50 €	34,00 €
13820800	PATTE SCELLEMENT B/ROND 80mm	1,15 €	0,87 €	3,60 €
13820900	CROCHET CREMAILLERE BICHRO 330mm	16,08 €	18,20 €	18,00 €
13821144	CREMAILLERE BLANC 144CM	29,70 €	30,60 €	36,60 €
13821192	CREMAILLERE BLANC 192CM	101,50 €	91,75 €	109,50 €
13821224	CREMAILLERE BLANC 224CM	454,10 €	416,10 €	489,25 €
13821250	CONSOLE RENF EPOXY 250X300 PC	58,35 €	21,00 €	13,35 €
13821527	CONSOLE DOUBLE BLANC 27CM	103,50 €	72,00 €	87,30 €
13821632	CONSOLE DOUBLE BLANC 32CM	91,65 €	72,80 €	85,80 €
13821737	CONSOLE DOUBLE BLANC 37CM	254,10 €	198,00 €	239,25 €
13830200	BOBINOT GALVA 1.1mm 50M	99,45 €	130,65 €	162,60 €
13830300	BOBINOT GALVA 0.7 mm 50M	84,70 €	33,78 €	77,35 €
13830500	RAIDISSEUR GALVA N3	14,80 €	61,20 €	12,40 €
13840010 *	MORTIER SCELLEMENT CHIMIQUE 175ml	3 116,50 €	1 198,30 €	943,00 €
13840020	BUSE D'INJECTION MORTIER PQ5	314,40 €	175,20 €	475,20 €
13840030	TAMIS D'INJECTION 12X50 BT10	122,10 €	79,20 €	82,50 €
13854000	BOITE LETTRE PTT 1 PORTE PC	322,65 €	445,65 €	342,65 €
13855000	BOITE LETTRE PTT 2 PORTES PC	1 023,75 €	1 376,90 €	1 143,80 €
13856000	ARMOIRE A CLES 50 CLES	910,35 €	805,35 €	255,90 €
13860110	CHEVILLE NYLON A FRAPPER BT100	58,50 €	44,00 €	73,75 €
13861200	CHEVILLE CRAMP 6mm BT100	285,60 €	212,10 €	256,20 €
13861255	CHEVILLE CRAMP 8mm BT100	552,50 €	450,50 €	550,80 €
13861300	CHEVILLE CRAMP 10mm BT100	81,95 €	261,25 €	402,60 €
13864850	CHEVILL NYLON 7X30 BT100	10,65 €	26,70 €	23,70 €
13864900	CHEVILL NYLON 8X40 BT100	81,95 €	29,70 €	33,00 €
13864950	CHEVIL NYLON 10X50 BT 100	29,80 €	112,80 €	107,60 €
13864960	CHEVILLE NYLON 12X60 BT50	39,27 €	87,20 €	121,60 €
13872200 *	CHEVILLE MOLLY+VIS 4X33 4BT100	391,50 €	487,50 €	296,50 €
13872205	CHEVILLE MOLLY+VIS 5X36 BT100	126,00 €	388,80 €	287,40 €
13872210	CHEVILLE MOLLY+VIS 5X50 BT100	208,00 €	259,20 €	224,80 €
13872215	CHEVILLE MOLLY+VIS 6X34 BT100	116,20 €	134,60 €	110,80 €
13872220	CHEVILLE MOLLY+VIS 6X50 BT100	105,00 €	75,40 €	142,60 €
13874970	CHEVILLE FONTE 10X80 BT25	389,50 €	353,00 €	188,45 €
13885660	COLLIER DE SERRAGE 10X16 BT50	24,60 €	80,65 €	107,50 €
13885720	COLLIER DE SERRAGE 24X36 BT25	104,25 €	151,05 €	191,25 €
13901000	EQUERRE DE CHAISE 80X80 PC	41,25 €	34,32 €	66,00 €
13901500	PATTE GLACE ROND LAITON PC	1 155,65 €	55,10 €	95,70 €
13902000	PATERE N°60 BLANC PC	694,80 €	643,20 €	349,20 €
13902400	PORTE MANTEAU ALU POLI N°40 PC	987,20 €	917,60 €	887,20 €
13902600	PORTE MANTEAU ALU POLI N°42 PC	1 627,60 €	1 570,40 €	1 560,00 €
13905000	SUPPORT TRINGLE LAITON D20	78,30 €	40,50 €	51,30 €
13905100	SUPPORT TRINGLE LAITON D25	87,00 €	66,00 €	71,00 €
13905200 *	SUPPORT TRINGLE CHROME D30 PC	171,50 €	221,90 €	308,00 €
13905510	TRINGLE INOX CHROME D20 3.00M	98,00 €	78,75 €	97,50 €
13905610	TRINGLE INOX CHROME D25 3.00M	197,40 €	134,05 €	157,50 €
	TOTAL H.T	63 891,89 €	64 594,18 €	63 732,60 €

11/ B Annexe Lot 2 Quincaillerie Aluminium

Annexe II.1 Etude Technique

Etude Technique Lot 2		Annexe II.1
Sous-critère	PRODUITS ETUDIES (au vu des fiches techniques et échantillons)	QUINCAILLERIE ANGLES
		résultat de l'analyse
QUALITE DES MATERIAUX	<u>Béquille double Flora carré 8x110 :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux et plus particulièrement sur la qualité de l'aluminium.
	<u>coquille double solo noir:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux et plus particulièrement sur la qualité de l'aluminium.
	<u>Butoir avec amortisseur argent:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux et plus particulièrement sur la qualité de l'aluminium.
	<u>Cas Chariot à galet simple douille aiguille charge 110 kgs:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux et plus particulièrement sur la qualité de l'aluminium.
	<u>Crémone inversée ajustable:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux et plus particulièrement sur la qualité de l'aluminium.
	<u>Crochets magnétiques D25:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux et plus particulièrement sur la qualité des aimants.
	<u>Paumelle à visser mechanica:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux et plus particulièrement sur la qualité de l'aluminium.
note/ 18		18
Sous-critère	PRODUITS ETUDIES (au vu des fiches techniques et échantillons)	QUINCAILLERIE ANGLES
		résultat de l'analyse
FINITION DES PRODUITS	<u>Béquille double Flora carré 8x110 :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons le produit est de bonne finition
	<u>coquille double solo noir:</u>	De très faible épaisseur. A manipuler avec précaution lors de la pose.
	<u>Butoir avec amortisseur argent:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons le produit est de bonne finition
	<u>Cas Chariot à galet simple douille aiguille charge 110 kgs:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons le produit est de bonne finition
	<u>Crémone inversée ajustable:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons le produit est de bonne finition
	<u>Crochets magnétiques D25:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons le produit est de bonne finition
	<u>Paumelle à visser mechanica:</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons le produit est de bonne finition
note/ 16		14
FACILITE DE MISE EN ŒUVRE	<u>Béquille double Flora carré 8x110 :</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre
	<u>coquille double solo noir:</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre
	<u>Butoir avec amortisseur argent:</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre
	<u>Cas Chariot à galet simple douille aiguille charge 110 kgs:</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre
	<u>Crémone inversée ajustable:</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre
	<u>Crochets magnétiques D25:</u>	Ils peuvent glisser légèrement selon les dimensions de l'objet à supporter
	<u>Paumelle à visser mechanica:</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre
note/ 16		14
	NOTE GLOBALE/ 50	46

11/ C Annexe Lot 3 Visserie-Boulonnerie

Annexe III.1 Etude Technique

		Etude Technique Lot 3		Annexe III.1
Sous-critère	PRODUITS ETUDIES (au vu des fiches techniques et échantillons)	LEGALLAIS	SERVICE LANGUEDOC DISTRIBUTION	
		résultat de l'analyse	résultat de l'analyse	
QUALITE DES MATERIAUX	<u>vis à bois antifendage et fraisage de tête zinguée bichromatée 3x16 :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux. (vis en acier zingué bichromaté)	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux. (vis en acier zingué bichromaté)	
	<u>vis à bois antifendage et fraisage de tête zinguée bichromatée 4,5x25 Filetage total :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux. (vis en acier zingué bichromaté)	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux. (vis en acier zingué bichromaté)	
	<u>vis à bois antifendage et fraisage de tête zinguée bichromatée 6x80 Filetage partiel :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux. (vis en acier zingué bichromaté)	au vu des fiches techniques et des échantillons, aucun problème rencontré sur la qualité des matériaux. (vis en acier zingué bichromaté)	
note/ 18		9	9	
FINITION DES PRODUITS	<u>vis à bois antifendage et fraisage de tête zinguée bichromatée 3x16 :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition	
	<u>vis à bois antifendage et fraisage de tête zinguée bichromatée 4,5x25 Filetage total :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition	
	<u>vis à bois antifendage et fraisage de tête zinguée bichromatée 6x80 Filetage partiel :</u>	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition	au vu des fiches techniques et des échantillons, le produit proposé est de bonne finition	
note/ 16		8	8	
FACILITE DE MISE EN ŒUVRE	<u>vis à bois antifendage et fraisage de tête zinguée bichromatée 3x16 :</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	
	<u>vis à bois antifendage et fraisage de tête zinguée bichromatée 4,5x25 Filetage total :</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	
	<u>vis à bois antifendage et fraisage de tête zinguée bichromatée 6x80 Filetage partiel :</u>	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	
note/ 16		8	8	
	NOTE GLOBALE/ 50	25	25	

Annexe III.2 Etude comparative de prix

Etude comparative de prix Lot 3 VISSERIE / BOULONNERIE			Annexe III.2
NOMENCLATURE	DESIGNATION	TOTAL H.T LEGALLAIS	TOTAL H.T SOCIETE LANGUEDOCIENNE DE DISTRIBUTION
18013580	BOULON POELIER 6X60+ECROU BT 100	69,80 €	98,30 €
18100402	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 3X12 FIL TOTAL BT500	45,00 €	63,75 €
18100403	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 3X20 FIL TOTAL BT500	43,20 €	142,20 €
18100404	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 3X25 FIL TOTAL BT500	42,25 €	134,75 €
18100405	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 3X40 FIL PARTIEL BT500	135,80 €	181,60 €
18100407	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 3,5X40 FIL TOTAL BT500	56,85 €	150,15 €
18100408	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 3,5X50 FIL PARTIEL BT500	113,85 €	197,55 €
18100420	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4X25 FIL TOTAL BT500	114,00 €	356,50 €
18100430	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4X30 FIL TOTAL BT500	164,45 €	446,05 €
18100435	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4X35 FIL TOTAL BT500	122,40 €	269,70 €
18100440	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4X40 FIL TOTAL BT500	258,50 €	583,00 €
18100460	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4X50 FIL TOTAL BT500	184,80 €	497,35 €
18100470	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4X60 FIL PARTIEL BT500	188,00 €	410,00 €
18100530	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 5X30 FIL TOTAL BT500	134,10 €	421,20 €
18100535	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 5X35 FIL TOTAL BT500	246,60 €	478,80 €
18100540	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 5X40 FIL TOTAL BT500	190,75 €	570,85 €
18100550	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 5X50 FIL TOTAL BT500	364,00 €	780,80 €
18100560	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 5X60 FIL PARTIEL BT500	312,90 €	294,60 €
18100570	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 5X70 FIL PARTIEL BT500	306,90 €	408,00 €
18100580	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 5X80 FIL PARTIEL BT500	402,50 €	406,00 €
18100801	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 6X30 FIL TOTAL BT500	137,00 €	94,60 €
18100802	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 6X35 FIL TOTAL BT500	191,90 €	103,90 €
18100803	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 6X45 FIL TOTAL BT500	194,50 €	118,30 €
18100804	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 6X50 FIL TOTAL BT500	145,95 €	181,95 €
18100805	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 6X60 FIL PARTIEL BT500	186,75 €	213,15 €
18100900	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4X40 FIL PARTIEL BT500	23,50 €	53,00 €
18100910	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4X25 FIL PARTIEL BT500	11,40 €	35,65 €
18100920	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4X30 FIL PARTIEL BT500	14,95 €	40,55 €
18100930	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 5X50 FIL PARTIEL BT500	45,50 €	95,10 €
18100940	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 3X16 FIL TOTAL BT500	15,00 €	22,45 €
18100950	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 3X30 FIL TOTAL BT500	20,00 €	63,60 €
18100960	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 3,5X20 FIL TOTAL BT500	17,80 €	63,60 €
18100970	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4X20 FIL TOTAL BT500	31,35 €	99,90 €
18100980	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 4,5X25 FIL TOTAL BT500	53,80 €	95,20 €
18100990	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 6X40 FIL TOTAL BT500	97,80 €	111,80 €
18100995	VIS A BOIS ANTIFENDAGE ET FRAISAGE DE TETE ZINGUEE BICHROMATEE 6X80 FIL PARTIEL BT500	153,50 €	147,90 €
18450150	TIGE FILETEE ACIER ZING 60 kg D6 1 ML	9,45 €	30,78 €
18450200	TIGE FILETEE ACIER ZING 60 kg D7 1 ML	4,65 €	14,16 €
18450250	TIGE FILETEE ACIER ZING 60 kg D8 1 ML	26,25 €	84,08 €
18450300	TIGE FILETEE ACIER ZING 60 kg D10 1 ML	33,60 €	105,60 €
18450350	TIGE FILETEE ACIER ZING 60 kg D12 1 ML	31,60 €	109,20 €
18450400	TIGE FILETEE ACIER ZING 60 kg D14 1 ML	15,90 €	50,40 €
18450450	TIGE FILETEE ACIER ZING 60 kg D16 1 ML	21,30 €	65,40 €
TOTAL H.T		4 979,70 €	8 869,42 €

11/ D Annexe Lot 4 Echelles

Annexe IV.1 Etude Technique

Etude Technique Lot 4							
Annexe IV.1							
Sous-critère	PRODUITS ETUDIES (au vu des fiches techniques)	B A U R E S résultat de l'analyse	DISTRIMESURE résultat de l'analyse	QUINCAILLERIE ANGLES résultat de l'analyse	SOCIETE PROVENCALE D'ECHAFFAUDAGES résultat de l'analyse	UNION MATERIAUX résultat de l'analyse	WURTH résultat de l'analyse
QUALITE DES MATERIAUX	échelle télescopique aluminium 10 kg	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité
	marche-pied aluminium 3 marches :	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité
	marche-pied aluminium 5 marches :	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité
	marche-pied aluminium 7 marches :	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité	en aluminium. Produit de bonne qualité
note/ 18		9	9	9	9	9	9
FINITION DES PRODUITS	échelle télescopique aluminium 10 kg	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé
	marche-pied aluminium 3 marches	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé
	marche-pied aluminium 5 marches	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé
	marche-pied aluminium 7 marches	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé	aluminium anodisé
note/ 16		8	8	8	8	8	8
FACILITE DE MISE EN ŒUVRE	échelle télescopique aluminium 10 kg	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre
	marche-pied aluminium 3 marches	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre
	marche-pied aluminium 5 marches	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre
	marche-pied aluminium 7 marches	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre	Le produit est facile à mettre en œuvre
note/ 16		8	8	8	8	8	8
	NOTE GLOBALE/ 50	25	25	25	25	25	25

Annexe IV.2 Etude comparative de prix

Etude comparative de prix LOT 4 ECHELLES					Annexe IV.2		
NOMEN- CLATURE	DESIGNATION	TOTAL NET H.T BAURES	TOTAL NET H.T DISTRIMESURE	TOTAL NET H.T QUINCAILLERIE ANGLES	TOTAL NET H.T SOCIETE PROVENCALE D'ECHAF- FAUDAGES	TOTAL NET H.T UNION MATERIAUX	TOTAL NET H.T WURTH
13951000	ECHELLE TELESCOPIQUE - ALUMINIUM - 10 kg - LARGEUR 49 CM - 11 ECHELONS - LONGUEUR TOTALE REPLIEE 78 CM	1 900,00 €	2 067,00 €	1 892,10 €	1 882,40 €	2 827,75 €	2 106,50 €
13951003	MARCHEPIED ALUMINIUM 3 MARCHES - HAUTEUR PLATE-FORME 0,66 CM - HAUTEUR ACCES 2,56 M	873,80 €	1 040,00 €	423,50 €	1 086,80 €	1 041,50 €	1 148,40 €
13951005	MARCHEPIED ALUMINIUM 5 MARCHES - HAUTEUR PLATE-FORME 0,99 CM - HAUTEUR ACCES 2,89 M	1 476,90 €	1 735,50 €	916,20 €	1 856,40 €	1 680,45 €	2 427,15 €
13951007	MARCHEPIED ALUMINIUM 7 MARCHES - HAUTEUR PLATE-FORME 1,54 M - HAUTEUR ACCES 3,44 M	1 538,50 €	1 820,00 €	888,50 €	1 788,80 €	1 741,80 €	1 798,50 €
	TOTAL H.T	5 789,20 €	6 662,50 €	4 120,30 €	6 614,40 €	7 291,50 €	7 480,55 €

Annexe IV.3 Notation du critère prix

NOTATION DU CRITERE PRIX

OBJET DE LA CONSULTATION : ACHAT DE MATERIEL DE QUINCAILLERIE - VISSERIE - ECHELLES

Annexe IV. 3

NUMERO DE MARCHE : 3D0330

NUMERO DE LOT : 4

OBJET DU LOT : échelles

Rappel de la formule de calcul pour la notation du montant de l'offre : $Note = 5 \times \left[1 - \frac{A}{1 + |A|} \right]$ $A = \frac{k(Po - Pm)}{Pm}$

Po = Prix de l'Offre

Pm = Prix moyen des offres

k = coefficient de pente variant de préférence dans une fourchette compris entre 5 et 10.

Plus le risque de dispersion des offres financières est élevé, plus le chiffre k correspondant à la pente doit être faible.

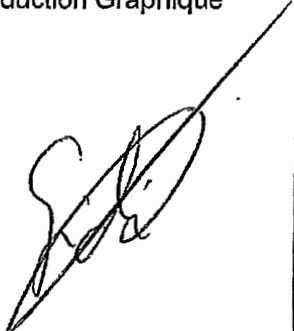
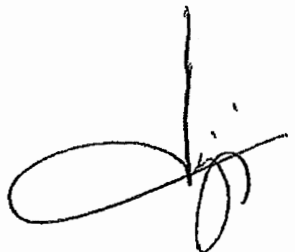
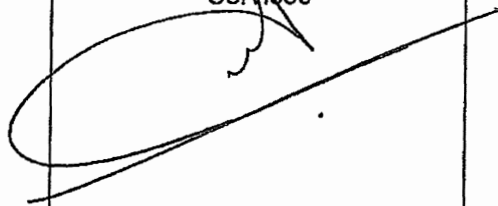
Tableau de calcul

Valeur de la pente k = 5

Nom de l'entreprise	Montant de l'offre (H.T)	Calcul de A	Note sur 10	Note sur 50	Classement
BAURES	5 789,20 €	-0,425	6,4902	32,45	2
DISTRIMESURE	6 662,50 €	0,266	3,9506	19,75	4
QUINCAILLERIE ANGLES	4 120,30 €	-1,744	8,1776	40,89	1
SPE	6 614,40 €	0,228	4,0730	20,36	3
UNION MATERIAUX	7 291,50 €	0,763	2,8365	14,18	5
WURTH	7 480,55 €	0,912	2,6148	13,07	6
Moyenne des offres (H.T)	6 326,41 €				

Offre la moins disante (MD) =		4 120,30 €
Ecart par rapport à MD		
1 668,90 €	Soit plus	40,50%
2 542,20 €	Soit plus	61,70%
-	Soit plus	0,00%
2 494,10 €	Soit plus	60,53%
3 171,20 €	Soit plus	76,97%
3 360,25 €	Soit plus	81,55%

Rapport établi par Christian SAGNET

<p>Le Responsable Achats et Production Graphique</p>  <p>Mario GIRARDI</p>	<p>Le Directeur Energie Moyens Techniques</p>  <p>Michel IRIGOIN</p>	<p>Le Directeur Général Adjoint des Services Département Equipements et Services</p>  <p>Laurent BOURLET</p>
---	---	--

Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Direction des Affaires
Juridiques et de la Commande
Publique

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 620

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Délégation de service public Parking Europa Crédit-bail TAM/Crédit Foncier de France Approbation de levée d'option

Max LEVITA rapporte :

Par délibération en date du 29 juillet 1994, la commune de Montpellier a confié à la SMTU la concession du parc de stationnement Europa.

Le délégataire ayant un certain nombre de travaux importants à réaliser (reprise et achèvement de places, travaux d'extension et de construction de rampes d'accès...), la concession l'autorisait à recourir à un financement en crédit-bail tel que prévu par la loi n°86-1317 du 30 décembre 1986.

Le crédit-bail est une technique contractuelle par laquelle une entreprise (dite de crédit-bail) acquiert, sur la demande d'un client (crédit-preneur), la propriété de biens immobiliers en vue de les donner en location à ce dernier pour une durée déterminée et en contrepartie de redevances ou de loyers.

Le contrat de crédit-bail porte promesse de vente au bénéfice du crédit-preneur à l'issue de la période de location.

Ce montage permet au crédit-preneur d'obtenir plus facilement un financement et au crédit-bailleur de disposer de la propriété des biens immobiliers concernés en garantie du financement accordé. L'évolution de la réglementation portant sur le domaine public le rendrait cependant difficile à utiliser aujourd'hui.

Dans le cas d'espèce, ont été conclus le 04/08/1994 :

- Une convention tripartite entre la commune de Montpellier, la SMTU et la société Cinergie, Sofergie approuvant le recours au contrat de crédit-bail, comprenant transfert des droits d'occupation du domaine public de la SMTU vers la société Cinergie, reconnaissant la propriété de Cinergie sur les constructions restant à édifier et organisant la substitution de la Commune à la SMTU au contrat de crédit-bail en cas de fin anticipée de la concession les liant.

- Un contrat de crédit-bail entre la SMTU et la société Cinergie, Sofergie. La commune de Montpellier, autorité délégante, intervenant volontairement en application de la convention tripartite ci-dessus mentionnée.

Le contrat de crédit-bail arrive à terme le 31/12/2013.

Les stipulations de celui-ci prévoient la possibilité pour le crédit-preneur en fin de contrat de lever la promesse de vente moyennant le paiement d'une valeur résiduelle (1 franc soit 0,18 Euros TTC)

Si la société SMTU est identifiée en tant que Crédit-Preneur, les biens immobiliers concernés constituent de manière indiscutable des biens de retour appartenant ab initio à la Commune de Montpellier et destinés à lui être remis en fin de concession.

A ce titre, il est donc nécessaire que la Ville intervienne aux opérations de levée d'option et de vente prévues dans le contrat passé entre la SMTU (aux droits de laquelle intervient aujourd'hui la société des Transports de l'Agglomération Montpelliéraine : TAM) et la société Cinergie, Sofergie (aux droits de laquelle intervient aujourd'hui le Crédit Foncier de France).

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la levée de la promesse de vente telle que prévue dans le crédit-bail sus -mentionné
- D'approuver la participation de la société TAM à l'acte de cession qui suivra en sa qualité de crédit-preneur.
- D'approuver l'intervention de la Commune au dit acte afin de faire valoir ses droits d'autorité délégante propriétaire des biens de retour concernés qui lui seront, à ce titre, remis à titre gratuit en fin de concession,
- D'autoriser Madame le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013

CINERGIE TRIPTYPE 03/08/94 09:42

CONVENTION TRIPARTITE
COMPORTANT CONVENTION
D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

1°) La Commune de Montpellier, représentée par Monsieur Georges FRECHE, agissant en sa qualité de Maire de la commune, dûment habilité aux termes d'une délibération du Conseil Municipal en date du 29 Juillet 1994 dont une copie certifiée conforme est demeurée annexée aux présentes,

Ci-après dénommée "la COMMUNE",

De première part,

2°) La société CINERGIE, SOFERGIE, Société Anonyme au capital de 15.000.000 de Francs, dont le Siège Social est à PARIS VII - au 56 rue de Lille, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro B 322.214.883.

représentée par Monsieur Michel BLANDIN, Directeur Régional de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la Région Languedoc-Roussillon, domicilié 720, rue d'Alco - 34000 MONTPELLIER,

En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Patrice ROSSARD, Directeur Général, nommé à cette fonction aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 18 novembre 1991, aux termes d'une procuration sous seing privé en date à PARIS du 3 Août 1994 dont une copie est demeurée ci-annexée.

Ci-après dénommée le "CREDIT-BAILLEUR" ou "CINERGIE".

De seconde part,

3°) La SOCIETE MONTPELLIERAINE DE TRANSPORT URBAIN (S.M.T.U.), Société Anonyme, Société d'Economie Mixte au capital de 600.000,00 francs, dont le siège social est à MONTPELLIER (34025) - Place Francis PONGE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER sous le numéro B 314 871 815.

Représentée par Monsieur , Président-Directeur Général, dûment nommé à cette fonction aux termes d'une délibération en date du.....

Ci-après dénommée la "SOCIETE" ou "SMTU"

De troisième part,

[Signature]

vh

fr

Lesquelles, préalablement aux conventions faisant l'objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

La COMMUNE de Montpellier a, aux termes d'une délibération du Conseil Municipal en date du 29 Juillet 1994, décidé de confier à la S.M.T.U. la gestion du service public de stationnement du parking EUROPA sis entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole sur la COMMUNE de Montpellier pour une durée qui commencera à courir à compter de la date de réception du contrat de concession en Préfecture pour se terminer 40 années après la date de mise en service du parc de stationnement public contractuellement fixée au 1er Octobre 1995 .

Ladite convention de concession a été dûment signée tant par la COMMUNE de Montpellier que par la S.M.T.U. en date du 29 Juillet 1994/

La S.M.T.U. est notamment chargée aux termes de la convention de concession de :

- * la reprise, la réalisation de travaux de finition, le financement et la gestion de constructions existantes consistant en 480 places de stationnement du parking EUROPA ;
- * la réalisation d'une extension dudit parc portant le nombre de places de stationnement à 593, le financement de ces travaux d'extension et la gestion de l'ensemble du parc de stationnement public dénommé "EUROPA".

Conformément aux stipulations de l'article 13 de la convention de concession susvisée, la S.M.T.U. a été expressément autorisée à recourir à un financement en crédit-bail dans le cadre des dispositions de l'article 87 de la loi n°86.1317 du 30 décembre 1986 auprès de la société CINERGIE.

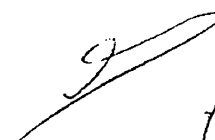
Le choix du recours au crédit-bail impliquant la signature d'une convention tripartite entre la collectivité concédante, le concessionnaire et la SOFERGIE, comme indiquée à l'article 13 de la convention de concession sus-mentionnée, les termes de la convention qui va suivre ont pour objet de formaliser les liens contractuels devant exister à ce titre entre les parties.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CONVENTION PRELIMINAIRE

La présente convention est soumise à la condition suspensive d'expiration du délai de recours contentieux des tiers ou de la Préfecture à son encontre. L'expiration du délai de recours susénoncé sera constatée tant par la remise au CREDIT-BAILLEUR d'un exemplaire de la présente convention comportant mention de sa date de réception en Préfecture que par la production d'une attestation délivrée à l'issue du délai légal de recours.

La réalisation de cette condition devra intervenir au plus tard le 15 Décembre 1994, date au delà de laquelle la présente convention sera considérée comme nulle et non avenue.



E-I

ARTICLE 1

La VILLE DE MONTPELLIER, conformément à la convention de concession consent expressément au financement par voie de crédit-bail d'une durée de 15 ans de l'ensemble des constructions destinés à composer le parc de stationnement public sis dans un volume de l'ensemble EUROPA tel qu'il sera défini à l'état de division volumétrique établi par Maître GRASSET et le Cabinet SIRAGUSA, géomètre-expert sis à MONTPELLIER ZAC ANTIGONE entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole, savoir

- : - la reprise des constructions existantes ;
- : - les travaux de finition sur les constructions existantes ;
- : - la réalisation de l'extension projetée.

La société de crédit-bail retenue est la société CINERGIE.

ARTICLE 2

Afin de permettre le financement de l'ensemble des constructions sus-visées, la SOCIETE transfère au CREDIT-BAILLEUR le droit d'occupation temporaire du domaine public qu'elle détient en vertu du contrat de concession sus-visé et lui transfère également l'ensemble des constructions existantes(dont la désignation figure en annexe) moyennant le règlement d'un prix hors taxe de 48.280.000 Frs qu'elle s'oblige à payer à la SOCIETE au plus tard le 31 Décembre 1994, ce qui est expressément accepté par la VILLE DE MONTPELLIER.

Par ailleurs, les constructions à usage de parc de stationnement public d'ores et déjà édifiées et celles restant à édifier résultant des plans et descriptifs joints en annexe, objets du financement par crédit-bail, resteront la propriété du CREDIT-BAILLEUR pendant toute la durée nécessaire à l'opération de crédit-bail, ainsi que le reconnaît la VILLE. Le CREDIT-BAILLEUR reconnaît que ces constructions sont affectées au service public de stationnement.

Ce droit d'occupation est consenti pour une durée qui commencera à compter rétroactivement de ce jour, lors de la réalisation de la condition suspensive, pour se terminer 15 années après le jour de la mise en service du parc de stationnement EUROPA.

 513
C.T.

ARTICLE 3

Pour le cas où la convention de concession dont bénéficie la SOCIETE prendrait fin par anticipation, et en tout état de cause avant le terme prévu au contrat de crédit-bail dont il s'agit, pour quelque cause que ce soit et notamment par suite de déchéance du concessionnaire, de rachat ou de résiliation pour des motifs d'intérêt général de la convention, la VILLE DE MONTPELLIER s'engage dès à présent à mettre en oeuvre l'une ou l'autre des options suivantes, le tout de sorte qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution du contrat de crédit-bail initial :

- 1) Soit, elle se substituera par voie de cession de crédit-bail à son profit purement et simplement à la SOCIETE preneur audit contrat de crédit-bail aux conditions et modalités desdits contrats et à sa charge de dégager la SOCIETE de toute obligation vis à vis de la Société de crédit-bail.

Dans ces conditions, il lui appartiendra , soit de lever l'option d'achat anticipée de crédit-bail, soit de succéder dans les loyers de crédit-bail.

- 2) Soit, elle présentera un nouveau preneur présentant les garanties financières jugées suffisantes par le CREDIT-BAILLEUR qui sera agréé par ce dernier et, qui se portera cessionnaire du contrat de crédit-bail aux mêmes clauses et conditions que celles énoncées à la présente convention , ainsi qu'au contrat de crédit-bail dont il s'agit. La VILLE DE MONTPELLIER exécutera toute obligation du cédant vis à vis du CREDIT-BAILLEUR.

Dans l'un comme l'autre cas, le cessionnaire sera subrogé dans la totalité des droits et obligations du cédant au titre du contrat de crédit-bail après :

- soit signature entre le cédant et la VILLE de l'acte de cession du contrat de crédit-bail.
- soit, après agrément par le CREDIT-BAILLEUR de tout nouveau preneur (concessionnaire) présenté par la VILLE DE MONTPELLIER, signature de l'acte de cession du contrat de crédit-bail au profit du nouveau preneur ainsi que d'un avenant à la convention tripartite.

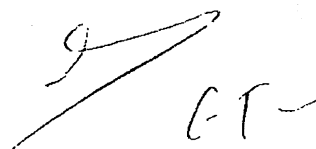
La SOCIETE s'engage dès à présent à signer tout acte de cession du crédit-bail en vue de permettre la reprise sans délai du crédit-bail.

ARTICLE 4

En cas de défaillance de la SOCIETE dans l'exécution de l'une quelconque de ses obligations au titre du contrat de crédit-bail , la VILLE DE MONTPELLIER, en sa qualité d'intervenant au contrat de crédit-bail, est d'ores et déjà instituée bénéficiaire dudit contrat.

Dans ces conditions, le CREDIT-BAILLEUR informera la VILLE DE MONTPELLIER par lettre recommandée avec accusé de réception de tout incident dans un délai d'un mois, à compter de la survenance de l'événement.

Si à l'expiration d'une nouvelle période d'un mois à compter de l'information communiquée à la VILLE DE MONTPELLIER, aucune exécution n'est obtenue de la SOCIETE, la VILLE DE MONTPELLIER s'engage dès notification par le CREDIT-BAILLEUR à faire cesser le trouble occasionné par l'incident et à se rapprocher sans délai du CREDIT-BAILLEUR en vue de faire application des dispositions de l'article 3 ci-dessus dès avant l'exigibilité de la prochaine échéance.

Handwritten signature and initials, possibly 'J' and 'E.T.', in dark ink.

ARTICLE 5

Pour le cas où soit à l'initiative de la SOCIETE, soit à celle de la VILLE, les constructions viendraient à être modifiés, le CREDIT-BAILLEUR ne pourrait avoir à supporter le coût de telles modifications et plus généralement ne pourra être recherché ou inquiété à ce sujet.

De même, le CREDIT-BAILLEUR ne pourra d'aucune façon être recherché ou inquiété pour quelque motif que ce soit à raison de l'exploitation du parc de stationnement public et de toutes autres obligations notamment financières qui pourraient résulter de la convention.

Les responsabilités du CREDIT-BAILLEUR ne pourront en tout état de cause excéder les dispositions énoncées au contrat de crédit-bail dont il s'agit.

ARTICLE 6

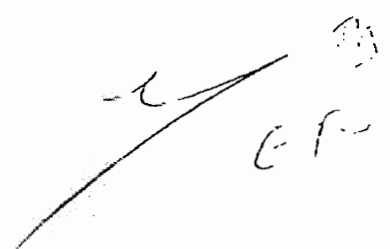
Seront annexés à la présente convention et en font partie intégrante :

- la convention de concession, son cahier des charges et les différents avenants souscrits entre les parties.
- le contrat de crédit-bail.
- la copie certifiée conforme de la délibération du Conseil Municipal de la VILLE DE MONTPELLIER, autorisant le Maire à signer la présente convention.
- le plan d'amortissement du contrat de crédit-bail établi à titre indicatif. Le tableau d'amortissement tel qu'arrêté conformément aux dispositions du contrat de crédit-bail sera notifié à la VILLE DE MONTPELLIER au jour de la prise d'effet du crédit-bail.
- les plans des immeubles mis gratuitement à disposition.
- la désignation des constructions objets du crédit-bail : - constructions existantes et constructions à réaliser.

ARTICLE 7

La VILLE DE MONTPELLIER s'engage à informer le CREDIT-BAILLEUR de l'exercice de tout recours à l'encontre de la délibération du Conseil Municipal du 29 Juillet 1994 comme à l'encontre de la présente convention.

La VILLE DE MONTPELLIER s'engage en tout état de cause à faire en sorte que l'ensemble des obligations par elle souscrites puissent être complètement exécutées.

A handwritten signature consisting of a long, sweeping diagonal stroke, followed by the initials 'E.F.' and a small circular stamp.

ARTICLE 8

En cas d'opposition entre les termes du contrat de concession et la convention tripartite, les parties conviennent que les termes de la présente convention prévaudront, uniquement en ce qui concerne les dispositions du crédit-bail.

ARTICLE 9

Pour l'exécution des présentes, les sociétés font élection de domicile en leur siège social respectif tel qu'indiqué en entête des présentes et Monsieur le Maire de la VILLE DE MONTPELLIER en l'hôtel de Ville.

Fait à Paris

Le 4 AOUT 1994

En 5 exemplaires

CINERGIE

Michel BLANDIN

LA VILLE DE MONTPELLIER



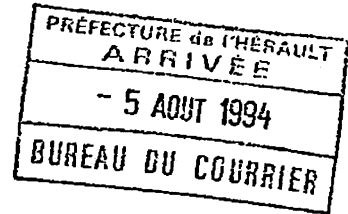
S.M.T.U.



ED → PCC DEFINITIF

03/08/94 11:08

CONTRAT DE CREDIT-BAIL



ENTRE LES SOUSSIGNES :

SOCIETE MONTPELLIERAINE DE TRANSPORT URBAIN (S.M.T.U.), Société Anonyme, Société d'Economie Mixte au capital de 600.000,00 francs, dont le siège social est à MONTPELLIER (34025) - Place Francis PONGE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER sous le numéro B 314 871 815.

représentée par Monsieur Yvan VELAY, Vice-Président de la SMTU, en vertu d'une habilitation délivrée par le Conseil d'Administration de la SMTU en date du 11 juillet 1994.

Ci-après dénommée le "CREDIT-PRENEUR".

D'une part,

ET :

La société **CINERGIE, SOFERGIE,** Société Anonyme au capital de 15.000.000,00 de Francs, dont le Siège Social est à PARIS VII - au 56 rue de Lille, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le n° B 322.214.883.

représentée par Monsieur Michel BLANDIN, Directeur Régional de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la Région Languedoc-Roussillon, domicilié 720, rue d'Alco - 34000 MONTPELLIER,

En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Patrice ROSSARD, Directeur Général, nommé à cette fonction aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 18 novembre 1991, aux termes d'une procuration sous seing privé en date à PARIS du 3 Août 1994 dont une copie est demeurée ci-annexée.

Ci-après dénommée le "CREDIT-BAILLEUR".

D'autre part,

Lesquelles, ès-qualités, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'P. Blandin'.

Handwritten initials 'BT' in dark ink, with a small mark to the right.

EXPOSE

I - RAPPEL DE LA CONVENTION DE CONCESSION

La Commune de MONTPELLIER a décidé par délibération en date du 29 Juillet 1994, de confier à la Société Montpelliéraine de Transport Urbain, la concession du parc public de stationnement EUROPA situé entre la rue Poséidon et celle de l'Acropole à MONTPELLIER. Une copie de ladite délibération portant mention de son caractère exécutoire en date du 2 Août 1994 est demeurée annexée ci-après mention (Annexe 1). Ladite concession fait partie d'un ensemble comprenant d'ores et déjà : la concession du parking GAMBETTA, l'affermage du parc ANTIGONE et la gestion de 5500 places de stationnement sur voirie, le tout confié à la Société Montpelliéraine de Transport Urbain.

Une convention de concession établie sous-seing privé en date du 29 Juillet 1994 et devenue exécutoire en date du 2 Août 1994, régit les conditions d'exploitation du service concédé à la Société Montpelliéraine de Transports Urbain.

Il a notamment été stipulé dans la convention de concession que :

- La Société Montpelliéraine de Transport Urbain reprendra et achèvera 480 places de stationnement dans un espace clos, sans entrée ni sortie de véhicules ;
- La Société Montpelliéraine de Transports Urbain réalisera des travaux d'extension sur les places existantes et procédera à la construction de rampes d'accès et de sortie permettant l'exploitation du parking, qui à terme comprendra 593 places de stationnement.
- La Société Montpelliéraine de Transport Urbain assurera la gestion ou l'amodiation des places de stationnement, la gestion ou l'amodiation d'emplacements situés dans l'emprise du parc, à caractère publicitaire et/ou commercial.
- La Société Montpelliéraine de Transport Urbain est autorisée à recourir à un financement en crédit-bail auprès d'une SOFERGIE dans le cadre de l'article 87 de la loi n° 86-1317 du 30 Décembre 1986.
- La Commune de MONTPELLIER reconnaîtra au CREDIT-BAILLEUR un droit d'occupation du domaine public, ainsi que la propriété des biens financés en crédit-bail pendant la durée de l'opération de crédit-bail dans une convention tripartite qu'elle signera avec la Société Montpelliéraine de Transport Urbain et le CREDIT-BAILLEUR.
- Par cette même convention, elle s'engagera notamment en cas de rupture anticipée du contrat de concession à mettre en oeuvre l'une des options suivantes :
 - lever l'option d'achat anticipée aux conditions du crédit-bail,
 - succéder dans le loyer de crédit-bail,
 - substituer un nouvel exploitant dans le contrat de crédit-bail avec l'accord du CREDIT-BAILLEUR.
- La Commune de MONTPELLIER s'engagera en cas de défaillance du CREDIT-PRENEUR dans l'exécution de ses obligations au titre du crédit-bail à mettre en oeuvre l'une des solutions énoncées ci-dessus.

Le CREDIT-PRENEUR désirant disposer pour les besoins de son activité des biens immobiliers désignés plus amplement ci-après, sans en assumer immédiatement la propriété, a sollicité le concours du CREDIT-BAILLEUR dans le cadre des dispositions de la loi 80-531 du 15 Juillet 1980, de son décret d'application, et de l'article 87 de la loi 86-1317 du 30 Décembre 1986, dont l'objet est le financement, par voie de crédit-bail mobilier et immobilier ou par voie de location simple, d'ouvrages et équipements utilisés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics, leurs gestionnaires ou leurs concessionnaires.

Pour la réalisation de son projet, le CREDIT-PRENEUR a :

- négocié avec la collectivité les conditions de l'occupation temporaire du domaine public ;
- fait procéder aux études techniques préalables par un bureau d'études techniques ayant toutes capacités requises et établi selon ses indications et en fonction de ses besoins spécifiques, les plans, descriptifs, cahiers des charges et devis des aménagements, équipements et matériels.

Il est rappelé que le CREDIT-PRENEUR est seul compétent pour concevoir les projets à réaliser et définir leurs conditions d'exécution.

A cet effet, le CREDIT-PRENEUR a déposé à la Mairie de MONTPELLIER une demande de permis de construire dont un exemplaire est remis ce jour au CREDIT-BAILLEUR accompagné de son accusé de réception.

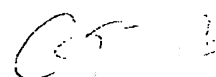
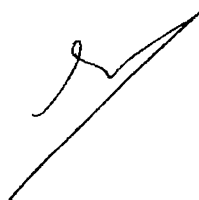
Dès obtention, ce permis devra faire l'objet d'une publicité régulière, tant sur le terrain qu'en mairie, qui devra être constaté par acte extrajudiciaire.

En outre, le CREDIT-PRENEUR s'oblige à transférer immédiatement le permis de construire au CREDIT-BAILLEUR.

Dans ces conditions, le CREDIT-BAILLEUR a accepté de financer les investissements projetés suivant la technique du crédit-bail sous réserve toutefois que le montant de son financement ne soit pas supérieur à la somme définie à l'article 3 ci-après.

Dans cette limite, les parties conviennent que :

- Le CREDIT-BAILLEUR signera la convention tripartite comportant occupation temporaire du domaine public lui reconnaissant notamment un droit de propriété sur les installations financées.
- Le CREDIT-BAILLEUR en accord avec le CREDIT-PRENEUR délèguera à la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine la réalisation des travaux d'extension dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.
- Le CREDIT-BAILLEUR donnera l'ensemble des constructions financées en crédit-bail au CREDIT-PRENEUR conformément aux dispositions de l'article 87 de la loi 86-1317 du 30 Décembre 1986 et de l'article 30 de la loi du 15 Juillet 1980.



SOMMAIRE

CHAPITRE I - CONVENTIONS PRELIMINAIRES

ARTICLE 1 CONDITIONS SUSPENSIVES

ARTICLE 2 CONDITION RESOLUTOIRE AVANT L'ENTREE EN LOYERS

ARTICLE 3 ENGAGEMENT DU CREDIT-BAILLEUR

- 3.1 Engagement de financement
- 3.2 Dépassement de l'assiette
- 3.3 Convention Tripartite comportant Occupation temporaire du domaine
public

ARTICLE 4 ENGAGEMENT DU CREDIT-PRENEUR

- 4.1 Reprise des constructions existantes
- 4.1 Réalisation de l'extension -Délégation de
maîtrise d'ouvrage
- 4.2 Souscription des assurances au titre des
constructions à réaliser
- 4.3 Réception des travaux
- 4.4 Déclaration d'achèvement des travaux
- 4.5 Certificat de conformité
- 4.6 Règlement des travaux
- 4.7 Préloyers sur règlements
- 4.8 Préloyers sur TVA
- 4.9 Paiement des préloyers

ARTICLE 5 INEXECUTION PENDANT LA PERIODE ANTERIEURE A L'ENTREE EN LOYERS

- 5.1 Clause résolutoire
- 5.2 Indemnité

CHAPITRE II - CREDIT-BAIL

ARTICLE 6 CREDIT-BAIL

ARTICLE 7 DESIGNATION

ARTICLE 8 DUREE

ARTICLE 9 ENTREE EN JOUISSANCE - ETAT DES LIEUX

CHAPITRE III - CONDITIONS DE JOUISSANCE DES LOCAUX

ARTICLE 10 CONDITIONS D'OCCUPATION DES LOCAUX

- 10.1 Affectation des locaux
- 10.2 Autorisation d'exploitation
- 10.3 Jouissance des locaux
- 10.4 Règles de sécurité
- 10.5 Servitudes
- 10.6 Abonnements

ARTICLE 11 TRAVAUX
ARTICLE 12 VISITES DE SURVEILLANCE DES LOCAUX
ARTICLE 13 SOUS-LOCATION
ARTICLE 14 CESSION DU DROIT AU CREDIT-BAIL
ARTICLE 15 CONTROLE DE LA SITUATION FINANCIERE DU
CREDIT-PRENEUR
ARTICLE 16 CONTRIBUTIONS - IMPOTS ET TAXES - CHARGES
ET REDEVANCES
ARTICLE 17 FRAIS
ARTICLE 18 TVA

18.1 Assujettissement à la TVA
18.2 TVA sur immobilisations

CHAPITRE IV - ASSURANCES - SINISTRES

ARTICLE 19 ASSURANCES
ARTICLE 20 SINISTRE
ARTICLE 21 CONTESTATION DES INDEMNITES D'ASSURANCES

CHAPITRE V - RESILIATION - RESOLUTION DU CONTRAT DE CREDIT-BAIL - DECHEANCE DU CONCESSIONNAIRE

ARTICLE 22 RESILIATION - LA DEMANDE DU CRÉDIT-PRENEUR
ARTICLE 23 RESILIATION POUR FAUTE DU CREDIT-PRENEUR
ARTICLE 24 FIN DU CONTRAT DE CONCESSION
ARTICLE 25 RESILIATION DU CONTRAT DE CONCESSION POUR
MOTIF D'INTERET GENERAL

CHAPITRE VI - CHARGES ET CONDITIONS FINANCIERES DU CREDIT-BAIL

ARTICLE 26 ASSIETTE ET MONTANT DU CREDIT-BAIL
ARTICLE 27 CALCUL DES LOYERS
ARTICLE 28 ECHEANCES DE CREDIT-BAIL
ARTICLE 29 RETARD DANS LE PAIEMENT DE TOUTES SOMMES DUES
ARTICLE 30 PERIODICITE DE PAIEMENT DES LOYERS
ARTICLE 31 MODALITES DE PAIEMENT
ARTICLE 32 VALEUR RESIDUELLE EN FIN DE CONTRAT



GT- B

CHAPITRE VII - PROMESSE DE VENTE

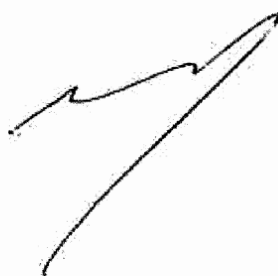
ARTICLE 33 PROMESSE DE VENTE PAR LE CREDIT-BAILLEUR
ARTICLE 34 LEVEE ANTICIPEE DE L'OPTION

CHAPITRE VIII- DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 35 PUBLICITE FONCIERE
ARTICLE 36 DOMICILE
ARTICLE 37 PUBLICITE COMPTABLE
ARTICLE 38 DECLARATIONS

CHAPITRE IX - INTERVENTION DE LA VILLE DE MONTPELLIER

ANNEXES



5/3
CT

CHAPITRE I - CONVENTIONS PRELIMINAIRES

ARTICLE 1 - CONDITIONS SUSPENSIVES

La totalité des conventions contenues au présent acte est conclue sous les conditions suspensives :

- de la signature de la convention tripartite comportant autorisation d'occupation du domaine public et transfert des constructions existantes au CREDIT-BAILLEUR à intervenir entre le CREDIT-BAILLEUR, le CREDIT-PRENEUR et la COLLECTIVITE.
- ~~de la signature d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée avec la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine et le CREDIT-PRENEUR portant sur la réalisation d'une extension du parc de stationnement public "EUROPA".~~
- de l'obtention d'un permis de construire un ensemble immobilier conforme à la désignation ci-après et de l'absence de recours contentieux des tiers ou de l'Administration contre le permis de construire, qui sera attesté tant par la production de constats d'affichage d'huissier en mairie et sur le terrain que par la délivrance d'une attestation d'absence de recours de la Mairie.
- de l'expiration du délai de recours contentieux des tiers ou de la Préfecture dans le cadre de son contrôle de légalité à l'encontre de la délibération du Conseil Municipal en date du 29 juillet 1994 autorisant la signature de la convention tripartite et du contrat de crédit-bail ; le tout attesté par la délivrance d'une attestation d'absence de recours de la Mairie de MONTPELLIER, établi 15 jours après l'expiration du délai imparti au Préfet pour exercer son contrôle de légalité.
- de l'expiration du délai de recours contentieux des tiers ou de la Préfecture dans le cadre de son contrôle de légalité à l'encontre de la convention tripartite comme à l'encontre du présent contrat de crédit -bail ; le tout attesté par la délivrance d'une attestation d'absence de recours de la Mairie de MONTPELLIER, établi 15 jours après l'expiration du délai imparti au Préfet pour exercer son contrôle de légalité.

Etant entendu que la non réalisation de ces conditions suspensives ci-dessus suffira à empêcher la prise d'effet du présent contrat.

La réalisation de ces conditions suspensives devra intervenir au plus tard le 15 décembre 1994.

A l'issue de ce délai, en cas de non-réalisation de ces conditions et sauf accord contraire entre les parties, le présent contrat sera considéré comme nul et non avenue.

ARTICLE 2 - CONDITION RESOLUTOIRE AVANT L'ENTREE EN LOYERS.

La totalité des conventions contenues au présent acte est conclue sous la condition résolutoire de la non-obtention du transfert au profit du CREDIT- BAILLEUR du bénéfice du permis de construire au plus tard le 15 Mars 1995.

Le défaut d'obtention de ce transfert de permis entraînera si bon semble au CREDIT-BAILLEUR la résolution de plein droit de la totalité des présentes conventions.

Dans ce cas, la résolution des présentes interviendra de plein droit et sans formalité judiciaire deux mois après mise en demeure restée sans effet par lettre recommandée précisant la nature du manquement.

Dans l'hypothèse où les présentes conventions viendraient à être résolues en application de la condition résolutoire visée à l'article ci-dessus :

- La totalité des loyers, préloyers, commissions d'engagement ou autres charges financières quelconques stipulées à la charge du CREDIT-PRENEUR, échu à la date de résolution, effectivement payée ou due par le CREDIT-PRENEUR, demeurera acquise au CREDIT-BAILLEUR qui ne sera tenu à aucune restitution, même partielle.
- La totalité des frais, droits et honoraires, notamment ceux afférents au présent contrat, ainsi que toutes avances ou autres dépenses quelconques supportées ou engagées par le CREDIT-PRENEUR au titre de la présente opération, pour son propre compte ou pour le compte du CREDIT-BAILLEUR, demeurera effectivement à sa charge sans aucun recours ni répétition contre le CREDIT-BAILLEUR.
- Le CREDIT-PRENEUR sera tenu de reprendre les engagements contractés par le CREDIT-BAILLEUR et de lui rembourser l'intégralité des sommes en principal et tous accessoires (y compris, le cas échéant, la taxe sur la valeur ajoutée) que le CREDIT-BAILLEUR aura effectivement déboursés ou qu'il se sera obligé à payer à quelque titre que ce soit pour la réalisation de la présente opération augmentée d'une somme égale à 1 % du montant total de l'investissement indiqué à l'article 3.1.
- Enfin, le CREDIT-PRENEUR sera tenu de régler au CREDIT- BAILLEUR toutes indemnités que ce dernier pourrait être appelé à payer ou devoir à tout créancier, en particulier toutes indemnités de remboursement anticipé ou d'annulation de prêts qui lui auront été accordées au titre de la présente opération.
- Le paiement ou le remboursement des sommes dues au CREDIT- BAILLEUR par le CREDIT-PRENEUR devra être effectué à la date à laquelle la résolution sera effective et tout retard dans le paiement de ces sommes entraînera l'exigibilité des intérêts de retard calculés sur la base du taux légal en vigueur.
- Observation étant ici faite que les conditions résolutives étant stipulées en sa faveur, le CREDIT- BAILLEUR se réserve la faculté d'y renoncer temporairement en prolongeant les délais fixés.
- Cette renonciation pourra être subordonnée à l'acceptation par le CREDIT-PRENEUR de la révision des conditions financières du crédit-bail, en fonction notamment du taux de l'argent de l'époque.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DU CREDIT-BAILLEUR

3.1 Engagement de financement

Le CREDIT-BAILLEUR a accepté de financer l'investissement projeté suivant la technique du crédit-bail, sous réserve toutefois que le montant de son financement ne soit pas supérieur à la somme hors taxes sur la valeur ajoutée de 58.000.000,00 Francs.

Dans cette limite, les parties conviennent que :

- le CREDIT-BAILLEUR conclura une convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public portant sur le terrain d'assiette des constructions constitué par un lot de volume.
- le CREDIT-PRENEUR transférera au CREDIT-BAILLEUR en accord avec la Commune de MONTPELLIER les constructions existantes portant sur 280 emplacements de stationnement moyennant règlement d'une somme de 27.500.000 Frs H.T ainsi que les travaux correspondants à 200 emplacements de stationnement pour un prix H.T. de 20.780.000 Frs.
- le CREDIT-BAILLEUR fera exécuter les travaux de construction dans le cadre d'une Maîtrise d'Ouvrage Déléguée conférée à la S.E.R.M. en accord avec le CREDIT-PRENEUR.
- le CREDIT-BAILLEUR donnera les constructions en crédit-bail au CREDIT-PRENEUR.

3.2 Dépassement de l'assiette

Aucun dépassement de l'assiette ci-dessus définie ne pourra être exigé du CREDIT-BAILLEUR, même pour le cas où celle-ci apparaîtrait, pour quelque motif que ce soit, insuffisante pour la réalisation de la présente opération.

Tout dépassement, qui pourrait être constaté, sera supporté par le CREDIT-PRENEUR qui en fera dans tous les cas son affaire personnelle, à ses frais, risques et périls exclusifs, sans recours contre le CREDIT-BAILLEUR, même lorsque ce dépassement résultera de tous travaux modificatifs ou supplémentaires imposés par l'administration pour la délivrance des autorisations éventuellement nécessaires.

3.3 Convention d'occupation temporaire du domaine public

Le CREDIT-BAILLEUR signera une convention tripartite conforme à l'annexe 6 ci-après emportant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de la VILLE DE MONTPELLIER portant sur un volume de l'ensemble EUROPA tel qu'il sera défini à l'état de division volumétrique établi par Maître GRASSET, notaire et le Cabinet SIRAGUSA, géomètre-expert sis à MONTPELLIER ZAC ANTIGONE entre la rue Poséidon et rue de l'Acropole pour une durée de 40 ans et à titre gratuit.

Le CREDIT-PRENEUR ayant lui-même choisi le lot de volume dont s'agit, compte tenu de sa situation et de ses caractéristiques, son occupation temporaire par le CREDIT-BAILLEUR ne saurait en aucun cas entraîner ce dernier à assumer des risques pouvant résulter des vices du sol et du sous-sol, comme de toutes servitudes ou empêchements de nature légale ou conventionnelle, se révélant même postérieurement à la signature de la convention.

Le présent engagement du CREDIT-BAILLEUR est soumis aux conditions suivantes :

- absence de mesures indépendantes de la volonté du CREDIT- BAILLEUR telles que, notamment, mesures d'urbanisme, procédure relative aux biens objet de la convention d'occupation temporaire, droit de nature à empêcher la réalisation ou à restreindre les droits de propriété ou de jouissance de l'occupant.
- justification par le concédant de l'absence de droits locatifs ou d'occupation sur les biens objet de la convention d'occupation temporaire.
- reconnaissance à l'occupant d'un droit de propriété sur les biens financés pendant toute la durée du crédit-bail.
- engagement de la collectivité, en cas de rupture anticipée du contrat de concession pour quelque cause que ce soit ou de déchéance du concessionnaire de mettre en oeuvre l'une des solutions suivantes :
 - . lever l'option d'achat anticipée aux conditions du crédit-bail,
 - . succéder dans le loyer de crédit-bail,
 - . substituer un nouvel exploitant dans le contrat de crédit-bail avec l'accord du CREDIT-BAILLEUR.
- engagement de la collectivité en cas de défaillance du CREDIT-PRENEUR dans l'exécution de ses obligations au titre du crédit-bail de mettre en oeuvre l'une des solutions énoncées ci-dessus.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DU CREDIT-PRENEUR

4.1 Reprise des constructions existantes

Le CREDIT-PRENEUR s'oblige à remettre au CREDIT-BAILLEUR un jeu complet du permis de construire relatif auxdites constructions réalisées (480 emplacements de stationnement sises dans un espace clos, sans entrée ni sortie véhicules) accompagné des documents suivants :

- L'état des lieux établi contradictoirement avec la ville de MONTPELLIER.
- Police d'assurances dommages-ouvrages et responsabilité décennale souscrites ;
- Plans des ouvrages exécutés ;

4.1 BIS Réalisation de travaux d'extension - Délégation de maîtrise d'ouvrage

Le CREDIT-BAILLEUR délèguera à la S.E.R.M la maîtrise d'ouvrage par une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée qui sera régularisée avec la participation de la S.M.T.U., agissant en qualité de futur utilisateur des locaux.

La S.E.R.M. mènera à bien la réalisation du programme des travaux, conformément aux plans et devis demeurant en annexes, en animant, dirigeant, coordonnant et surveillant jusqu'à leur achèvement, toutes les opérations nécessaires à cette réalisation.

Dans ces conditions, le CREDIT-PRENEUR ayant accepté expressément le principe de la délégation de la maîtrise d'ouvrage à la S.E.R.M. décharge donc le CREDIT- BAILLEUR de toute responsabilité, tant à son égard qu'à l'égard des tiers et de l'Administration, notamment pour tous vices de construction apparents et cachés, malfaçons, non conformité des travaux aux plans et projets, infraction aux règlements et textes légaux, ou dépassements des délais, ainsi que pour tous accidents causés aux tiers du fait de l'opération de construction ; le CREDIT-PRENEUR exercera personnellement et à ses frais, tous recours éventuels contre les architectes, Maître d'Oeuvre, bureaux d'études ou de contrôle, entreprise ou autres qui auront été choisis.

Le CREDIT-PRENEUR garantit expressément au CREDIT-BAILLEUR le remboursement de toutes sommes y compris de toutes amendes ou pénalités que ce dernier pourrait être amené à verser en raison d'une responsabilité quelconque faisant l'objet de la présente exonération.

De son côté, le CREDIT-BAILLEUR reconnaît que, pendant la durée de l'opération, son rôle se borne, bien que juridiquement propriétaire des biens, à assurer dans les limites arrêtées entre les parties et sous réserve que le CREDIT-PRENEUR remplisse exactement ses obligations contractuelles, le financement des biens tels que construits ou vendus.

Dans le cadre du mandat, le Maître d'Ouvrage Délégué a d'ores et déjà désigné un Maître d'Oeuvre répondant aux qualifications et références estimées nécessaires pour le type et l'importance des travaux envisagés.

Le contrat de maîtrise d'oeuvre comportera l'engagement par le Maître d'Oeuvre de justifier avant l'ouverture du chantier de la souscription par lui-même et les entreprises avec lesquelles seront passés les marchés de travaux, des polices d'assurances ayant pour objet de garantir leurs responsabilités civiles contractuelles et quasi délictuelles et notamment les risques résultant de la mise en jeu de la responsabilité visées par les articles 1792 et 2270 du Code Civil, ainsi que la souscription d'une assurance Responsabilité Civile Exploitation et Professionnelle. Le CREDIT-BAILLEUR subordonne ses décaissements au titre du programme de travaux à l'accomplissement des obligations ci- dessus.

Les travaux de construction à effectuer devront être contrôlés au cours de la phase de conception et en cours d'exécution, par un contrôleur technique agréé, en application des dispositions du Code de la Construction. A cette fin, le CREDIT-BAILLEUR donnera mandat à la S.E.R.M. d'accomplir, sous sa seule responsabilité, les formalités nécessaires auprès du bureau de contrôle de son choix. La S.E.R.M. exigera du contrôleur technique, qu'il soit assuré conformément aux dispositions de l'article L 241-1 du Code des Assurances.

Au cas où, par suite de non-respect d'une quelconque des obligations ci-dessus, le CREDIT-BAILLEUR viendrait à être poursuivi ou inquiété de quelque manière que ce soit, le CREDIT-PRENEUR devra lui rembourser le montant de toute condamnation et d'une manière générale de toute conséquence pécuniaire (y compris les frais et honoraires éventuels) qui pourrait être mis à la charge du CREDIT-BAILLEUR.

4.2 Souscription des assurances au titre de l'extension à réaliser

En vue de satisfaire aux prescriptions édictées par la loi n° 78-12 du 04.01.1978, la SERM, agissant tant pour son compte que pour celui du maître d'ouvrage, souscrira auprès de ses assureurs, avant l'ouverture du chantier :

- une police Dommages-Ouvrages (article L 242-1 du Code des Assurances) garantissant le paiement des travaux de réparations des dommages pouvant survenir à l'immeuble du fait des travaux.
- une police Responsabilité Constructeur non Réalisateur (article L 241-1 et L 241-2 du Code des Assurances) pour la garantie de la responsabilité visée aux articles 1792- 1 à 1792-4 du Code Civil).

La SERM souscrira également :

- une police "Tous Risques Chantiers" pour le compte de tous les intervenants à la construction et de maître d'ouvrage délégué en garantie des dommages accidentels pouvant survenir pendant l'exécution des travaux de construction et pendant une période de maintenance de douze mois après réception.
- une police "Responsabilité Civile" du fait des travaux en garantie des réclamations qui pourraient être élevées par des tiers lésés à l'encontre du CREDIT-BAILLEUR, maître d'ouvrage et de la S.E.R.M., maître d'ouvrage délégué.

Il sera fait obligation à la S.E.R.M. de s'engager à permettre aux assureurs d'effectuer à tout moment, toute vérification des risques nécessaires à l'élaboration et au suivi des polices d'assurances ci-dessus énoncées et leur communiquera sans réticence tous documents et éléments nécessaires.

Les primes afférentes à l'ensemble des polices et les honoraires du bureau de contrôle technique seront supportés par le CREDIT-PRENEUR et incluses dans l'assiette du crédit-bail.

Le CREDIT-PRENEUR s'engage à accepter toutes révisions des primes si elles devaient avoir lieu, soit par suite du jeu des clauses d'indexation, soit par suite d'un ajustement des polices aux risques constitués.

Le CREDIT-PRENEUR comme la S.E.R.M. devront déclarer immédiatement au CREDIT-BAILLEUR et à ses assureurs tout sinistre, quelle qu'en soit l'importance, même s'il n'en résulte pas de dégât apparent.

En cas de sinistre, le CREDIT-BAILLEUR encaissera les indemnités versées par les assureurs qui seront affectées à la reconstruction des ouvrages sinistrés. Si les indemnités versées en cas de sinistre étaient insuffisantes pour couvrir la remise en état à l'identique des constructions, le CREDIT- PRENEUR sera tenu de fournir personnellement et immédiatement les fonds nécessaires à cette remise en état à l'identique sans recours contre le CREDIT-BAILLEUR. Il en ira de même en cas d'insuffisance d'assurance résultant d'une non déclaration de risque.

La S.E.R.M. et le CREDIT-PRENEUR devront vérifier l'étendue et la validité des polices d'assurances souscrites par les différents intervenants à la construction et notamment par les architectes, bureaux d'études, contrôleurs techniques, entrepreneurs : polices de responsabilité civile professionnelle, de responsabilité décennale et biennale.

4.3 Réception des travaux

La convention de maîtrise d'ouvrage déléguée comportera obligation pour la S.E.R.M. à l'égard du CREDIT-BAILLEUR d'achever les travaux au plus tard le 1er Octobre 1995.

L'achèvement des travaux de construction sera constaté, à l'initiative du maître d'ouvrage délégué, par un procès-verbal de réception établi contradictoirement et signé par la S.E.R.M., le CREDIT- PRENEUR, le Maître d'Oeuvre et tous les prestataires et entreprises ayant participé à l'acte de construire.

Le CREDIT-BAILLEUR sera invité à cette réception par lettre recommandée avec accusé de réception et y assistera si bon lui semble. Le CREDIT-PRENEUR ne pourra formuler aucun grief à l'encontre du CREDIT-BAILLEUR du fait du non exercice de cette simple faculté stipulée dans le seul intérêt du CREDIT- BAILLEUR.

4.4 Déclaration d'achèvement des travaux

Il sera fait obligation dans la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la S.E.R.M. de souscrire dans les délais et formes prescrits par la réglementation en vigueur, la déclaration d'achèvement des travaux des constructions dont un exemplaire est adressé au CREDIT-BAILLEUR.

4.5 Certificat de conformité

La S.E.R.M., en sa qualité de maître d'ouvrage délégué, se verra dans l'obligation d'obtenir le certificat de conformité prévu par la réglementation sur le permis de construire et au besoin à supporter le coût de tous travaux rendus nécessaires pour l'obtention dudit certificat de conformité, le tout à ses frais, risques et périls exclusifs.

La S.E.R.M. devra notifier par lettre recommandée avec accusé de réception au CREDIT-BAILLEUR l'obtention du certificat de conformité dans un délai maximum de 2 ans à compter de la réception des travaux.

4.6 Règlement des travaux

En sa qualité de futur utilisateur des travaux à réaliser, le CREDIT-PRENEUR contrôle les factures, situations et notes des entreprises intervenant sur le chantier. Ce même contrôle devra être effectué par la S.E.R.M. en sa qualité de maître d'ouvrage délégué.

Dans la limite du devis quantitatif des constructions joint en annexe 2, la SERM, maître d'ouvrage délégué, effectuera directement entre les mains des sous-traitants, au nom et pour le compte de CINERGIE, le paiement des factures, situations et notes. Toutefois, ces règlements ne pourront être effectués par le maître d'ouvrage délégué qu'au vu de factures, situations, et notes d'honoraires comportant obligatoirement les visas tant du Maître d'Oeuvre que du CREDIT-PRENEUR attestant de l'exécution matérielle des travaux.

La SERM adressera mensuellement un bordereau récapitulatif des factures, notes et situations des entreprises réglées au nom et pour le compte de CINERGIE, accompagné de sa facture de remboursement faisant apparaître le montant H.T. et la T.V.A. dus. CINERGIE s'oblige à procéder au règlement dans un délai de 10 jours à compter de la réception de l'ensemble des documents requis.

Les retenues de garanties et notamment les cautions bancaires délivrées dans le cadre de la loi n° 71.584 du 16 juillet 1971 réglementant les retenues de garanties en matière de marchés privés seront établies au profit du CREDIT-BAILLEUR ou de son maître d'ouvrage délégué, la présente clause ne pouvant en aucun cas être interprétée comme modifiant les dispositions qui précèdent.

La S.E.R.M. s'obligera à fournir au CREDIT-BAILLEUR dans les trois mois à dater de la réception de la construction les décomptes définitifs des divers entrepreneurs, prestataires de services ou autres.

4.7 Préloyers sur règlements

Le CREDIT-PRENEUR s'oblige à payer au CREDIT-BAILLEUR un préloyer calculé en fonction des sommes réglées par le CREDIT-BAILLEUR en vue de la présente opération de crédit-bail faisant l'objet du présent contrat de crédit-bail, ainsi que de tous autres frais ou encore au titre des travaux de construction hors taxes à la valeur ajoutée.

Les préloyers sont calculés, prorata temporis, aux taux dit T M M majoré de 0,90 point (zéro virgule quatre vingt dix point) sur le montant total des sommes hors TVA réglées par le CREDIT-BAILLEUR au titre de l'investissement.

Le taux retenu sera chaque mois celui du mois considéré.

Ces préloyers, calculés mensuellement, sont payables trimestriellement le dernier jour de chaque trimestre civil, à compter du premier règlement jusqu'au jour de l'entrée en loyers.

Ils seront majorés de la TVA au taux en vigueur lors de chaque échéance.

4.8 Préloyers sur TVA

Le CREDIT-BAILLEUR fera toutes formalités et entreprendra toutes démarches nécessaires pour obtenir de l'administration le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée sur immobilisations dans les meilleurs délais.

Jusqu'au jour du remboursement effectif, le CREDIT-PRENEUR sera tenu de payer au CREDIT-BAILLEUR des intérêts calculés au taux dit T M M majoré de 0,90 point (zéro virgule quatre vingt dix point) sur le montant du crédit à la taxe à la valeur ajoutée non encore récupérée par le CREDIT-BAILLEUR sur une durée forfaitaire de 3 mois.

Le taux retenu sera chaque mois celui du mois considéré.

A compter du premier règlement, jusqu'à la date d'entrée en loyers, ces intérêts seront qualifiés de préloyers sur TVA.

Ces préloyers, calculés mensuellement, seront payables trimestriellement le dernier jour de chaque trimestre civil. Ils seront majorés de la taxe à la valeur ajoutée au taux en vigueur lors de chaque échéance.

4.9 Paiement des préloyers

Les sommes dues par le CREDIT-PRENEUR au CREDIT-BAILLEUR au titre des préloyers seront prélevées par le CREDIT-BAILLEUR sur le compte bancaire du CREDIT-PRENEUR tel que déterminé à l'article 31.

Le CREDIT-BAILLEUR adressera au CREDIT-PRENEUR, dix jours à l'avance, un avis d'échéance, l'informant du montant des préloyers et de la taxe sur la valeur ajoutée y afférente et de la date du prélèvement identique à celle de l'exigibilité de la créance.

Toutefois, par dérogation à ce qui vient d'être dit, les préloyers calculés au titre des articles 4.7, 4.8 ainsi que les loyers complémentaires visés à l'article 18.2.1 pourront être capitalisés et inclus à l'assiette du crédit-bail sous réserve du non dépassement du montant maximal des investissements tel qu'il est stipulé à l'article 3.1 et ce dans la limite de 3.000.000,00 francs hors taxes sur la valeur ajoutée. Le CREDIT-PRENEUR devra en exprimer la demande par lettre recommandée avec accusé de réception adressée ou remise au CREDIT-BAILLEUR à chaque facturation de préloyers dans les cinq jours.

ARTICLE 5 - INEXECUTION PENDANT LA PERIODE ANTERIEURE A L'ENTREE EN LOYERS

5.1 Clause résolutoire

En cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations mises à la charge du CREDIT-PRENEUR par les conventions qui précèdent, le présent contrat sera résolu de plein droit dans toutes ses dispositions, si bon semble au CREDIT-BAILLEUR, et sans aucune formalité judiciaire, un mois après la notification au CREDIT-PRENEUR d'un commandement de payer ou d'une mise en demeure, resté totalement ou en partie sans effet, et contenant déclaration par le CREDIT-BAILLEUR de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, étant précisé que toute offre de paiement ou d'exécution faite après l'expiration du délai d'un mois restera sans effet.

Il en sera ainsi notamment :

- au cas où, pour quelque motif que ce soit, technique, juridique, administratif ou autre, indépendant de la volonté du CREDIT-BAILLEUR, les constructions ne pourraient pas être achevées dans le délai fixé à l'article 4 - 3. ci-dessus et la réception prononcée dans les conditions fixées à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.
- à défaut de paiement à son échéance de tous préloyers, à l'exception de leur capitalisation à l'assiette de crédit-bail dans les conditions de l'article 4.9, et autres charges financières dus par le CREDIT-PRENEUR au CREDIT-BAILLEUR pendant la période précédant le prise d'effet du crédit-bail.

5.2 Indemnité

En cas de résolution du présent contrat dans les conditions ci-dessus prévues, le CREDIT-PRENEUR sera redevable à l'égard du CREDIT-BAILLEUR, de plein droit et sans aucune formalité à l'expiration du délai d'un mois après la notification prévue ci-dessus sous l'article 5.1 du présent article, d'une indemnité égale à la somme des éléments suivants :

- montant des sommes déboursées par le CREDIT-BAILLEUR, à quelque titre que ce soit, pour la réalisation des travaux de construction, achevés ou non, exécutés au jour de la résolution.
- une pénalité pour frais initiaux égale à UN POUR CENT (1%) du montant global total de l'investissement.

CHAPITRE II - CREDIT-BAIL

Il est ici précisé par les parties que les conventions stipulées au présent contrat et dans toutes ses annexes forment un ensemble indivisible et que les parties n'auraient pas accepté de contracter si une ou plusieurs clauses étaient analysées séparément, le crédit-bail ayant pour objet de permettre au CREDIT-PRENEUR d'acquérir à terme les biens objet du contrat et ce à sa seule volonté ; en contrepartie de cette faculté qui lui est conféré d'acquérir les biens objet du contrat, le CREDIT-PRENEUR s'obligera ci-après à faire des versements échelonnés pendant toute la durée du contrat.

En conséquence, ce contrat conclu dans le cadre de la loi du 15 juillet 1980 et de l'article 87 de la loi du 30 décembre 1986 se trouve de ce fait hors du champ d'application du statut des baux commerciaux.

ARTICLE 6 - CREDIT-BAIL

Par ces présentes, le CREDIT-BAILLEUR donne en crédit-bail au CREDIT-PRENEUR qui accepte, les biens dont la désignation résulte des plans et de la notice descriptive jointe en annexe.

ARTICLE 7 - DESIGNATION

Un ensemble immobilier à usage de parc de stationnement public souterrain, ainsi qu'il résulte de la notice descriptive et des plans joints en annexe.

Le tout édifié dans un volume de l'ensemble EUROPA tel qu'il sera défini à l'état de division volumétrique établi par Maître GRASSET et le Cabinet SIRAGUSA, géomètre-expert, sis à ANTIGONE MONTPELLIER (34) entre les rues Poséidon et de l'Acropole.

Tel que ledit immeuble existera, s'étendra et comportera après achèvement des constructions, avec toutes ses aisances et dépendances sans aucune exception ni réserve.

ARTICLE 8 - DUREE

Le présent crédit-bail est consenti et accepté pour une durée de 15 ans.

Cette durée commencera à courir à compter du jour de la réception des travaux avec ou sans réserves, et au plus tard le 1er octobre 1995.

ARTICLE 9 - ENTREE EN JOUISSANCE - ETAT DES LIEUX

L'entrée en jouissance des biens par le CREDIT-PRENEUR aura lieu à la date de réception des travaux avec ou sans réserves, telle qu'indiquée ci-dessus, savoir au plus tard le 1er octobre 1995.

Cette date d'entrée en jouissance emportera entrée en loyers et prise d'effet du présent crédit-bail.

Le CREDIT-PRENEUR prendra possession de l'immeuble après accord préalable du CREDIT-BAILLEUR aussitôt après la signature du procès-verbal de réception des travaux de construction et de remise des clés.

Toute entrée dans les lieux à une date antérieure sans autorisation préalable du CREDIT-BAILLEUR ne confèrera aucun droit et notamment au maintien dans les lieux.

De convention expresse entre les parties, il ne sera pas établi d'état des lieux lors de l'entrée en jouissance. La signature du procès-verbal de réception des travaux de construction et de remise des clés par le CREDIT-PRENEUR emportera de plein droit de sa part reconnaissance de la conformité des constructions avec les plans et devis.

En conséquence, le CREDIT-PRENEUR prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de l'entrée en jouissance : il ne pourra élever aucune réclamation à cet égard à l'encontre du CREDIT-BAILLEUR et s'interdit d'exercer contre celui-ci aucun recours à raison de malfaçons, vices ou défauts apparents ou cachés, quand bien même ils empêcheraient l'usage des locaux donnés en crédit-bail.

CHAPITRE III - CONDITIONS DE JOUISSANCE DES LOCAUX

Le présent crédit-bail est consenti et accepté sous les charges et conditions stipulées ci-après que le CREDIT-PRENEUR s'oblige à exécuter et accomplir sous peine des sanctions stipulées à l'article 23 ci-dessous.

ARTICLE 10 - CONDITIONS D'OCCUPATION DES LOCAUX

10.1 Affectation des locaux

Les locaux seront affectés à usage de parkings souterrains et locaux techniques.

Le CREDIT-PRENEUR devra leur conserver cette même destination pendant toute la durée du crédit-bail et s'interdit, même temporairement, de les affecter à un autre usage.

10.2 Autorisation d'exploitation

Préalablement à toute exploitation, le CREDIT-PRENEUR devra obtenir les autorisations administratives et autres éventuellement nécessaires à l'exercice de son activité dans les locaux donnés en Crédit-Bail.

Il justifiera au CREDIT-BAILLEUR en tant que de besoin, de l'obtention de tout procès-verbal d'autorisation d'ouverture délivré par la Mairie et, s'il y a lieu, la Commission Départementale de Sécurité.

10.3 Jouissance des locaux

- 1) Le CREDIT-PRENEUR devra jouir des locaux en bon administrateur d'une manière paisible et continu, conformément à leur destination et s'oblige à exercer son activité en respectant toutes les obligations administratives ou autres, règlementant, le cas échéant, l'exercice de cette activité.

Il se conformera notamment à toutes prescriptions, règlements et ordonnances en ce qui concerne la voirie, la salubrité, l'hygiène, la police, la protection de l'environnement et supportera le coût de tous travaux, modifications ou aménagements ordonnés par les autorités administratives.

Il se conformera également aux prescriptions de tous cahiers des charges de lotissement ou autre, de copropriété.

- 2) Le CREDIT-PRENEUR s'engage à ne rien faire ni laisser faire dans les locaux donnés en crédit-bail, qui puisse nuire à l'ordre, à l'aspect, à la propreté de l'immeuble ou à la tranquillité ou à la jouissance paisible des autres occupants ou des voisins de l'immeuble.
- 3) Le CREDIT-PRENEUR s'interdit d'exercer contre le CREDIT- BAILLEUR aucun recours ni réclamation pour troubles ou privations de jouissance quelle qu'en soit la cause. Il procédera, le cas échéant, sous son entière responsabilité à toute intervention nécessaire auprès des tiers pour faire cesser ces troubles.
- 4) Le CREDIT-PRENEUR ne pourra faire ni laisser procéder dans les locaux données en crédit-bail aucune vente publique de meubles et ne laissera introduire aucune substance dangereuse ou nuisible dans des conditions en contravention avec les lois et règlements en vigueur.

10.4 Règles de sécurité

- 1) La sécurité des personnes et des biens du fait des locaux, objet du présent Crédit-Bail et de leur utilisation incombe au CREDIT-PRENEUR qui s'y oblige.
- 2) Afin de prévenir les risques d'incendie et de panique dans les locaux donnés en Crédit-bail, notamment lorsque ceux-ci sont utilisés dans le cadre d'un établissement soumis à la réglementation relative aux établissements recevant du public, le CREDIT-PRENEUR, outre le respect des obligations légales et réglementaires qui lui incombent, devra mettre en place un système de contrôle général de la sécurité desdits locaux, satisfaisant si besoin est, aux dispositions des articles R 123-1 à R 123- 55 du Code de la construction et de l'habitation. Il devra pour ce faire, agissant tant pour son compte que pour celui du CREDIT-BAILLEUR, souscrire à ses frais auprès d'un organisme agréé un abonnement pour des visites périodiques de contrôle. Une copie de chaque rapport de visite établi par l'organisme de contrôle choisi par le CREDIT-PRENEUR devra être adressée au CREDIT-BAILLEUR par ledit organisme.

Les vérifications effectuées à ce titre devront porter sur l'ensemble des bâtiments, aménagements, installations, et équipements soumis, à un titre quelconque, à la réglementation sur la sécurité des personnes et des biens.

- 3) Afin de vérifier les dispositions mises en oeuvre par le CREDIT-PRENEUR en matière de sécurité, le CREDIT-BAILLEUR pourra à tout moment faire effectuer aux frais du CREDIT- PRENEUR par un organisme spécialisé, le contrôle de la sécurité des locaux et de leurs aménagements contre les risques d'incendie et de panique.
- 4) Le coût d'intervention des organismes de contrôle sera toujours à la charge du CREDIT-PRENEUR, ainsi qu'il résulte d'ailleurs des dispositions relatives aux charges du présent crédit-bail.

10.5 Servitudes

Le CREDIT-PRENEUR supportera toutes les servitudes de toute nature, y compris administratives, qu'elles soient apparentes ou occultes, continues ou discontinues, actives ou passives, qui pourraient grever l'immeuble donné en Crédit-bail, le tout à ses frais, risques et périls exclusifs, sans recours ni répétition, contre le CREDIT-BAILLEUR en réduction des loyers ou autres charges financières du crédit-Bail.

Il en sera de même en ce qui concerne tous règlements susceptibles de modifier ou de restreindre les possibilités, la distribution ou la consistance des locaux.

10.6 Abonnements

Le CREDIT-PRENEUR fera son affaire personnelle de tous abonnements d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone ou autres qui sont à sa charge et à ses frais.

Il ne pourra exercer aucun recours contre le CREDIT-BAILLEUR en cas d'arrêt dans la distribution de ces services pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 11 - TRAVAUX

1) Entretien et réparations

- a) Le CREDIT-PRENEUR s'oblige à maintenir les lieux donnés en Crédit-Bail en bon état d'entretien et de réparations locatives ou autres (telles que notamment les réparations et réfections des clôtures, portes, fenêtres, parquets, plafonds, serrures, éléments d'équipement, toilettes, etc...).

Il devra les rendre en fin de Crédit-bail en bon état de réparations et propres à leur destination, s'il n'en devenait pas propriétaire dans les conditions prévues ci- après.

- b) le CREDIT-PRENEUR exécutera en outre, à ses frais, risques et périls exclusifs sans recours ni répétition contre le CREDIT-BAILLEUR, toutes les grosses réparations qui deviendraient nécessaires en cours de Crédit-Bail, mêmes celles habituellement laissées à la charge des propriétaires, prévues à l'article 606 du Code civil et toutes réparations quelconques qui s'avèreraient nécessaires par suite de vices, défauts et malfaçons dans la construction, qu'ils soient apparents ou cachés et alors même qu'aucun signe extérieur n'aurait révélé la nécessité de les entreprendre. De même, il exécutera à ses frais, sans pouvoir en demander le remboursement au CREDIT-BAILLEUR, tous travaux qui seraient imposés par toutes dispositions législatives ou réglementaires.

En conséquence, le CREDIT-PRENEUR ne pourra pas prétendre au bénéfice des dispositions de l'article 1724, alinéa 2 du Code Civil.

Le CREDIT-PRENEUR s'oblige à dénoncer au CREDIT-BAILLEUR dans le mois de leur constatation tous défauts ou vices qu'il décèlerait dans la construction. Cette dénonciation devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au CREDIT-BAILLEUR à son siège social. Le CREDIT-PRENEUR s'oblige à les réparer conformément à ce qui est dit au présent article.

Le CREDIT-PRENEUR s'oblige à informer sans délai le CREDIT- BAILLEUR de toute action judiciaire qu'il entreprendra ainsi qu'à intenter toute action judiciaire qui sera jugée utile par le CREDIT-BAILLEUR.

Le coût de ces actions judiciaires sera supporté par le CREDIT-PRENEUR qui s'y oblige.

- c) Le CREDIT-PRENEUR supportera seul les charges financières de tous les travaux, quelle qu'en soit leur nature, qu'il sera tenu d'effectuer. Il ne pourra en aucun cas opérer une compensation de leur coût avec les sommes qu'il devrait au CREDIT-BAILLEUR à un autre titre.

- d) A défaut d'exécution par le CREDIT-PRENEUR des réparations ou des travaux mis à sa charge ci-dessus, le CREDIT-BAILLEUR, sans pour autant renoncer au bénéfice de la clause résolutoire prévue ci-après, pourra après la mise en demeure par acte extra-judiciaire, se substituer au CREDIT-PRENEUR et faire réaliser aux frais de ce dernier, les réparations ou travaux devenus nécessaires.

Les sommes acquittées à ce titre par le CREDIT-BAILLEUR seront immédiatement exigibles du CREDIT-PRENEUR et devront être remboursées sans délai, en principal et tous accessoires, y compris la taxe sur la valeur ajoutée, majorées d'intérêts calculés au taux moyen mensuel du marché monétaire majoré de 3 points, prorata temporis depuis la date de déboursé par le CREDIT-BAILLEUR jusqu'à celle du remboursement au CREDIT-BAILLEUR, sous peine d'application de la clause résolutoire.

- e) Le CREDIT-PRENEUR ne pourra jamais exiger du CREDIT-BAILLEUR pendant le cours du crédit-bail qu'il entreprenne ou prenne en charge des travaux, aménagements ou réparations quelconques.
- f) Dans tous les cas, le CREDIT-PRENEUR restera seul responsable des conséquences qui pourraient résulter de la non exécution à bonne date des travaux ou réparations lui incombant.

2) Travaux

a) *Equipement - installation*

Le CREDIT-PRENEUR pourra effectuer à ses frais, dans les lieux donnés à crédit-bail tous travaux d'équipement et d'installation qui lui paraîtront nécessaires à la condition que ces travaux ne nuisent pas à la solidité de l'immeuble et n'en diminuent pas la valeur, et sous réserve qu'ils soient exécutés après obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires et en conformité avec celles-ci.

b) *Changement de distribution*

Tous les projets de travaux comportant changement de distribution, démolition ou percements de murs, de poutres ou de planches, devront faire l'objet d'une notification préalable et écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au CREDIT-BAILLEUR, qui disposera d'un délai de 3 semaines pour y donner suite. Passé ce délai, les travaux envisagés seront réputés avoir reçu l'accord du CREDIT-BAILLEUR. Les travaux ainsi autorisés devront être exécutés aux frais, risques et périls exclusifs du CREDIT-PRENEUR, sans recours ni répétition contre le CREDIT-BAILLEUR.

c) *Adjonctions - Agrandissement - Extension*

Le CREDIT-PRENEUR pourra, sous réserve d'une notification préalable et écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au CREDIT-BAILLEUR, l'informant d'un projet d'adjonctions, d'agrandissement ou d'extension, et à laquelle il ne donnerait aucune suite dans un délai de 3 semaines, réaliser dans les locaux donnés en crédit-bail, et dans la limite des autorisations administratives éventuellement nécessaires, tous agrandissements, extensions ou surélévations qui lui paraîtront nécessaires.

Ces travaux devront être exécutés aux frais, risques et périls exclusifs du CREDIT-PRENEUR.

3) Exécution et sort des travaux - Responsabilité du crédit- preneur

a) *Exécution des travaux*

Tous les travaux visés au présent article devront être réalisés par le CREDIT-PRENEUR sous la surveillance d'un maître d'oeuvre ou d'un bureau d'études techniques agréé par le CREDIT-BAILLEUR, dont les honoraires seront supportés par le CREDIT-PRENEUR, sans recours contre le CREDIT-BAILLEUR.

Tous les travaux ayant nécessité une autorisation du CREDIT- BAILLEUR devront donner lieu à une réception dont le procès- verbal sera signé par le CREDIT-PRENEUR qui en enverra une copie au CREDIT-BAILLEUR.

Le CREDIT-PRENEUR s'oblige à souscrire toutes polices d'assurances nécessaires auprès des assureurs du CREDIT- BAILLEUR et à supporter le coût de toutes primes.

Pour l'exécution des travaux et quelle qu'en soit la nature, la durée ou l'importance, le CREDIT-PRENEUR ne pourra prétendre à aucune indemnité ou réduction de loyer, ni même demander la résiliation du crédit-bail. Il renonce expressément à invoquer les dispositions de l'article 1724, alinéa 2, du Code Civil.

b) *Sort des travaux - Adjonctions - Embellissements*

Tous les travaux, embellissements, améliorations, installations et constructions quelconques, y compris, le cas échéant, ceux qui pourraient avoir été imposés par des dispositions législatives ou réglementaires, faites par le CREDIT-PRENEUR en cours de crédit-bail, demeureront la propriété du CREDIT-BAILLEUR.

Toutefois, le CREDIT-BAILLEUR renonce dès à présent au bénéfice des dispositions de l'article 555 du Code Civil pour le cas où le CREDIT-PRENEUR lèverait la promesse de vente.

4) Responsabilité du crédit-preneur

Le CREDIT-PRENEUR assumera seul toutes les conséquences financières ou fiscales que pourrait engendrer pour le CREDIT- BAILLEUR l'exécution des travaux, qu'ils aient été ou non autorisés par le CREDIT-BAILLEUR et même s'ils résultent d'une obligation légale ou réglementaire.

En conséquence, le CREDIT-PRENEUR s'oblige à rembourser au CREDIT-BAILLEUR le montant de tous les frais, impôts, taxes ou redressements fiscaux, primes d'assurances ou autres charges que le CREDIT-BAILLEUR supporterait du fait de l'exécution des travaux à la charge du CREDIT-PRENEUR.

ARTICLE 12 - VISITES DE SURVEILLANCE DES LOCAUX

Pendant toute la durée du crédit-bail, le CREDIT-PRENEUR devra laisser les représentants du CREDIT-BAILLEUR visiter les lieux donnés en crédit-bail à tout moment pour s'assurer de leur état et fournir à première demande du CREDIT-BAILLEUR, toutes les justifications utiles de la bonne exécution de l'ensemble des conditions du crédit-bail.

ARTICLE 13 - SOUS-LOCATION

Toute sous-location totale, partielle, temporaire ou précaire des locaux ne s'inscrivant pas dans le cadre normal de l'exploitation d'un parking souterrain, est expressément interdite au CREDIT-PRENEUR sous peine de l'application par le CREDIT-BAILLEUR de la clause résolutoire

ARTICLE 14 - CESSION DU DROIT AU CREDIT-BAIL

A l'exception des cas prévus aux articles 24 et 25 ci-après, le CREDIT-PRENEUR ne pourra ni céder, ni apporter son droit au crédit-bail, ni le donner en nantissement sans avoir obtenu au préalable l'accord exprès du CREDIT-BAILLEUR. Sous réserve des dispositions des articles 24 et 25 ci-après, le CREDIT-PRENEUR restera tenu solidairement avec son cessionnaire de l'exécution de toutes les obligations mises à sa charge par le contrat de crédit-bail.

De même, le CREDIT-BAILLEUR ne pourra céder à un tiers les biens objet du présent contrat de crédit-bail sans l'accord préalable et exprès du CREDIT-PRENEUR.

ARTICLE 15 - CONTROLE DE LA SITUATION FINANCIERE DU CREDIT-PRENEUR

Le CREDIT-PRENEUR communiquera à première demande pendant toute la durée du crédit-bail régulièrement au CREDIT-BAILLEUR une copie de ses comptes annuels.

ARTICLE 16 - CONTRIBUTIONS - IMPOTS ET TAXES - CHARGES ET REDEVANCES DIVERSES

Contributions

Le CREDIT-PRENEUR acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et autres et satisfera à toutes les charges de ville et de police auxquelles les locataires sont ordinairement tenus, de manière qu'aucun recours à ce sujet ne puisse être exercé à l'encontre du CREDIT-BAILLEUR. Il devra en justifier en fin de crédit-bail et à toutes réquisitions du CREDIT-BAILLEUR.

Impôts et taxes

Il s'engage en outre à rembourser au CREDIT-BAILLEUR ou à payer en son lieu et place, en sus des loyers et préloyers :

- 1) Tous impôts, taxes et contributions foncières ou autres de toute nature quelconque auxquels les locaux donnés à crédit-bail ou le crédit-bail lui-même pourraient être assujettis, ainsi que toutes taxes municipales, charges de ville ou d'Etat assises ou à asséoir sur lesdits locaux.
- 2) Tous impôts, taxes et redevances qui pourraient être créés ultérieurement sous quelque forme que ce soit en supplément ou en remplacement de ceux ci-dessus prévus quel qu'en soit le mode d'imposition.

- 3) Plus généralement, toutes charges quelconques de quelque nature qu'elles soient qui seraient ou pourraient devenir exigibles sur le crédit-bail ou les locaux donnés en crédit-bail, le tout de manière que le loyer ci-après fixé soit perçu par le CREDIT-BAILLEUR net de toutes charges réelles quelconques.

ARTICLE 17 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes seront supportés par le CREDIT-PRENEUR ainsi qu'il s'y oblige.

ARTICLE 18 - TVA

18.1 Assujettissement à la TVA

Les loyers seront assujettis à la TVA au taux en vigueur lors de la facturation.

18.2 TVA sur immobilisations

18.2.1 Loyers complémentaires

En ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée sur immobilisation et conformément aux dispositions du décret n° 72-102 du 4 février 1972, le CREDIT-BAILLEUR fera toutes formalités et toutes démarches nécessaires pour en obtenir le remboursement dans les plus brefs délais.

Mais dans l'attente de ce remboursement, le CREDIT-PRENEUR sera tenu de payer au CREDIT-BAILLEUR, en sus du loyer ci-après stipulé et à titre de loyer complémentaire, des intérêts calculés au taux dit TMM majorés de 0,90 point (zéro virgule quatre vingt dix point) sur le montant du crédit de taxe sur la valeur ajoutée non encore remboursée par le Trésor Public sur une durée forfaitaire de 3 mois.

Le taux retenu sera chaque mois celui du mois considéré.

Ces intérêts qualifiés de loyers complémentaires, calculés mensuellement, seront payables trimestriellement, le dernier jour de chaque trimestre civil.

18.2.2 Régularisation de la TVA

Dans tous les cas où, en vertu de textes fiscaux et notamment des articles 210 l'annexe II du Code Général des Impôts, le CREDIT-BAILLEUR serait amené à effectuer, à titre de régularisation, des versements au Trésor, de la T.V.A. ayant grevé l'investissement, le montant de ces versements sera mis à la charge du CREDIT-PRENEUR ou de l'acquéreur de l'immeuble dans les conditions ci-après.

Si le versement est consécutif à une vente de l'immeuble, en exécution d'une clause quelconque du contrat, soit au CREDIT-PRENEUR, soit à un tiers, le prix de vente sera majoré du montant des versements de T.V.A.

En contrepartie de cette majoration de prix, le CREDIT- BAILLEUR, en sa qualité de vendeur, délivrera à l'acquéreur l'attestation prévue au paragraphe IV de l'article 210 sus énoncé qui permettra à l'acquéreur de déduire, dans la limite de ses propres droits, le montant de la T.V.A. y figurant.

Dans les autres cas de reversement de T.V.A. par le CREDIT- BAILLEUR, le CREDIT- PRENEUR devra verser au CREDIT-BAILLEUR un supplément de loyer H.T. égal au montant du reversement, auquel s'ajoutera la T.V.A. y afférente.

CHAPITRE IV - ASSURANCES - SINISTRES

Pendant toute la période du crédit-bail, il sera souscrit par le CREDIT-PRENEUR, et par le CREDIT-BAILLEUR pour leur propre compte, des polices d'assurances couvrant les garanties ci- après précisées.

Toutes les polices souscrites comporteront une clause de renonciation réciproque à tous recours.

Le CREDIT-PRENEUR sera pendant toute la durée du contrat, détenteur et gardien des biens loués.

Les assurances devront être souscrites auprès de Compagnies notoirement solvables.

En cas de souscription par le CREDIT-BAILLEUR, le CREDIT- PRENEUR lui remboursera sur simple demande les primes, TVA en sus, des polices d'assurances souscrites par le CREDIT- BAILLEUR. Si la nature de l'activité rend exigible une surprime, elle sera à la charge du CREDIT-PRENEUR.

ARTICLE 19- ASSURANCES

a) Assurances de l'immeuble

Elles seront souscrites par le CREDIT-BAILLEUR pour son propre compte.

Ces assurances garantiront les locaux loués et tous les aménagements et installations de nature immobilière dont ils seront dotés contre les différents risques et notamment contre :

- Incendie - Foudre - Explosions.
- Chute d'aéronefs,
- Tempêtes (Ouragan, Tornade, Cyclone)
- Fumées,
- Choc de véhicules terrestres,
- Dommages causés par les eaux (et frais de recherche de fuites),
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires, Vandalisme, malveillance, Acte de terrorisme,
- Dommages électriques,
- Catastrophes naturelles.

et cela, dans la mesure et les limites où la garantie de ces risques a pu être obtenue de sociétés d'assurances opérant sur le marché français.

La garantie s'exercera à concurrence de leur valeur à neuf de reconstruction ou de remplacement au jour du sinistre et comportera une garantie complémentaire "PERTES INDIRECTES" égales à 15 % du montant des dommages.

Afin de déterminer la valeur à neuf de l'immeuble, une évaluation pourra être effectuée par un expert agréé, à la demande du CREDIT-BAILLEUR aux frais du CREDIT-PRENEUR.

En outre, le CREDIT-PRENEUR souscrira une police d'assurance "FRAIS SUPPLEMENTAIRES" couvrant notamment en cas d'impossibilité d'utiliser tout ou partie des locaux et matériels sinistrés, la perte de loyers, et ce à concurrence du loyer de crédit-bail en vigueur à la date du sinistre correspondant au temps nécessaire à la reconstruction et au remplacement.

b) Assurances des matériels

Le CREDIT-PRENEUR s'engage à souscrire toute assurance couvrant ses matériels et équipements et à en justifier au CREDIT-BAILLEUR.

c) Assurances de responsabilité civile

- le CREDIT-BAILLEUR comme le CREDIT-PRENEUR souscriront chacun pour leur propre compte une police de responsabilité civile.
- le CREDIT-BAILLEUR souscrira une police le garantissant en qualité de propriétaire de l'immeuble.
- Le CREDIT-PRENEUR souscrira une police garantissant sa responsabilité civile de chef d'entreprise et de gardien utilisateur du matériel ou de l'installation pris en location.

d) Dispositions diverses

Toutes les polices d'assurances souscrites par le CREDIT- PRENEUR doivent l'être auprès de compagnies notoirement solvables.

En outre, les polices doivent prévoir le paiement, par l'assureur, des indemnités dues, entre les mains du CREDIT- BAILLEUR.

En aucun cas, le CREDIT-PRENEUR ne pourra se prévaloir, à l'égard de CINERGIE, de la carence des assureurs, des effets de la règle proportionnelle ou de l'insuffisance d'indemnisation résultant de l'application des clauses de franchise ; le montant de la franchise imposée par les assureurs est dans tous les cas, à la charge du CREDIT-PRENEUR.

En conséquence, à défaut d'assurance suffisante, le CREDIT- PRENEUR se constitue son propre assureur à l'égard du CREDIT- BAILLEUR pour l'intégralité des risques, sans franchise ni limitation de montant.

Le CREDIT-BAILLEUR se reconnaît le droit de demander à tout moment, au CREDIT-PRENEUR, ou à défaut à l'assureur, la justification du paiement des primes, et de se substituer au CREDIT-PRENEUR pour l'exécution de ses obligations. Dans ce cas, les primes et frais pris en charge par le CREDIT- BAILLEUR, lui seront remboursés par le CREDIT-PRENEUR sur simple demande.

Une copie des polices souscrites par le CREDIT-PRENEUR conformes aux exigences de du CREDIT-BAILLEUR sera remise au CREDIT-BAILLEUR dans les meilleurs délais.

Le crédit-preneur s'engage à faire connaître tous les éléments permettant aux assureurs d'apprécier le risque dans son ensemble.

ARTICLE 20 - SINISTRE

Le CREDIT-BAILLEUR est institué, en cas de sinistre, bénéficiaire des indemnités réglées par les assureurs, à charge pour lui de les affecter à la reconstruction des biens détruits (constructions et aménagements).

Dans les quarante-huit heures suivant tout sinistre subi par les locaux donnés en crédit-bail, le CREDIT-PRENEUR avisera le CREDIT-BAILLEUR et fera toutes déclarations aux compagnies d'assurances par lettre recommandée avec accusé de réception. Le CREDIT-BAILLEUR lui donne d'ores et déjà, en tant que de besoin, mandat de faire ces déclarations.

Il devra, également, faire le nécessaire afin d'obtenir des compagnies d'assurances, le règlement rapide des indemnités et notamment soit, pour son propre compte, soit pour le compte du CREDIT-BAILLEUR qui lui donne dès à présent tous mandats utiles à cet effet, pour effectuer toutes formalités, notamment prendre toutes mesures de sauvegarde, provoquer toutes expertises, y assister en cas de difficultés exercer toutes poursuites, contraintes et diligences.

Le CREDIT-PRENEUR renonce aux dispositions de l'article 1722 du Code Civil et devra continuer à régler ses loyers jusqu'à la reconstruction de l'immeuble ou jusqu'à résiliation du contrat en cas d'impossibilité de reconstruction.

En cas de destruction totale ou partielle, le CREDIT-BAILLEUR confère d'ores et déjà un contrat d'entreprise générale au CREDIT-PRENEUR qui s'oblige à reconstruire les locaux sinistrés. Toutefois, le CREDIT-PRENEUR devra prendre en charge toutes les dépenses en résultant qui excéderaient le montant des indemnités éventuellement versées par les assureurs ; par contre si les indemnités s'avéraient supérieures au coût réel de la construction, la différence profitera au CREDIT-PRENEUR seul.

Cette reconstruction se fera en apportant à l'immeuble nouveau toutes les modifications jugées utiles d'un commun accord entre les parties. La présente convention se trouvera reportée sur l'immeuble ainsi reconstruit.

Sinistre total ne pouvant donner lieu à la reconstruction

En cas de sinistre entraînant la destruction totale des locaux, et ne pouvant donner lieu à reconstruction pour défaut d'obtention par le CREDIT-PRENEUR des autorisations administratives nécessaires ou pour toute autre cause indépendante de la volonté du CREDIT-PRENEUR, le CREDIT-PRENEUR, à compter du jour du rejet de la demande d'autorisation de construire et au plus tard dans les six mois suivant le sinistre, lèvera par anticipation et par dérogation aux stipulations ci-après la promesse de vente qui lui est ci-après conférée. Dans ce cas, la vente sera réalisée moyennant un prix payable comptant égal à la différence entre la valeur non amortie financièrement figurant au tableau indicatif ci-annexé, au prorata de l'investissement, affectée d'un coefficient multiplicateur de 1,15 et le montant des indemnités de sinistre qui auront été effectivement perçues par le CREDIT-BAILLEUR.

La vente avec paiement effectif du prix et des frais, devra être régularisée au plus tard dans le mois de la levée de la promesse.

Sinistre partiel ne pouvant donner lieu à la reconstruction

En cas de sinistre entraînant la destruction partielle des locaux et ne pouvant donner lieu à reconstruction pour une cause indépendante de la volonté du CREDIT-PRENEUR, le présent crédit-bail se poursuivra sur la partie utilisable des locaux exclusivement.

L'indemnité qui serait versée par les compagnies d'assurances ou par tout autre tiers à la suite du sinistre sera perçue par le CREDIT-BAILLEUR.

Cette indemnité nette de toutes taxes et tous impôts supportés par le CREDIT-BAILLEUR, viendra en déduction de la valeur non amortie financièrement des fonds investis par lui au jour du sinistre.

Cette réduction de loyer n'interviendra qu'à partir du jour où le CREDIT-BAILLEUR aura effectivement perçu le montant de l'indemnité ; jusqu'à cette date de perception effective de l'indemnité, le CREDIT-PRENEUR sera tenu au paiement du loyer, tel que précisé ci-dessous sans pouvoir prétendre à aucune réduction ou révision de ce loyer, consécutive à la diminution de l'assiette du crédit-bail.

Le prix de la vente promise au CREDIT-PRENEUR, aux termes de l'article 40 ci-après, sera recalculé pour tenir compte de l'encaissement de l'indemnité nette par le CREDIT-BAILLEUR et de la déduction consécutive de la valeur non amortie financièrement des fonds investis par lui.

Il sera alors dû par le CREDIT-PRENEUR au CREDIT-BAILLEUR au titre de frais de dossier, une somme égale à 0,75 % du montant HT de la valeur non amortie financièrement à la date du sinistre partiel.

Dans le cas où le sinistre partiel ne donnerait pas lieu à l'allocation d'une indemnité quelconque par la ou les compagnies d'assurances ou par tout autre tiers quelconque, le crédit-bail continuera son plein et entier effet sur la partie utilisable des locaux, et ce, sans aucune modification quelconque aux clauses et conditions du présent crédit-bail, en particulier au montant du loyer ci-dessus stipulé.

ARTICLE 21 - CONTESTATION DES INDEMNITES D'ASSURANCES

La fixation du montant des indemnités pouvant être dues par les sociétés d'assurances, à raison d'un sinistre partiel ou total intervenu sur les biens donnés en crédit-bail, sera négociée conjointement par le CREDIT-BAILLEUR et le CREDIT-PRENEUR.

Les offres qui seraient faites par les sociétés d'assurances ne pourront être acceptées par le CREDIT-BAILLEUR qu'avec l'accord du CREDIT-PRENEUR mais celui-ci ne pourra différer sa réponse au-delà d'un délai maximum d'un mois à partir de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Passé ce délai, le silence du CREDIT-PRENEUR vaudra acceptation.

En cas de désaccord du CREDIT-PRENEUR sur le montant des indemnités que se proposerait d'accepter le CREDIT-BAILLEUR, ce dernier donne dès à présent tous pouvoirs au CREDIT-PRENEUR pour contester le montant des indemnités auprès des sociétés d'assurances.

Si ces contestations ne peuvent aboutir à un règlement amiable le CREDIT-BAILLEUR s'oblige à introduire à première demande du CREDIT-PRENEUR toute action judiciaire utile à laquelle le CREDIT-PRENEUR pourra intervenir.

Le CREDIT-PRENEUR sera tenu de payer, pendant la durée de la contestation amiable ou de la procédure judiciaire, tous les termes de loyer qui viendront à échéance. Il devra en outre acquitter directement ou rembourser au CREDIT-BAILLEUR tous les frais, droits et honoraires qui pourraient être dus.

CHAPITRE V - RESILIATION - RESOLUTION DU CONTRAT DE CREDIT-BAIL - DECHEANCE DU CONCESSIONNAIRE

ARTICLE 22 - RESILIATION A LA DEMANDE DU CREDIT-PRENEUR

Le crédit-bail pourra être résilié par le CREDIT-PRENEUR moyennant un préavis de un an adressé au CREDIT-BAILLEUR par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette demande ne pourra intervenir qu'à l'expiration d'une période de jouissance de 10 ans.

Le CREDIT-PRENEUR versera alors au CREDIT-BAILLEUR une indemnité égale à la valeur non amortie financièrement telle qu'elle figurera en colonne 3 du tableau d'amortissement définitif établi au jour de la prise d'effet du contrat de crédit-bail, majorée d'un coefficient multiplicateur de 1,15.

ARTICLE 23 - RESILIATION POUR FAUTE DU CREDIT-PRENEUR

En cas de manquement du CREDIT-PRENEUR à l'une quelconque de ses obligations et un mois après envoi d'une simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, le CREDIT-BAILLEUR avisera la COLLECTIVITE des difficultés rencontrées afin qu'elle mette en oeuvre dès avant l'exigibilité de la prochaine échéance de crédit-bail l'une des options mentionnées à l'article 3 de la convention tripartite comportant occupation temporaire du domaine public.

A défaut d'exécution par la collectivité dans le délai susindiqué, le crédit-bail sera résilié immédiatement et de plein droit sans qu'il soit besoin de faire prononcer cette résiliation en justice.

Outre les loyers échus et restés impayés à la date de résiliation, le CREDIT-PRENEUR versera alors au CREDIT-BAILLEUR une indemnité égale à la valeur non amortie financièrement telle qu'elle figurera en colonne 3 du tableau d'amortissement définitif établi au jour de la prise d'effet du contrat de crédit-bail, majorée d'un coefficient multiplicateur de 1,50.

ARTICLE 24- FIN DU CONTRAT DE CONCESSION

Dans le cas où le contrat de concession prendrait fin par anticipation et en tout état de cause avant le terme prévu au présent contrat de crédit-bail et ce pour quelque cause que ce soit, (notamment par suite de déchéance du concessionnaire), il sera fait application de l'article 13 du contrat de concession, selon les termes duquel la collectivité s'engage à mettre en oeuvre l'une des solutions suivantes :

- lever l'option d'achat anticipée aux conditions du crédit-bail,
- succéder dans le loyer de crédit-bail,
- substituer un nouvel exploitant dans le contrat de crédit-bail avec l'accord du CREDIT-BAILLEUR.

ARTICLE 25 - RESILIATION DU CONTRAT DE CONCESSION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

En cas de résiliation unilatérale du contrat de concession pour motif d'intérêt général, la collectivité mettra en oeuvre l'une des trois options énoncées à l'article 13 du contrat de concession et reprises dans la convention tripartite à intervenir entre la collectivité, le CREDIT-BAILLEUR et le CREDIT-PRENEUR.

CHAPITRE VI - CHARGES ET CONDITIONS FINANCIERES DU CREDIT-BAIL

ARTICLE 26 - ASSIETTE ET MONTANT DU CREDIT-BAIL

L'assiette du crédit-bail correspondra au montant de l'investissement supporté par le CREDIT-BAILLEUR comprenant les constructions existantes comprenant 480 emplacements de stationnement pour un montant global de 48.280.000 Frs H.T., les travaux d'extension pour un montant de 6.720.000 Frs H.T. et le cas échéant les préloyers et loyers complémentaires de TVA sur immobilier visés aux articles 4.7, 4.8 et 18.2.1, augmentés de tous frais y afférents calculés HT, sans que celui-ci puisse dépasser le montant maximum de 58.000.000,00 Francs hors taxes.

ARTICLE 27 - CALCUL DES LOYERS

Outre le paiement des préloyers, des loyers complémentaires et charges augmentatives prévues aux articles 4.7, 4.8, 16 et 18.2.1 ci-dessus, le présent crédit-bail est consenti et accepté moyennant le paiement d'un loyer hors taxe sur la valeur ajoutée déterminé ainsi qu'il suit et qui sera dû à compter de la prise d'effet du crédit-bail fixée à l'article 9.

Le loyer trimestriel de crédit-bail (colonne 2) sera égal à la somme des versements de crédit-bail tels que calculés à l'article 28 des présentes, divisés par le nombre de versements, soit 60 échéances.

Il est ici rappelé que les loyers de crédit-bail hors taxes seront majorés de la TVA au taux en vigueur au jour de chaque échéance de crédit-bail.

Le montant définitif hors taxe des loyers exigibles sera fixé en fonction du coût de l'investissement final et du dernier cours des Obligations Assimilables du Trésor à échéance 10 ans connu la veille de la prise d'effet du bail.

ARTICLE 28 - VERSEMENTS DE CREDIT-BAIL

Les parties conviennent expressément que pour étaler la charge de trésorerie du CREDIT-PRENEUR, et ce compte-tenu d'une mise en exploitation progressive de l'équipement financé, il sera substitué au règlement du loyer celui de versements de trésorerie payables aux mêmes dates.

Ces versements dont le montant est précisé au tableau financier indicatif annexé sous la colonne 6 sont égaux aux loyers :

- soit diminués de la somme (colonne 7) dont le CREDIT-BAILLEUR a accepté de consentir l'avance,



DB
GT

- soit augmentés d'un complément (colonne 7) destiné à provisionner le solde cumulé (colonne 8) constitué par l'avance du CREDIT-BAILLEUR.

Les quatre premiers versements trimestriels seront égaux à 450.000,00 francs.

Le cinquième versement trimestriel sera égal à 1.500.000,00 francs.

Les sixième, septième et huitième versements trimestriels seront égaux à 1.700.000,00 francs.

Les 52 versements restant dus seront calculés à partir du dernier cours des OAT à échéance 10 ans majoré de 1,78 point actuariel.

A titre indicatif, sur la base des OAT 10 ans au 25 juillet 1994 (7,18 %) majorées de 1,78 point actuariel et d'un investissement de 58.000.000,00 F.H.T, les versements de crédit-bail s'établiraient tels que figurant au tableau financier indicatif en annexe 5 du présent contrat.

Un tableau financier définitif, faisant apparaître les montants définitifs de loyers et versements de crédit-bail, recalculé à partir du dernier cours des Obligations Assimilables du Trésor à échéance 10 ans connu la veille de la prise d'effet du bail et fixés en fonction du coût de l'investissement final, sera remis au CREDIT-PRENEUR sous quinzaine à compter de la prise d'effet dudit bail.

COMPTE D'AVANCE

Pour tenir compte de l'écart existant entre le montant du loyer et le montant du versement pour la période considérée, le CREDIT-BAILLEUR ouvrira dans ses livres un compte spécial qui sera qualifié "Compte d'Avance" aussi longtemps qu'il présentera un solde débiteur pour le CREDIT-PRENEUR.

Tant que le montant du versement sera inférieur à celui du loyer hors taxe, le CREDIT-BAILLEUR consentira au CREDIT-PRENEUR, qui l'accepte, les avances nécessaires pour combler la différence.

Lorsque le montant du versement excédera celui du loyer hors taxe, l'excédent du versement sera affecté à chaque échéance au remboursement desdites avances, jusqu'à apurement total dudit compte d'avance dans les livres du crédit-bail.

ARTICLE 29 - RETARD DANS LE PAIEMENT DE TOUTES SOMMES DUES

En cas de non paiement à bonne date des échéances de crédit-bail, intérêts, charges, impôts, taxes, contributions dûs par le CREDIT- PRENEUR et plus généralement de toute somme que le CREDIT - PRENEUR pourrait devoir au CREDIT-BAILLEUR au titre du présent contrat, le CREDIT-BAILLEUR percevra des intérêts de retard sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

Ces intérêts calculés sur les sommes dues par jour calendaire de retard sont fixés comme suit :

- il sera fait application du taux mensuel du marché monétaire, majoré de 2 points sur les sommes dues. Cette indemnité sera majorée de la TVA en vigueur.

ARTICLE 30 - PERIODICITE DE PAIEMENT DES LOYERS DE CREDIT-BAIL

Les loyers de crédit-bail sont payables par trimestre échu, les 31 décembre, 30 mars, 30 juin et 30 septembre de chaque année et pour la première fois prorata temporis le jour de la prise d'effet du crédit-bail.

ARTICLE 31 - MODALITES DE PAIEMENT

Les versements de crédit-bail feront l'objet de prélèvement par le CREDIT- BAILLEUR sur le compte ouvert par le CREDIT-PRENEUR . Le CRÉDIT-PRENEUR s'oblige à notifier au CREDIT-BAILLEUR les références dudit compte au plus tard dans le délai d'un mois à compter de la signature des présentes.

Ce prélèvement fera l'objet d'une domiciliation permanente signée par le CREDIT-PRENEUR au profit du CREDIT-BAILLEUR régularisée au plus tard dans le délai d'un mois à compter de la signature des présentes.

Le CREDIT-BAILLEUR adressera dix jours à l'avance, un avis d'échéance l'informant du montant du loyer et de la TVA y afférente et de la date de prélèvement identique à celle de la date d'exigibilité.

ARTICLE 32 - VALEUR RESIDUELLE EN FIN DE CONTRAT

La valeur résiduelle en fin de contrat est fixée à 1 franc.

CHAPITRE VII - PROMESSE DE VENTE

ARTICLE 33 - PROMESSE DE VENTE PAR LE CREDIT-BAILLEUR

- A) Conformément à l'article 1.2 de la loi 66.455 du 2 Juillet 1966, modifiée par l'ordonnance 67.837 du 28 Septembre 1967 relative aux opérations de crédit-bail, le CREDIT- BAILLEUR promet au CREDIT-PRENEUR de lui vendre les biens ci-dessus désignés et faisant l'objet du présent crédit- bail, à l'issue de la durée définie à l'article 15 du présent contrat.

Le CREDIT-PRENEUR accepte la faculté qui lui est offerte mais ne prend quant à présent aucun engagement d'acquérir, se réservant d'user de cette faculté si bon lui semble dans les délais et conditions impartis.

- B) Ladite promesse de vente est consentie pour la durée du crédit-bail. La demande de réalisation devra être faite soit pour la date d'expiration du crédit-bail, soit au cours de crédit-bail, mais seulement à l'issue d'une période de jouissance de 10 ans.
- C) Le CREDIT-PRENEUR devra aviser le CREDIT-BAILLEUR, en son siège social, de la demande de réalisation de la promesse, au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, un an au moins avant la réalisation de la promesse de vente.
- D) Il est expressément stipulé que la promesse de vente est subordonnée à l'exécution par le CREDIT-PRENEUR ou ses cessionnaires éventuels de toutes les clauses, charges et conditions du crédit-bail ci-dessus consenti.

- E) Si la promesse unilatérale de vente est levée par le CREDIT-PRENEUR en fin de crédit-bail, la vente sera réalisée par acte sous-seing privé ou administratif et aura lieu sous les conditions ordinaires et de droit moyennant un prix dénommé "valeur résiduelle" et fixé par l'article 32.

Les frais, droits, taxes, et honoraires de la vente étant à la charge du CREDIT-PRENEUR ou de ses cessionnaires.

- F) Au cas où le CREDIT-BAILLEUR ne recevrait pas en fin de bail la demande de réalisation de la promesse de vente, le CREDIT-BAILLEUR demandera au CREDIT-PRENEUR par lettre recommandée avec avis de réception, si celui-ci entend lever la promesse dans les conditions indiquées.

A défaut de réponse du CREDIT-PRENEUR dans le délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée, le CREDIT-BAILLEUR sera délié de tout engagement.

ARTICLE 34 - LEVEE ANTICIPEE DE LA PROMESSE DE VENTE

- A) Conformément à l'article 1.2 de la loi n° 66.455 du 2 Juillet 1966 et de l'ordonnance n° 67.837 du 28 Septembre 1967 et à ce qui a été dit au paragraphe "Promesse de vente", le CREDIT-PRENEUR ne pourra exercer cette levée d'option sur les biens, objet du présent acte qu'à compter d'une période de jouissance d'une durée de 10 ans à compter de la prise d'effet du crédit-bail.
- B) Passé cette période et à la fin de chaque trimestre civil du crédit-bail, le CREDIT-PRENEUR aura la faculté de lever par anticipation la promesse unilatérale de vente qui lui a été consentie, et ce, à condition de se trouver à jour dans le paiement de ses échéances de crédit-bail et d'avoir exécuté la totalité des obligations mises à sa charge par le contrat de crédit-bail.
- C) Le CREDIT-PRENEUR devra aviser le CREDIT-BAILLEUR dans les mêmes formes que celles prévues à l'article 33.C "Promesse de vente".
- D) La vente sera réalisée par acte sous-seing privé ou administratif et aura lieu sous les conditions ordinaires et de droit.

Le prix à payer hors taxe par le CREDIT-PRENEUR sera égal à l'addition des éléments suivants :

1. La valeur non amortie financièrement telle qu'elle figurera en colonne 3 du tableau d'amortissement définitif établi au jour de la prise d'effet du contrat de crédit-bail, majorée d'un coefficient multiplicateur de 1,15.
2. et la "valeur résiduelle" telle qu'elle est fixée à l'article 32.

La valeur résiduelle au moment de la levée anticipée de la promesse unilatérale de vente, ainsi déterminée constituera le prix de vente des biens payables comptant lors de la signature de l'acte comportant transfert de propriété au CREDIT-PRENEUR.

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 35 - PUBLICITE FONCIERE

Les biens objet des présentes étant situés sur le Domaine Public de MONTPELLIER, le présent contrat n'est pas susceptible de publicité foncière.

ARTICLE 36 - DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- le CREDIT-BAILLEUR en son siège social sus-indiqué,
- le CREDIT-PRENEUR en son siège social sus-indiqué.

ARTICLE 37 - PUBLICITE COMPTABLE

Le CREDIT-PRENEUR devra effectuer la publicité comptable de la présente opération de crédit-bail selon les prescriptions du Chapitre III du décret n° 72-665 du 4 juillet 1972 et de tous textes subséquents, législatifs et réglementaires.

ARTICLE 38 - DECLARATIONS

I - Les représentants es qualités, de la Société CINERGIE, déclarent :

- que CINERGIE est une société française ayant son siège social en France,
- qu'elle est admise au bénéfice du régime des sociétés agréées pour le financement d'installations ou de matériel destinés à économiser l'énergie (SOFERGIE) tel que résultant des dispositions de l'article 30 de la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 suivant arrêté en date du 15 septembre 1981, et de l'article 87 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986,
- qu'elle ne fait l'objet d'aucune action en nullité ou en dissolution,
- qu'elle ne sera pas et n'a jamais été en état de règlement judiciaire ou de liquidation de biens (selon les dispositions de la loi du 13 juillet 1967), ni en état de redressement ou liquidation judiciaire (selon les dispositions de la loi n° 85.98 du 25 janvier 1985), ni en état de cessation de paiement.

II - Le représentant es-qualité, du CREDIT-PRENEUR déclare :

- que la SOCIETE MONTPELLIERAINE DE TRANSPORT URBAIN est une société française ayant son siège en France,
- qu'elle ne fait l'objet d'aucune action en nullité ou en dissolution,

GF
JP

- qu'elle n'est pas et n'a jamais été, en état de règlement judiciaire ou de liquidation de biens (selon les dispositions de la loi du 13 juillet 1967), ni en état de redressement ou liquidation judiciaire (selon les dispositions de la loi n° 85.98 du 25 janvier 1985), ni en état de cessation de paiement.

CHAPITRE IX - INTERVENTION DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Aux présentes est intervenue la Ville de MONTPELLIER représentée par son Maire, dûment habilité aux termes d'une délibération en date du 29 Juillet 1994, lequel déclare avoir pris connaissance du présent contrat de crédit-bail par la lecture qui vient de lui en être faite et notamment des droits et obligations et conditions particulières qu'il comporte.

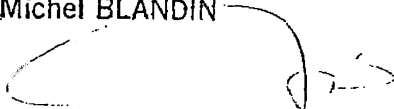
La Ville de MONTPELLIER reconnaît qu'en cas de rupture anticipée ou d'expiration du contrat de concession, la Commune sera tenue de faire application des dispositions de l'article 3 de la convention tripartite, dont un exemplaire demeure annexé aux présentes. Il reconnaît également qu'en cas de défaillance du CREDIT-PRENEUR, la Commune est d'ores et déjà instituée bénéficiaire du présent contrat de crédit-bail dans les conditions exposées à la convention tripartite sus-visée, à charge pour elle soit de lever l'option d'achat, soit de succéder dans les loyers de crédit-bail, soit encore de céder le contrat à un nouvel exploitant.

Enfin, il est admis que les conditions tant générales que particulières impliquant la Commune de MONTPELLIER reflètent exactement les conditions d'intervention que la commune avait déterminées.

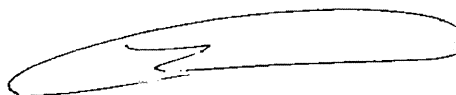
Fait à MONTPELLIER
Le - 4 AOUT 1994
En 5 exemplaires originaux

CINERGIE

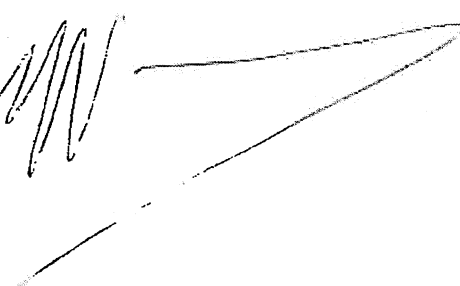
Michel BLANDIN



S.M.T.U.



LA VILLE DE MONTPELLIER



ANNEXES AU CREDIT-BAIL

- ANNEXE 1 : DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 29 JUILLET 1994
- ANNEXE 2 : DEVIS QUANTITATIFS DES CONSTRUCTIONS
- ANNEXE 3 : NOTICE DESCRIPTIVE DES CONSTRUCTIONS
- ANNEXE 4 : PLAN MASSE
- ANNEXE 5 : TABLEAU FINANCIER
- ANNEXE 6 : CONVENTION TRIPARTITE
- ANNEXE 7 : PROCURATION CINERGIE

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

SEANCE PUBLIQUE DU VENDREDI 29 JUILLET 1994



CONSEIL EN GESTION

SERVICE

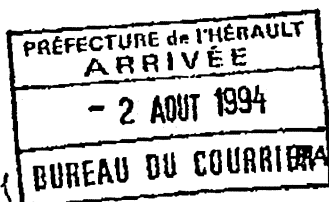
N° 77

Convoqué le 21 Juillet 1994, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier, s'est réuni en Mairie, Salle des Rencontres, le Vendredi 29 Juillet 1994, à 17 heures 30, sous la présidence de M. Georges FRECHE, Maire.

Présents : MM. BENEZECH, BERLAND, BIAU, BRES, Mme BRUNEL, MM. CALMELS, CHERIF, COIFFARD, Mme COLAS, M. CRES, Mmes D'ABUNTO, DAUVERCHAIN, DROZ, MM. DUGRAND, ESTEBE, FABRE, FLEURENCE, Mme FOURTEAU, M. FRECHE, Mme GAUFFIER, M. GENESTE, Mlle GERMAIN, MM. IGOUNINC, JAMET, LAMARQUE, LARBIU, Mme LAZERGES, MM. LEVITA, LEVY, MARTIN, MICHEL, Mme MOSCHETTI-STAMM, MM. PALLIES, POUGET, PRUNIER, PUCCINELLI, ROSEAU, SOULAS Michel, STRAUMANN, TALVAT, TEMPESTI, VELAY, VEZINHET, Mmes WEILL, ZANNETTACCI, M. ZEMMOUR.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 121-12 du Code des Communes : Mmes BARALE, BEGIN, MM. BENEZIS, BOISSON, MARTINEZ, MORALES.

Absents excusés : M. AMOROS, Mme DELONCLE, MM. DIMEGLIO, GAUJAL, LACAVE, Mmes MION, SOULAS Pierrette.



S.M.T.U.
PARKING EUROPA ET EXTENSION
TRAITE DE CONCESSION
VILLE/S.M.T.U.

Monsieur BIAU, au nom de la Commission, lit le rapport suivant :

Mes chers collègues,

Par délibération du 7 Février 1994, la Ville a délibéré sur le principe de la délégation du Service Public de stationnement au Parking Europa à ANTIGONE, et désigné les membres de la Commission chargée de recevoir les candidatures et les offres des candidats.

L'appel à candidature a été publié, conformément à la Loi et la Commission s'est réunie le 22 Mars 1994 en Mairie.

Elle a reçu 4 candidatures dont 2 ont été retenues.

Les dossiers d'offres de ces deux Sociétés ont été reçus le 11 Mai 1994 et ouverts par la Commission le 16 Mai 1994.

Parmi ces 2 offres, seule celle de la S.M.T.U. a pu être retenue par la Commission, l'autre Candidat retenu n'ayant pu répondre sur les bases du cahier des charges proposé.

Dans ces conditions, la Commission a recommandé la poursuite des négociations avec la S.M.T.U.

Ainsi le Traité, ici proposé, conclut cette négociation.

La Concession est accordée pour 40 ans, durée nécessaire à l'amortissement de l'ouvrage.

Elle porte sur l'achèvement du parking existant de 480 places, la réalisation d'une extension en prolongement sur 113 places environ et l'exploitation de cet ensemble de 593 places environ.

Pour la réalisation de cette extension, la S.M.T.U. succèdera à la Ville dans ses droits et obligations issus de la Convention de mandat entre la Ville et la S.E.R.M. approuvée par délibération du 22 Décembre 1993 et portant délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'extension.

De même elle succèdera à la Ville dans l'ensemble des contrats que la Ville portait pour l'ouvrage existant.

La S.M.T.U. versera à la Ville une redevance de 27,5 Millions de Francs et rachètera à la ZAC Antigone pour un prix de 20,780 M.F. H.T. les amodiations acquises par la ZAC durant la construction auprès de l'ancien titulaire.

Les tarifs de base retenus par le Concessionnaire, sont de 6 Francs en horaire et 450 Francs en abonnement mensuel, le parc sera ouvert au public 24 heures sur 24 heures de façon à permettre un accès facilité aux usagers de la piscine districale et à favoriser l'animation du quartier Antigone.

Pour ce faire, le projet d'un lien entre ce parking et la desserte du Centre Ville par Petit Bus est envisagé, positionnant ainsi le parc Europa en véritable parking de dissuasion.

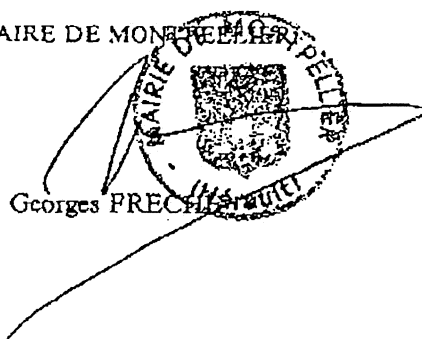
Enfin, pour assurer le financement de cette réalisation, la S.M.T.U. envisage d'avoir recours à un crédit bail SOFERGIE prévu par la Loi du 30 Décembre 1986 et il y a lieu d'autoriser l'intervention de la Ville à la convention tripartite à intervenir entre la Ville, le crédit bailleur et la S.M.T.U. par laquelle la Ville s'engage à poursuivre la concession pendant la durée du contrat de financement prévu pour 15 ans, à autoriser l'occupation du Domaine Public par le crédit bailleur, ainsi que la propriété des biens financés par crédit bail pendant la durée de celui-ci.

Nous vous proposons donc :

- d'approuver le traité de concession entre la Ville et la S.M.T.U.,
- d'approuver la Convention à intervenir entre la Ville, la S.E.R.M. et la S.M.T.U. valant avenant à la Convention Ville/S.E.R.M. du 23 Décembre 1993 autorisée par délibération du 22 Décembre 1993,
- d'approuver la Convention tripartite à intervenir entre la Ville, le crédit bailleur et la S.M.T.U. portant les éléments ci-dessus mentionnés, et la Convention de crédit bail.
- d'autoriser le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer ces conventions et tout autre document relatif à cette affaire.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE DE MONTPELLIER



Publiée le 01 Août 1994

C.F.
DB

EXTENSION PARKING EUROPA


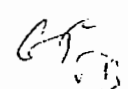
BILAN PREVISIONNEL

En Milliers de Francs	Bilan KF HT Mai 94	dont engagé au 1/7/94	dont règlé au 1/7/94
Foncier	pm		
Etudes préalables SERM	70	70	
Etudes de conception	900	898	330
Travaux	9 410		
Bureau de contrôle, BET réseaux, sols, géomètre ...	200	57	16
Assurances TRC + DO	220		
Frais de reproduction, Publicité, Avis de consultation, divers	200	25	4
Honoraires SERM <u>4.025 %</u>	500		
Provision pour adaptations éventuelles du programme	pm		
Provision pour frais financiers et révisions de prix	pm		
TOTAL HT	11 500	1 050	350
TVA	2 098	195	65
TOTAL TTC	13 598	1 245	415

Hors signalétique, postes à péage et leur cablage, télésurveillance
Prestations identiques au parking existant

CE MONTANT DE 11 500 KF H T

COMPREND UNE SUBVENTION GLOBALE DU DISTRICT DE 4 780 KF H T


ufa
10363

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION												
DATE DE DÉPÔT			MVT		DPT		COMMUNE		ANNÉE		N° DE DOSSIER	
JOUR	MOIS	ANNÉE										
			M	2	P.C							

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT,
DES TRANSPORTS ET DE LA MER

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

La présente demande doit être utilisée pour apporter des modifications :

- soit au contenu d'un permis de construire antérieurement délivré (en cours de validité et pour travaux en cours de réalisation) ;
- soit à un projet faisant l'objet d'une demande de permis de construire en cours d'instruction.

ATTENTION, dans cette hypothèse, la présente demande fera courir un nouveau délai d'instruction qui se substituera au précédent et fera disparaître tout droit éventuel à un permis tacite au titre du projet initial.

Cette demande n'est recevable que sur des modifications mineures qui ne changent pas fondamentalement la nature, l'importance, l'agencement ou la composition du projet.

Dans le cas contraire, il convient de déposer une nouvelle demande de permis de construire.

Il en est de même lorsque le projet initial n'étant pas soumis au recours obligatoire à un architecte, la modification proposée entraîne cette obligation (dépassement du seuil réglementaire de surface).

Cette demande doit être établie en QUATRE exemplaires et :

soit DÉPOSÉE A LA MAIRIE contre décharge,

soit ENVOYÉE AU MAIRE par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal.

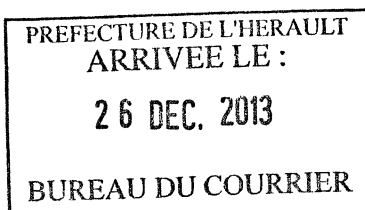
(Un ou plusieurs exemplaires supplémentaires pourront être demandés si l'instruction du dossier nécessite la consultation de leurs administrations.)

MAIRIE DE MONTPELLIER
PERMIS DE CONSTRUIRE
Date 13 JUIN 1994
034172
91V0279 A

RÉFÉRENCES DE LA DEMANDE OU DU PERMIS INITIAL

si la modification concerne <input type="checkbox"/> un permis de construire antérieurement délivré <input type="checkbox"/> une demande de permis de construire en cours d'instruction	NUMÉRO DU PERMIS	DATE DE CE PERMIS
	034 172 91 VO 279	17 OCTOBRE 1991
	NUMÉRO DE DOSSIER FIGURANT SUR LE RÉCÉPISSE	DATE DE CE RÉCÉPISSE

SIGNATURE	NOM, PRÉNOMS (OU DÉNOMINATION) SERM - Agissant au nom et pour le compte de la Ville de MONTPELLIER		
	ADRESSE (NUMÉRO, VOIE, LIEU-DIT) 275 Rue Léon Blum - BP 9033		TELEPHONE
	COMMUNE MONTPELLIER	CODE POSTAL 3 4 0 4 1	BUREAU DISTRIBUTEUR
SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE	ADRESSE (NUMÉRO, VOIE, LIEU-DIT, CODE POSTAL, COMMUNE) Boulevard de l'Aéroport International - ZAC D'ANTIGONE		
	NOM, ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU TERRAIN (S'IL EST AUTRE QUE LE DEMANDEUR) VILLE DE MONTPELLIER		TELEPHONE
	<input checked="" type="checkbox"/> Maître d'œuvre <input type="checkbox"/> Architecte <input type="checkbox"/> Cabinet et signature		



Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

ZAC des Grisettes

Approbation du principe d'extension du périmètre de déclaration d'utilité publique

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 20 décembre 2005, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des GRISETTES située au sud-ouest de la ville de Montpellier, entre l'avenue du colonel Pavelet et le futur parc public de Mas Nouguier, qui prévoit la construction d'environ 1500 logements accompagnés de commerces et de bureaux.

La Ville a souhaité confier la réalisation de la ZAC à un aménageur et dans ce cadre, le conseil municipal a approuvé par délibération en date du 6 novembre 2006, le contrat de concession d'aménagement d'aménagement avec la SERM pour l'aménagement de la ZAC des Grisettes. Par délibération en date du 24 avril 2008 le conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Grisettes et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du conseil municipal du 4 Juin 2008.

Par délibération en date du 24 juillet 2008 le conseil Municipal a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et à la protection de l'environnement et le dossier d'enquête parcellaire ; de plus, le conseil municipal a sollicité auprès de Monsieur le préfet de l'Hérault l'ouverture conjointe d'une enquête publique relative à la protection de l'environnement et préalable à la Déclaration d'Utilité Publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC en excluant les terrains compris dans la déclaration d'utilité publique de la 2^{ème} ligne de tramway.

L'enquête publique conjointe s'est déroulée du 13 novembre au 15 décembre 2008 inclus.

Par délibération en date du 9 février 2009 le conseil Municipal, au vu du rapport favorable du commissaire enquêteur, a adopté la déclaration de projet relative à la ZAC des GRISETTES, et prononcé l'intérêt général de cette opération.

Par arrêté en date du 16 mars 2009 Monsieur le préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité Publique l'opération ZAC des Grisettes.

La SERM en sa qualité d'aménageur de la ZAC des GRISETTES, se doit de mener à son terme les procédures administratives lui permettant de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement et les programmes tertiaires nécessaires à la finalisation des objectifs initiaux de l'opération d'aménagement, en ce compris les terrains constituant des délaissés de la déclaration d'utilité publique de la 2^{ème} ligne de Tramway, et inclus dans le périmètre de la ZAC des GRISETTES.

Les objectifs de cette opération sont les suivants :

1/ Bordé par une zone naturelle à haute valeur paysagère, le long du ruisseau du Rieucoulon, ce quartier permet de répondre, dans un cadre paysagé particulièrement agréable, à la demande en logements qui s'exprime sur la partie sud-ouest de la ville. Ce quartier accueillera environ 1500 logements collectifs autour d'espaces publics bien aménagés.

2/ La composition de ce quartier permet d'assurer équilibre, mixité sociale et animation : outre les logements, ce quartier comprendra des bureaux permettant d'accueillir activités et services, des commerces de proximité situés notamment autour de l'espace public le plus en vue, à savoir la rambla, place d'entrée de la ZAC sur l'avenue du Colonel Pavelet.

3/ Il sera desservi par des voies internes largement paysagées, intégrant des pistes cyclables et des trottoirs et sera relié aux équipements publics environnants comme l'école Ludwig Van Beethoven et le parc du Mas Nouguier.

La procédure de déclaration d'utilité publique permettra, d'une part de terminer les travaux nécessaires à l'aménagement de la façade de la ZAC des Grisettes, d'autre part de répondre aux objectifs de la ZAC ci-dessus rappelés, par la réalisation d'opérations tertiaires et mixtes, et ainsi de compléter l'urbanisation de cette zone.

De plus, elle accompagnera la réalisation d'équipements structurants sur cette zone et notamment d'édifices à vocation tertiaire autour de la station de tramway ce qui renforcera la mixité fonctionnelle du secteur, consolidant ainsi la mixité urbaine et sociale de cette opération d'aménagement.

Pour ce faire, il est demandé au Conseil Municipal, afin de mettre en cohérence le périmètre de la déclaration d'utilité publique avec le programme prévisionnel initial de la ZAC des Grisettes :

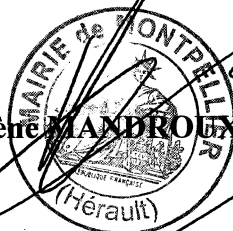
- d'approuver le principe d'extension du périmètre de la déclaration d'utilité publique de la ZAC des Grisettes afin de permettre la réalisation de celle-ci ;
- d'autoriser la SERM, concessionnaire de l'aménagement de la ZAC, à préparer un dossier d'enquête préalable relative à cette extension en vue de le soumettre à l'approbation du Conseil Municipal ;
- d'autoriser le lancement de toute autre procédure nécessaire ;

- d'autoriser le Maire ou son adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;

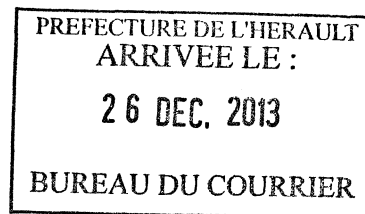
Le Conseil adopte.

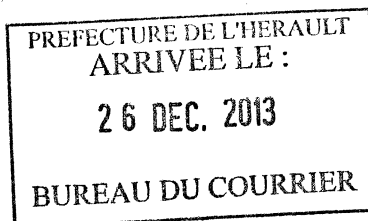
Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 17/12/2013





Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Projet urbain Montpellier 2040 - débat sur les orientations proposées à l'issue de la démarche d'élaboration

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 8 février 2010, le Conseil Municipal a approuvé l'engagement d'une démarche de prospective destinée à renouveler la stratégie urbaine de Montpellier à l'horizon 2040.

Au terme d'une phase d'études préalables et d'une procédure de concours de plusieurs mois, le Conseil Municipal s'est prononcé, par délibération du 1er octobre 2012, pour confirmer le choix d'une équipe de prestataires chargée de conduire un travail d'élaboration concertée dans le cadre d'une démarche originale, donnant une large place au débat public. A cette occasion, le Conseil Municipal a également approuvé les grandes orientations qui ont guidé la réflexion comme le débat.

Cette démarche vise à doter la Ville de Montpellier d'un nouveau projet urbain apte à guider, dans une vision transversale et de long terme, ses politiques publiques et, plus particulièrement, son action en matière d'urbanisme.

Elle répond par ailleurs aux enjeux nouveaux auxquels Montpellier doit et devra faire face pour poursuivre son développement ; un développement qu'il convient de mettre en perspective au regard de l'histoire récente de la ville.

A. LA DEMARCHE

1. Les motivations du projet urbain

A partir des années 1960, Montpellier a connu une dynamique démographique exceptionnelle qui a suscité un développement urbain lui-même exceptionnel par sa rapidité et son impact sur le territoire. Dans cette première période, la croissance urbaine a été essentiellement portée par l'initiative privée et guidée par des logiques d'opportunisme foncier. Elle s'est traduite, de manière éparse et sans maîtrise publique des programmations, par l'émergence de nombreux lotissements et grands ensembles immobiliers dans les parties

nord, ouest et sud de la ville. En 1960, Montpellier comptait 105 000 habitants et environ 800 hectares d'espaces urbanisés, soit moins de 15 % des 5 700 hectares qui forment la superficie totale de la commune. 20 ans plus tard, sa population était de 195 000 habitants et son urbanisation occupait près de 3 700 hectares, soit plus de 65 % de la superficie communale.

A partir de 1977, la municipalité a mis en œuvre une politique de maîtrise publique de cette croissance qui s'est notamment traduite par un arrêt de l'urbanisation extensive et la programmation d'un développement encadré de la ville vers l'est. Le nouveau quartier d'Antigone, réalisé en greffe avec le centre-ville, dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté intégrant des objectifs de mixité sociale et de densité urbaine, a marqué le début de cette nouvelle période. Une politique ambitieuse de réserves foncières a fondé, par la suite, la planification, dans le temps et dans l'espace, d'un développement urbain maîtrisé par la collectivité. Ce modèle a fait référence. Il a permis de bâtir une ville à la fois dense et mixte, dotée des équipements nécessaires à la vie quotidienne, à commencer par les transports publics, les écoles et les équipements culturels et sportifs.

Ce modèle atteint certaines limites aujourd'hui ; des limites spatiales en premier lieu. Les dernières opérations publiques d'aménagement - Grisettes et Ovalie à l'ouest, Port Marianne à l'est - atteignent, en effet, les limites administratives de la commune. Ses ressources foncières ne sont pas infinies et Montpellier ne disposera plus, à l'avenir, des terres agricoles ou naturelles susceptibles d'accueillir, en son sein, de nouvelles extensions urbaines. Par ailleurs, Montpellier entend conserver, sur son territoire, une part significative d'espaces non urbanisés, indispensables à la qualité des grandes respirations vertes nécessaires à la ville de demain.

Dans ce contexte, Montpellier devra, en partie, compter sur le relais des communes voisines pour accueillir les grands développements urbains des prochaines décennies. C'est notamment le sens du Schéma de cohérence territoriale (SCOT) de l'agglomération de Montpellier qui identifie, aux portes de la ville, des sites stratégiques d'aménagement, desservis par le réseau de tramway. Ce sont, par exemple, le projet Oz autour de la future gare TGV, desservie par le prolongement de la ligne 1 et située pour une part sur la commune de Lattes, le projet Ode à la Mer le long de la ligne 3, sur les communes de Lattes et Pérols, ou le projet de Roque Fraysse le long de la ligne 2, à Saint-Jean-de-Védas.

Pour autant, Montpellier ne va pas cesser d'évoluer, de se transformer, de se moderniser. La ville doit, au contraire, se préparer à poursuivre son développement ; un développement d'une autre nature et à concevoir sous d'autres formes, en mobilisant prioritairement des fonciers déjà urbanisés. C'est bien cet impératif du réinvestissement urbain qui doit guider un nouveau cycle de développement pour demain.

Après une première période de croissance exceptionnelle marquée par une extension urbaine sans contrôle, puis une deuxième période de croissance soutenue marquée par une extension urbaine sous contrôle, ce nouveau cycle de développement portera la marque du réinvestissement urbain. Il sera déterminé par un contexte qui n'est plus celui des Trente Glorieuses, ni celui des premières décennies de la décentralisation.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la nécessaire adaptation au changement climatique, la mise en œuvre d'une véritable transition énergétique, la gestion économe de ressources naturelles, l'avènement d'une économie mondialisée, la diminution structurelle des capacités financières des collectivités constituent autant d'éléments d'une nouvelle donne avec laquelle les villes devront penser leur développement dans les prochaines décennies.

Ce nouveau contexte ne fait que renforcer le caractère impératif du réinvestissement urbain qui répond, par ailleurs, aux grandes orientations portées par la loi et par les documents de planification.

La Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) a, dès 2000, fixé un objectif d'économie d'espace et de lutte contre l'étalement urbain dans la conduite des politiques locales d'aménagement du territoire. La Loi Grenelle précisée par l'actuel projet de Loi Accès au Logement et Urbanisme Rénové (ALUR) viennent renforcer dans ce sens les dispositions du Code de l'Urbanisme en subordonnant, notamment, les nouvelles extensions urbaines à l'optimisation préalable des zones urbaines existantes.

Dans ce même esprit, le Schéma de cohérence territoriale (SCOT) de l'agglomération de Montpellier, adopté en 2006, a établi, à son niveau, un principe directeur consistant à donner la priorité au réinvestissement urbain ; ce principe s'impose à l'ensemble des communes membres, à commencer par la première d'entre elles.

2. L'objet du projet urbain

La démarche d'élaboration du projet urbain Montpellier 2040 s'inscrit dans cette perspective. Elle a pour objet central d'interroger les conditions de mise en œuvre, sur le long terme, de cette nouvelle stratégie de réinvestissement urbain ; des conditions tout à la fois techniques, économiques, environnementales, sociales et culturelles. L'enjeu est bien de déterminer des modalités nouvelles pour anticiper et encadrer la nécessaire mutation de la ville existante dans une logique de densification raisonnée, contextuelle et concertée.

Dans cette optique, le projet urbain Montpellier 2040 a, notamment, vocation à préparer et guider la prochaine révision générale du Plan local d'urbanisme (PLU) - que cette révision intervienne dans un cadre communal ou intercommunal - et, en parfaite coordination avec la Communauté d'agglomération de Montpellier, à alimenter la révision du Schéma de cohérence territoriale qui s'engage.

Plus largement et dans un contexte institutionnel évolutif, cette démarche portée par la ville-centre doit contribuer à l'émergence d'une vision métropolitaine partagée à l'échelle de l'aire urbaine montpelliéraine. Pleinement consciente du fait que nombre d'enjeux d'aménagement du territoire dépassent désormais largement son seul périmètre, la Ville de Montpellier a souhaité, en effet, mettre en discussion son propre modèle de développement urbain au regard de ces nouvelles échelles de la ville territoire et, par-là, apporter sa pierre à l'édifice métropolitain en construction.

3. La méthode d'élaboration

En 2011, la Ville de Montpellier a engagé un concours international afin de s'entourer des compétences requises pour explorer ces différentes dimensions prospectives et élaborer le projet urbain Montpellier 2040.

A l'issue du jury de concours réuni le 9 septembre 2011, trois équipes de professionnels expérimentés ont été sélectionnées :

- l'équipe AUC conduite par Djamel Klouche ;
- l'équipe Madec Clément conduite par Philippe Madec ;
- l'équipe Secchi Viganò Mensia conduite par Paola Viganò et Bernardo Secchi.

Chacune a établi un diagnostic et esquissé des hypothèses dans le cadre d'une phase d'études préalables. Aux visions d'une « ville millionnaire » ou d'une « ville de la frugalité », la municipalité a préféré l'approche à la fois sensible et concrète proposée par l'équipe Secchi Viganò Mensia consistant à tirer parti des singularités montpelliéraines pour bâtir un projet à la fois mobilisateur et réaliste. Retenue en octobre 2012 pour poursuivre ce travail, elle a accompagné la Ville dans la phase de concertation avec le public.

Pour conduire cette concertation et permettre une prise de connaissance fine des enjeux et des acteurs de terrain, l'équipe Secchi Viganò Mensia a fait le choix, en accord avec la municipalité, de s'installer à Montpellier et d'y établir un atelier permanent conçu à la fois comme un lieu de production et de débat autour du projet urbain.

Cette phase de concertation a été jalonnée par trois temps forts.

En premier lieu, une conférence inaugurale a été organisée, salle Pétrarque, le 4 décembre 2012. Elle a permis de présenter au public le diagnostic initial de l'équipe Secchi Viganò Mensia et ses hypothèses pour guider la réflexion et le débat. Elle a également donné lieu à de premiers échanges avec le public à qui a été présentée, par ailleurs, la méthode de concertation des ateliers du projet urbain.

De février à mai 2013, ont ainsi été organisées cinq semaines d'ateliers avec les habitants et les représentants de la société civile. Chaque atelier a porté sur un territoire de la ville auquel était associé un thème dominant.

Atelier 1 sur la partie nord de la ville

Thème : Changement climatique et transition énergétique : comme bâtir la ville résiliente ?

Atelier 2 sur la partie sud de la ville

Thème : Industrie, agriculture, bureau, commerce : quelle place dans la ville demain ?

Atelier 3 sur la partie centrale de la ville

Thème : Centralité, proximité : quelle offre urbaine, quelles modes de ville ?

Atelier 4 sur la partie ouest de la ville

Thème : Habitat, espace public : comment réduire la fracture sociale dans la ville ?

Atelier 5 sur la partie est de la ville

Thème : Grande vitesse, grande échelle : quelle ville au cœur d'une métropole en mouvement ?

Chaque semaine d'atelier été introduite par un parcours dans la ville ; des parcours réalisés avec les habitants et avec le concours de militants associatifs, d'archéologues, d'historiens, d'artistes, de paysagistes et de techniciens intervenant dans de multiples domaines touchant au fonctionnement de la ville. Ces promenades à travers les quartiers ont permis de révéler des espaces méconnus, de présenter des situations emblématiques ou de débattre de questions litigieuses. Elles ont été, surtout, l'occasion d'une appréhension concrète de la ville et d'une écoute, in situ, des paroles habitantes.

A l'issue de chaque parcours urbain introductif, l'équipe Secchi Viganò Mensia a ouvert, durant quatre journées successives, les portes de son espace de travail, installé dans les locaux de la Maison de la Démocratie, afin de permettre des échanges plus approfondis avec les habitants et les acteurs associatifs. Ces rencontres ont été l'occasion de recueillir des idées, des témoignages ou des propositions concrètes.

Chaque atelier a, par ailleurs, donné lieu à un séminaire de travail sur le thème de la semaine, réunissant des professionnels, des chercheurs ou des acteurs de la société civile. Animés par le cabinet Mensia, ces séminaires ont permis de mettre en discussion les éléments du diagnostic initial et de tirer profit des analyses et des contributions d'experts locaux d'horizons variés.

Enfin, chaque atelier a été conclu par un « café du projet urbain » au cours duquel l'équipe Secchi Viganò Mensia s'est efforcée de restituer, auprès du public, les éléments recueillis durant la semaine en proposant d'en dégager de premières pistes pour le projet. Des maquettes de travail ont servi de support vivant à la lecture des enjeux d'aménagement urbain.

Au terme de ce programme de cinq semaines d'ateliers, se sont tenues, le 7 mai 2013 au Corum, les premières assises du projet urbain. Réunissant près de 600 participants, ces assises ont constitué un deuxième temps de fort de la démarche, à mi-parcours. Elles ont été l'occasion de rendre compte d'un premier bilan d'étape de la concertation. Les premières orientations proposées par l'équipe Secchi Viganò Mensia y ont été présentées et mises en débat avec le public et avec des personnalités de la société civile.

La concertation s'est, par la suite, poursuivie sous d'autres formes. Durant le mois de juillet 2013, un atelier spécifique a été organisé en partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier. Mobilisant enseignants et étudiants, il a permis d'approfondir les orientations d'aménagement esquissées lors des premières assises et de réaliser des maquettes détaillées exposant des propositions à une échelle plus fine. Ces maquettes et les réflexions qu'elles sous-tendent ont été présentées au public, par les étudiants et en coordination avec l'équipe Secchi Viganò Mensia, lors d'une séance de restitution.

Ces mêmes maquettes ont servi de support, au cours des mois de septembre et octobre 2013, à l'organisation de séminaires de travail avec les élus de la municipalité, puis avec l'ensemble des services municipaux.

Au terme de ces dernières étapes de concertation, se sont tenues les secondes assises du projet urbain le 4 novembre 2013 au Corum. Troisième et dernier temps fort de la démarche, ces assises ont permis l'exposé des propositions finales de l'équipe Secchi Viganò Mensia devant près de 700 participants. Ces propositions ont développé une stratégie d'ensemble et un plan guide présentant des orientations d'aménagement sur différents quartiers de la ville. Ces éléments, dont la synthèse a été rassemblée dans une publication diffusée à cette occasion, ont été soumis au débat avec le public et avec les représentants des collectivités locales.

Durant toute la démarche, l'ensemble des études et des publications a été mis à la disposition du public sur le site internet du projet urbain www.montpellier2040.fr. Les enregistrements audiovisuels intégraux et résumés des débats des trois temps forts de la démarche y ont été également accessibles. Enfin, des contributions écrites du public y ont été rassemblées et mises en ligne.

4. Le statut du projet urbain

Au lancement de la démarche d'élaboration, la municipalité a publiquement exprimé son souhait que la réflexion confiée à l'équipe Secchi Viganò Mensia permette d'apporter une lecture sans complaisance de la ville et de guider un débat sincère et transparent sur le futur de Montpellier.

Cette mise en débat du projet urbain a suscité un vif intérêt auprès des Montpelliérains. Le site internet a été visité par plus de 22 000 internautes en moins d'un an. Près de 2 000 personnes se sont directement impliquées dans la démarche en participant au moins à l'une des différentes rencontres proposées.

Les débats ont été riches. Les avis s'y sont exprimés librement. Des controverses ont pu apparaître ; des consensus se révéler.

L'équipe Secchi Viganò Mensia a bénéficié de cette même liberté de parole. Cette ligne de conduite a pu mettre en lumière des différences d'appréciation entre certaines analyses développées par l'équipe et les choix portés par la municipalité.

En particulier, l'équipe a émis des réserves sur le caractère prioritaire des grands projets d'infrastructure de transport qui sont engagés au sud de Montpellier (déplacement de l'autoroute A9, réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Nîmes et Montpellier ainsi que de la gare nouvelle associée). Elle a notamment motivé cette analyse en soulignant combien, dans un contexte de diminution structurelle des ressources des collectivités, de tels investissements risquaient, à ses yeux, d'obérer les capacités de financement nécessaires à la mise en œuvre d'actions de réinvestissement urbain qu'elle estime cruciales.

Sur ce point, la municipalité a réaffirmé son engagement favorable à la réalisation de ces grands projets rendus nécessaires par l'accroissement des trafics au droit de Montpellier.

S'agissant de l'A9, elle a rappelé l'objectif consistant, par la séparation des trafics de transit et des trafics locaux, à améliorer les conditions de sécurité dans l'exploitation de l'infrastructure.

S'agissant de la nouvelle ligne ferroviaire, elle a notamment souligné l'opportunité de sa réalisation pour, d'une part, reporter le trafic de fret qui traverse aujourd'hui la ville sur la ligne classique avec les nuisances et les risques induits, et, d'autre part, pour libérer, sur cette même ligne classique, les sillons nécessaires au développement de l'offre ferroviaire à l'échelle métropolitaine entre Nîmes et Montpellier. Elle a également souligné l'opportunité de la réalisation de la gare nouvelle pour permettre de connecter au mieux Montpellier au réseau de la grande vitesse européenne tout en admettant que la montée en puissance de l'activité de cette gare nouvelle sera tributaire de la réalisation, à terme, de l'autre ligne nouvelle entre Montpellier et Perpignan ; cette dernière demeurant le seul chaînon manquant pour optimiser le réseau à grande vitesse entre la France et l'Espagne. Outre le fait que ces projets d'infrastructures sont aujourd'hui mis en chantier et donc irréversibles, la municipalité a tenu, enfin, à noter qu'une part très majoritaire de leur financement ne relève pas des budgets publics locaux.

Il faut noter qu'à l'issue de ces échanges, l'équipe Secchi Viganò Mensia a pris en considération le caractère irréversible de ces projets linéaires et a développé une proposition consistant à mettre en œuvre, dans la

traversée du territoire de la plaine montpelliéraine, une stratégie de compensation permettant, d'une part, de préserver de grandes transparences hydrauliques et écologiques entre Montpellier et la plaine de Maurin et, d'autre part, d'organiser les espaces de cultures et de prairies inondables sous la forme d'un grand « parc de la lagune », reliant la ville aux étangs.

De bout en bout de la démarche, la municipalité a souhaité assumer ces différences d'appréciation tout en donnant la possibilité à chacun d'exprimer publiquement ses analyses.

Dans ce même esprit, elle a souhaité soumettre les conclusions de ce travail au débat du conseil municipal. C'est l'objet du présent rapport auquel est annexé le document d'étude final réalisé par l'équipe Secchi Viganò Mensia.

Ce document d'étude n'est pas un document à portée juridique. Il ne crée pas de droit et ne fixe pas de norme. Il présente une vision stratégique et énonce des principes et des orientations afin de guider nos politiques urbaines sur le long terme. Aussi et par analogie avec l'examen d'un projet d'aménagement et de développement durable, tel que prévu dans une procédure d'élaboration d'un document d'urbanisme, ce projet est soumis au débat sans qu'il fasse l'objet d'une adoption formelle.

B. LE PROJET

0. Le diagnostic initial

Le projet urbain prend appui sur un diagnostic initial, croisant les analyses produites par les trois équipes de prestataires engagées dans la phase de concours.

Ce diagnostic a mis en exergue des éléments saillants dont la synthèse, formulée par l'équipe Secchi Viganò Mensia, est ici rappelée.

Montpellier fait partie des villes françaises dont la croissance démographique est la plus forte. Cette croissance, largement alimentée par les migrations résidentielles, confirme l'attractivité qui a présidé, depuis 50 ans, à l'essor de Montpellier et, plus largement, de sa région urbaine. La ville a opéré une mutation spectaculaire en sachant capter ce flux par une politique de maîtrise publique du développement urbain qui l'a placée dans la position incontestable de capitale régionale et de centralité métropolitaine. Elle a su, par ailleurs, en tirer bénéfice au profit d'une dynamique économique certaine.

L'augmentation de la population a soutenu une transformation de l'espace urbain portée par des opérations d'aménagement emblématiques - à commencer par le quartier Antigone - et accompagnée par une politique de mobilités résolument tournée vers les transports publics.

Montpellier a grandi vite. Les nouveaux quartiers ont progressivement repoussé les limites de la ville, gagnant sur les espaces naturels tout en cherchant à composer avec eux. Par ailleurs, des formes urbaines disparates, souvent héritées, de grandes enclaves publiques ou économiques se sont accumulées sans qu'émerge une structure urbaine claire, lisible. Le domaine privé s'est enclos et l'espace public, disposant de peu d'emprises et longtemps livré à l'automobile, a bénéficié de reconquêtes certes emblématiques (par le tramway et la piétonisation notamment) mais encore partielles. Le centre-ville, petit au regard de la taille qu'a atteint l'aire urbaine, est fortement concurrencé par le commerce de périphérie et les centralités de quartier n'ont pas toutes pu prendre le relais.

Pour Montpellier, accueillir demeure une réalité contemporaine dont elle peut tirer le meilleur parti. Faire grandir la ville sur elle-même semble pouvoir être l'occasion de lui donner un nouveau cycle de vie, de réinvestir ses quartiers - en priorité ceux situés dans sa périphérie, parfois en marge : la ville comme ressource renouvelable.

En tirer le meilleur parti donc. Mais aussi en contenir les risques :

- celui de s'installer dans un modèle économique trop résidentiel, dépendant de l'économie publique et de la solidarité nationale (l'économie montpelliéraine vit pour seulement 16% de sa base productive contre 24 à 28% à Nantes, Rennes, Strasbourg ou Grenoble) ;
- celui de voir le lien social, déjà fragilisé par les tensions sur le marché de l'emploi, déséquilibré par des phénomènes de rente foncière et de ségrégation socio-spatiale (la déconnexion entre les prix du logement et les revenus des ménages n'a jamais été aussi forte) ;
- celui de voir se dégrader la relation entre la ville et son environnement naturel sous l'effet d'une croissance « débordante » et de l'étalement urbain.

Montpellier et sa région urbaine se sont transformées en même temps qu'émergeait progressivement la nécessité de faire face à des défis majeurs : le changement climatique, la raréfaction des ressources, l'augmentation du coût de l'énergie et de la mobilité, la précarisation d'une partie croissante de la population et, plus récemment, la limitation des capacités financières des collectivités locales.

Ces défis se présentent à un moment charnière de l'histoire des politiques urbaines à Montpellier. Les derniers grands projets d'aménagement atteignent les limites communales. Le renouvellement urbain est désormais un impératif pour poursuivre l'accueil résidentiel dans la ville même. Mais l'espace public n'y est pas toujours à la hauteur de la qualité de ville revendiquée. Il appelle donc à être réinvesti pour constituer le support d'un nouveau cycle de développement de la ville sur la ville. Un support apte à soutenir l'intensification urbaine et à consolider le lien social.

C'est donc à la fois un nouvel espace urbain et une nouvelle manière de le produire et de le faire vivre que Montpellier peut inventer. Un nouveau modèle de développement, soutenable au plan financier et environnemental. Un modèle mieux articulé avec celui de son bassin de vie, qui s'appuie sur une coordination des politiques publiques aux différentes échelles.

De ce point de vue, le projet urbain Montpellier 2040 est une contribution à une vision d'avenir partagée pour le grand territoire, dans laquelle la ville assume pleinement son rôle de centralité métropolitaine.

C'est aussi la recherche d'un nouveau récit. C'est dans cet esprit que l'équipe Secchi Viganò Mensia a proposé trois images de ville qui lui semblaient à la fois puiser dans l'identité de Montpellier et pouvoir guider son projet sur le long terme :

- une ville qui permet une haute qualité de vie au plus grand nombre, où il est agréable et sain d'habiter, qui invente et met en œuvre une nouvelle manière d'être ensemble dans la cité, un modèle sociétal plus collectif et plus sobre, producteur de valeur pour le territoire : Montpellier « la belle vie » ;
- une ville innovante, qui se singularise en inventant ses propres critères de distinction, sans se résoudre à endosser les standards de la métropole moyenne en tout, sans non plus singer la recherche d'excellence : Montpellier « the place to be » ;
- une ville inclusive, mieux équilibrée sur le plan démographique, qui s'efforce de lutter contre les ségrégations sociales et spatiales en repensant l'espace urbain et les fonctions de la ville à toutes les échelles : Montpellier « l'humaniste ».

Trois facettes d'une seule et même ville, trois visages que Montpellier peut offrir à ceux qui font le choix d'y habiter.

1. Les valeurs du projet urbain

Le projet urbain Montpellier 2040 ne doit pas se résumer à une vision d'urbanistes. Il est d'abord l'expression d'un projet de ville ; un projet porté par des valeurs qui puisent dans l'identité de Montpellier et proposent un

imaginaire renouvelé pour une vision collective de la ville. Ces valeurs ont été approuvées par le Conseil Municipal, dans sa délibération du 1^{er} octobre 2012, et partagées par les nombreux citoyens engagés dans cette démarche.

L'hospitalité comme valeur cardinale

La première de ces valeurs précède le projet. Elle le sous-tend.

La Ville de Montpellier comptait 260 000 habitants en 2010. Elle devrait en compter près de 340 000 en 2040.

Cette dynamique est d'abord une chance. Et Montpellier peut s'enorgueillir d'être fidèle à sa tradition humaniste d'accueil, d'ouverture et de tolérance qui a façonné son histoire et a contribué à son rayonnement. Le projet urbain réaffirme cette ambition d'hospitalité comme valeur cardinale.

Ville-centre d'une métropole en construction, Montpellier prendra, en particulier, toute sa part à l'effort de production de logements qu'exige cette dynamique démographique à l'échelle du grand territoire.

L'actuel Programme local de l'habitat (PLH) de l'agglomération de Montpellier prévoit, pour la période 2013-2018, un rythme de production de 5 000 logements par an dont 2 500, soit 50 %, sur la seule Ville de Montpellier. Au terme de cette période du PLH, la Ville de Montpellier devrait compter environ 290 000 habitants.

Au-delà, les scénarios de long terme établis localement par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), pour le compte de la Communauté d'agglomération de Montpellier, tablent sur la poursuite d'une baisse relative du taux de croissance démographique de l'aire urbaine montpelliéraine ; baisse structurelle déjà observée depuis plus de 20 ans. Ce taux de croissance annuel moyen passerait ainsi d'environ + 1% sur la décennie 2010 à environ + 0,5 % sur la décennie 2030.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier se propose de poursuivre, sur la longue période, l'objectif consistant à accueillir, sur son territoire, 50 % de l'effort de production de logements qui devra être renouvelé sur l'ensemble de l'agglomération. Car il serait naïf de penser qu'une politique d'urbanisme plus malthusienne aurait pour seul effet de contenir cette croissance. Comme cela a pu s'observer ailleurs, elle tendrait à aggraver la tension sur le marché du logement au détriment de tous, et d'abord, des plus modestes.

Dans cette hypothèse et au-delà de l'actuel PLH, Montpellier doit donc se préparer à accueillir environ 50 000 nouveaux habitants à l'horizon 2040 ; une dynamique démographique dont la part majoritaire et croissante sera liée à l'augmentation naturelle de la population et non plus, comme par le passé, au poids dominant des apports migratoires.

Ceci posé, les termes quantitatifs de cette croissance probable ne doivent pas constituer le seul horizon de la réflexion prospective.

La croissance démographique en elle-même ne peut pas être une fin en soi ; au risque de mettre en péril les fondements mêmes des qualités qui contribuent au rayonnement montpelliérain. La question posée n'est plus tant celle du combien mais bien celle du comment ; autrement dit, une croissance urbaine selon quel modèle de développement, à quel rythme, sous quelle forme et à quel prix.

Plus que les quantités, ce sont donc bien les qualités du projet urbain qui sont en jeu. Et c'est cette question du comment qui a structuré à la fois la réflexion prospective et le débat citoyen dans le cadre de la démarche Montpellier 2040.

Vers un modèle de développement plus sobre et plus intense

Apports migratoires, budgets publics, réserves foncières : la diminution des ressources implique d'accélérer la transition vers un modèle de développement à la fois plus sobre et plus intense. Il s'agit bien de construire un modèle de développement plus économe en espace et en énergie, mais aussi plus riche en contenus urbains et en valeurs sociales ; un modèle de développement qui puise dans les ressources renouvelables de la ville ; des ressources économiques, culturelles ou scientifiques autant que spatiales, naturelles ou énergétiques.

Vers une ville inventive ou le pari de la connaissance

Montpellier ne doit pas se rendre dépendante de la seule économie résidentielle qui, si elle demeure une part essentielle de l'activité, est exposée aux variations des flux migratoires. Son développement sur le long terme doit résolument prendre appui sur des bases durables, des atouts propres ; en premier lieu sa ressource universitaire, la recherche et l'innovation.

Cité du savoir, Montpellier doit cultiver son ambition de ville éducative, dès les premiers âges, et valoriser la place de ses milliers d'étudiants pour s'affirmer comme une ville créative, productrice de richesses nouvelles pour l'avenir.

Vers une ville inclusive ou la belle vie en partage

La qualité de vie montpelliéraine doit être accessible au plus grand nombre. Face à l'écueil d'une ville à deux vitesses, le projet urbain porte une ambition de justice sociale et de solidarité spatiale ; celle d'une ville inclusive à l'écoute de ses quartiers populaires et de ses habitants les plus vulnérables.

Montpellier sera d'autant plus accueillante à ceux qui veulent y habiter qu'elle saura être attentive à ceux qui y habitent déjà.

Face aux risques d'une ville fragmentée, privatisée, gagnée par le repli sur soi, Montpellier entend renouveler sa promesse d'une ville ouverte ; ouverte au monde comme à son voisin ; une ville où faire société ensemble passe par des espaces publics investis, embellis et civilisés.

Vers une ville résiliente ou les vertus de l'anticipation

Viellissement de la population, augmentation du coût de l'énergie, aggravation du risque d'inondation, recrudescence des phénomènes caniculaires : Montpellier ne doit pas subir mais anticiper les changements à venir. S'adapter aux mobilités lentes, économiser l'énergie, limiter l'imperméabilisation des sols, rafraîchir la ville : voilà quelques-uns des défis d'une politique de résilience urbaine apte à surmonter les effets du changement ; que ce changement relève du dérèglement climatique, de la transition énergétique, d'évolutions démographiques ou de cycles économiques.

2. Un plan guide pour le projet urbain

Le fait que le projet urbain ne crée pas de droit et ne fixe pas de norme ne doit pas être une faiblesse. Au contraire, cela peut constituer une chance pour susciter l'imaginaire collectif et énoncer des principes afin de guider l'action sur le long terme. C'est le sens du plan guide du projet urbain.

Bâtir une ville parc

SAB

Le plan guide propose de placer l'écologie comme support premier. Le relief, les cours d'eau, la biodiversité composent, à Montpellier, des paysages d'une qualité rare. Cette qualité ne mérite pas seulement d'être préservée, elle doit être cultivée, enrichie.

Articuler un système de parcs

De-là l'idée de bâtir, dans la durée, une ville parc qui prenne appui sur système territorial articulant un parc des hauteurs (Lunaret, Montmaur, Coteau, Grèzes, Grammont) et un parc des vallées (Lez, Mosson, Verdanson, Lantissargues, Lironde, Rieucoulon) lui-même ouvert sur ce qui pourrait devenir, vers la mer, le grand parc de la lagune pour reprendre les termes de l'équipe Secchi Viganò Mensia. Autant de parcours et de paysages qui, sans être nécessairement de statut public, pourront être pratiqués et porteurs de valeurs collectives.

Développer la canopée urbaine

Bâtir une ville parc c'est aussi construire ses lisières urbaines (Bouisses, Blanquette) et mettre en valeur les grands alignements plantés qui structurent son paysage intérieur.

Bâtir une ville parc c'est enfin et surtout développer la canopée urbaine. Etendre la présence arborée et le couvert végétal pour embellir la ville bien sûr, mais aussi pour la rafraîchir, lutter contre le risque d'inondation et favoriser la biodiversité.

Dessiner la ville par l'espace public et à l'échelle de la mobilité douce

Le plan guide propose de faire des espaces publics l'armature du projet urbain, sa signature.

Avenues, rues, places, esplanades composent la structure essentielle de la ville. Si le cadre bâti évolue, l'espace public, lui, demeure. Renouveler la ville exige donc de prendre appui sur cette armature d'espaces publics comme objet de projets et levier de transformations urbaines, à l'échelle du piéton citadin.

Prendre appui sur des « lignes de centralité continue »

Dessiner la ville par l'espace public c'est d'abord valoriser les tracés anciens, les rues de faubourgs (Boutonnet, Figuerolles), les routes historiques (Ganges, Lodève, Toulouse, Palavas) susceptibles de diffuser la centralité selon des lignes de continuité. Cette notion de centralité continue - par opposition à un polycentrisme théorique sans doute voué à l'échec - implique un espace public accueillant et animé (où l'avantage est donné au piéton), vecteur d'intensité urbaine, de façon linéaire.

Domestiquer les boulevards de ceinture

De l'avenue de la Justice de Castelnau à l'avenue Pavelet, les boulevards de ceinture forment aujourd'hui une coupure dans la ville. Les domestiquer est une priorité. Pour leur permettre d'accueillir des mobilités douces (l'installation du tramway y contribue déjà), mais plus encore pour transformer certains carrefours (au droit de l'avenue de Toulouse ou de la route de Mende par exemple) en places urbaines, passantes et marchandes.

Reconquérir les espaces du quotidien

D'autres places plus centrales (la place Max Rouquette, la place Alexandre Laissac, la place de la Comédie dans sa relation avec Antigone) appellent également des transformations emblématiques de ce mouvement de reconquête.

Par-delà, c'est un maillage des espaces publics du quotidien qui doit irriguer la ville, en partant des écoles et des maisons pour tous, et en se connectant aux stations de tramway.

Donner la priorité au re-cyclage de la ville

Priorité au réinvestissement urbain : tel fut le mot d'ordre du SCOT de l'agglomération Montpellier. Le projet urbain en propose une interprétation sensible et concrète à l'échelle de la ville.

Recycler la ville à l'heure du plan climat-énergie, c'est d'abord prendre la mesure de l'énergie grise que contient la ville, ses bâtiments comme ses infrastructures. Et les principaux gisements d'économie d'énergie se trouvent, en particulier, dans la rénovation thermique des grands ensembles immobiliers des décennies 1960-1970.

Une densification assumée, raisonnée et contextuelle

C'est aussi saisir l'occasion d'une densification assumée, raisonnée et contextuelle pour apporter de nouveaux usages ou de nouvelles valeurs : une offre de logement diversifiée, un commerce étoffé, un espace public requalifié, un patrimoine végétal renforcé.

Déployer une centralité à dimension métropolitaine

Certains espaces de recyclage relèvent d'enjeux stratégiques. C'est le cas de la restructuration du site de l'ancienne mairie, dans le cadre de l'opération Pagézy. Là se joue le déploiement d'une centralité à dimension métropolitaine. Pousser les murs du centre-ville, en transformant le « verrou » du Polygone et en amenant symboliquement la Comédie jusqu'au Lez, doit permettre à Montpellier d'affirmer une nouvelle capacité d'attractivité, facteur de rayonnement, notamment commercial, bien au-delà de la seule capitale régionale.

Re-cycler la ville, la réinvestir, c'est apporter un sens nouveau à l'idée de densité ou d'intensité urbaine. Cette transformation ne peut pas être aveugle, uniforme, conçue pour elle-même ou au service exclusif d'objectifs de production de logements. Elle doit être orientée et encadrée selon des intentions de projets explicites et des prescriptions détaillées, contextuelles. Les quatre espaces ici développés sont porteurs d'enjeux de niveau stratégique. Les images, produites à l'occasion des ateliers du projet urbain, ne doivent pas être lues comme des projets à caractère opérationnel. Elles affirment des continuités et suggèrent de nouvelles ambiances urbaines ; elles explorent des pistes de transformations possibles.

La ville dans le campus, le campus dans la ville

A Montpellier, à l'instar de Heidelberg, Bologne ou Cracovie, la trajectoire et l'identité de la ville se confondent avec celles de son université. Le nombre et la diversité de ses étudiants, la qualité de sa recherche, la densité de ses rencontres culturelles et scientifiques, forment le principal facteur de rayonnement de Montpellier à l'échelle européenne. Cette ressource est sans doute l'une des plus précieuses pour l'avenir ; sur laquelle Montpellier peut asseoir son développement sur le temps long. Son inscription physique dans la cité est donc un enjeu non seulement symbolique mais fonctionnel.

Le campus montpelliérain, développé au nord de la ville sur l'axe des routes de Ganges et de Mende, occupe une place évidente, mais perçue comme périphérique. Les mobilités y sont largement marquées par l'emprise automobile et les espaces y sont fragmentés, clôturés. En parfaite cohérence avec le plan campus conçu avec les acteurs universitaires, l'enjeu est d'ouvrir l'université sur la ville et la ville sur l'université. L'irrigation par le réseau de tramway, la diversification de l'offre de logement doivent y contribuer.

Fabriquer une centralité continue entre l'Ecusson et le campus

En complément, le projet urbain propose de valoriser la proximité du campus avec l'Ecusson (moins de 1,5 km) en fabriquant une véritable centralité continue, propice à la marche à pied et au vélo, au commerce et à toutes formes d'animation urbaine. Cette centralité continue pourrait prendre appui sur un faisceau d'espaces publics accueillants, conçus à l'échelle du piéton et mettant en relation, le tracé historique du faubourg Boutonnet et l'itinéraire du tramway. Cela implique notamment d'effacer, particulièrement sur cet axe, l'actuelle coupure des boulevards de ceinture.

Le Verdanson : une grande promenade à travers la ville

Les cours d'eau dessinent une nouvelle alliance entre la ville et la nature. Vecteurs du risque d'inondation, exposés à la pression urbaine, ils combinent un double enjeu : adapter le territoire au changement climatique et résister à l'artificialisation. Résilience et résistance.

Totalement inclus dans la ville (il prend sa source en amont du Domaine d'O et se jette dans le Lez aux Aubes), le Verdanson est intimement lié à l'histoire de Montpellier. Continuité écologique exceptionnelle, terrain de jeu des nouvelles pratiques urbaines, il demeure pourtant méconnu, voire ignoré.

Le projet urbain propose de révéler la formidable ressource que constitue le Verdanson pour en faire un nouveau lien entre les quartiers. Naturel en amont du stade Philippiès, canalisé en aval, il peut devenir un grand parcours à travers la ville pour les circulations douces, ponctués de lieux d'agrément où les citoyens réapprennent à vivre avec la présence (ou l'absence) de l'eau et avec le risque qui lui est associé. Les nombreux fonciers publics qui le bordent peuvent, par ailleurs, donner lieu à des projets de transformation urbaine qui ne lui tournent plus le dos, mais dialoguent avec lui.

Lez, Mosson, Lantissargues et Verdanson : quatre cours d'eau qui structurent le parc des vallées

Ce projet de mise en valeur du Verdanson devra s'inscrire à la dimension du parc des vallées et s'articuler avec les interventions programmées sur les autres cours d'eau structurant à l'échelle montpelliéraine : le Lantissargues, dans le cadre des projets EAI et Restanque, ainsi que les deux corridors écologiques du Lez et la Mosson qui font l'objet, chacun, de projets de voies vertes portés par le Département de l'Hérault et conçus de leur source à la mer.

Entre Alco et La Paillade, une seule ville

L'ambition d'une ville inclusive, l'impératif de cohésion sociale et spatiale fondent le projet urbain. Face au risque d'une ville à deux vitesses, l'effort de réinvestissement urbain doit concerner, en priorité, les quartiers populaires et notamment ceux en situation de périphérie, voire de marge.

Le quartier de La Paillade incarne cet archétype urbain. Pourtant, La Paillade n'est plus la ZUP isolée dans les garrigues de Montpellier. Connecté au réseau de tramway, doté de nombreux équipements, le quartier connaît une animation qui attire bien-au-delà des quartiers voisins.

La relation à la ville demeure toutefois un enjeu déterminant pour le futur. Le parc Malbosc est vécu par certains comme une frontière. Les infrastructures routières ont introduit de nouvelles coupures physiques.

Une nouvelle greffe urbaine

L'opération Pierresvives, portée par le Département de l'Hérault, fait le pari d'ouvrir le quartier. Le projet urbain propose d'amplifier cette dynamique pour relier de manière claire et définitive la Paillade à la ville. La rue d'Alco et son prolongement par l'avenue Blayac, tracé ancien et direct, pourraient devenir le support de cette nouvelle greffe urbaine, un lien d'espaces publics généreux, continus et connectés aux établissements scolaires. Une offre de logement diversifiée prendrait place sur des fonciers à recycler et s'adosserait au parc des hauteurs reliant le paysage du Coteau à Malbosc et au Domaine d'O. Les mutations annoncées des emprises foncières de l'actuelle Ecole Supérieure de Commerce et des abords de l'Hôtel du Département peuvent contribuer à cette démarche globale de projet.

Restanque, un nouveau visage de la ville productive

Montpellier, comme d'autres villes, a eu tendance à rejeter à sa périphérie les lieux de production industrielle, d'artisanat ou de logistique. Cette logique s'est nourrie d'une théorie moderniste selon laquelle les activités de la ville (économie, habitat, commerce, loisir) devaient être séparées dans des zones monofonctionnelles spécialisées : le zoning. Conçue dans les années 1960, la zone des Prés-d'Arènes en est le témoignage. Rattrapée par la ville, cette zone fait l'objet d'un projet de transformation - La Restanque - qui doit s'attacher à ne pas reproduire ce processus d'éviction des activités vers de nouveaux espaces d'urbanisation périphérique.

Concilier habitat et activité en ville

Dans un contexte de raréfaction des ressources foncières équipées, le projet urbain propose de réinterroger ce processus et de rechercher des formes alternatives d'hybridation qui permettent de concilier un développement résidentiel et le maintien, sous une forme adaptée, voire le renouvellement d'activités productives en ville. A ce titre, le marché-gare, plateforme d'alimentation de Montpellier, pourrait valoriser la proximité du centre-ville par une chaîne de logistique urbaine écologique, branchée sur le fer. Cette même proximité pourrait permettre d'ouvrir le marché-gare à d'autres fonctions urbaines en lien avec sa vocation : restaurants, fermes urbaines, jardins partagés.

Pour engager cette hybridation, le projet urbain propose de prendre appui sur le ruisseau du Lantissargues pour fabriquer un parc linéaire, support de nouveaux usages et de nouvelles densités ; un parc inscrit dans un maillage d'espaces publics reliant les quartiers résidentiels de Tournezy et Saint-Martin entre eux ; enfin, un parc conduisant vers le grand paysage de la lagune.

Par-delà cet exemple de la Restanque, la ville doit réapprendre à accueillir en son sein l'ensemble des immobiliers à vocation économique. Qu'il s'agisse de bureau, de commerce ou d'artisanat, les lieux de l'économie n'ont plus à être rejetés en périphérie, loin des services, loin des transports. Ils doivent reprendre toute leur place dans les formes de la ville de demain. De manière complémentaire, les anciennes zones d'activité économique monofonctionnelles (ZOLAD, IBM, etc.) devront évoluer dans le sens d'une plus grande mixité urbaine.

Coordonner dans le temps les grands secteurs d'aménagement en extension urbaine

Le recyclage ne portera pas seul l'effort de production urbaine de Montpellier dans les prochaines décennies. De nouveaux quartiers (Rive Gauche, République notamment) sont bien sûr programmés pour mener à bien le grand projet d'aménagement du secteur Port Marianne conçu il y a près de 30 ans déjà. Dans son prolongement, au sud de l'actuelle autoroute et en coordination avec la montée en puissance de la nouvelle gare TGV, le secteur Oz, prendra le relais d'une extension urbaine planifiée, de longue date, en direction de la route de la Mer.

3. Le défi de la mise en œuvre

Le projet urbain Montpellier 2040 est une invitation à surmonter l'injonction du court terme, un exercice pour penser la ville sur le temps long. Mais 2040 commence aujourd'hui. Et un projet n'a d'ambition et d'intérêt que s'il est faisable. Aussi, les pistes de sa mise en œuvre devront veiller à faire preuve de réalisme tant du point de vue technique que social et économique. Il s'agira, notamment, d'intégrer la diminution annoncée des capacités financières des collectivités comme un déterminant structurant des politiques publiques.

Un projet emblématique du re-cyclage urbain : la reconversion de l'EAI

Re-cycler la ville, c'est donner un nouveau cycle de vie à des bâtiments, à des espaces publics à des paysages appropriables par tous. Re-cycler la ville, c'est faire le choix d'un développement économe en espace, économe en énergie. Si le projet urbain Montpellier 2040 porte cette stratégie globale à l'échelle de la ville et sur le long terme, la reconversion du site de l'EAI en sera l'une des principales concrétisations à court terme.

Friche militaire de 38 hectares en pleine ville, le site de l'EAI fait, en effet, l'objet d'un ambitieux projet d'aménagement urbain, conçu en concertation avec les habitants. Il prévoit notamment de conserver les bâtiments de l'ancienne caserne Lepic dont les qualités architecturales se prêtent à des détournements, des transformations résolument contemporaines et productrices de valeurs nouvelles. Ainsi après réhabilitation, certains bâtiments pourraient gagner 10 à 20 % de surfaces de plancher utiles.

Au global, le projet d'ensemble intégrera un programme de 3 000 logements (dont 30 % de logements sociaux), une nouvelle cité de la musique et des arts, et un parc de plus de 16 hectares adossé au ruisseau du Lantissargues. Le tout desservi par la future ligne 5 du tramway. Sa réalisation, sur 10 à 20 ans, est de nature à marquer, de manière emblématique, ce nouveau cycle de développement urbain qu'entend porter la Ville de Montpellier.

Une action phare pour bâtir la ville parc : planter 50 000 arbres

Le projet urbain porte une ambition première : bâtir une ville parc, faire de Montpellier une référence en matière d'écologie urbaine.

L'idée centrale est de déployer, dans la durée, une véritable canopée urbaine, d'étendre la présence arborée et le couvert végétal pour embellir la ville bien sûr, mais aussi pour la rafraîchir, lutter contre les effets du ruissellement et favoriser la biodiversité.

Le plan New York 2030 s'est fixé une ambition similaire avec pour objectif la plantation d'un million d'arbres dans la ville, soit un nouvel arbre pour chaque nouvel habitant. Un dispositif opérationnel y a été mis place pour réaliser cette action phare, l'animer auprès des habitants et la suivre dans le temps. Fin 2013, ce sont déjà 800 000 arbres qui ont été plantés sur le domaine public comme sur le domaine privé.

Inspiré par cette expérience remarquable, le projet urbain propose de l'adapter au contexte local et de fixer pour objectif de planter, à Montpellier, 50 000 arbres à l'horizon 2040, soit, là aussi, un nouvel arbre pour chaque nouvel habitant.

Outre la mise en place d'un dispositif opérationnel ad hoc, appuyé sur les compétences de la collectivité pour conduire, en concertation avec les habitants, des projets de plantation sur le domaine public, la mise en œuvre d'une telle action, dans la durée, implique également de mobiliser les acteurs privés autour de nouveaux principes directeurs dans la conception des projets de constructions.

L'idée serait de réserver, à l'avenir, au moins 50 % d'espaces en pleine terre dans l'aménagement des parcelles privées à l'occasion de nouveaux projets immobiliers. Ces espaces en pleine terre, conservés ou regagnés, pourraient être mis à profit pour permettre la plantation d'arbres de haute tige, de manière diffuse à l'échelle de la ville. Ce principe ne pourrait bien sûr s'appliquer qu'en dehors des parties anciennes de la ville, les plus densément bâties.

Ces dispositions pourraient être traduites de manière contextuelle dans le Plan local d'urbanisme et s'imposer, à l'occasion de tout projet immobilier, comme une forme concrète de compensation des incidences de la densification sur l'environnement urbain.

100 petits projets au service d'une grande politique d'espace public

Le projet urbain place la question de l'espace public au cœur des processus de transformation et de requalification de la ville. Il porte également l'ambition d'une égale qualité de traitement pour l'ensemble des quartiers de la ville ; l'espace public comme projet politique fédérateur.

L'idée est d'abord d'investir dans les lieux du vivre ensemble, mais aussi dans des liens qui connectent les quartiers entre eux en prenant appui sur le réseau des espaces publics du quotidien, autour des écoles, des maisons pour tous et des stations de tramway.

Dans un contexte de diminution des ressources budgétaires des collectivités, le projet urbain suggère de doter la ville d'un vocabulaire unifié d'aménagement des espaces publics, valable du centre-ville aux quartiers périphériques, mais privilégiant une ligne de matériaux et de mobilier simple, rustique et durable.

Ce nouveau vocabulaire d'aménagement doit pouvoir se décliner au travers de multiples projets localisés en priorité autour des équipements de proximité ou à l'occasion de projets immobiliers significatifs ; d'où l'idée de 100 petits projets, peu coûteux, conçus avec les habitants et susceptibles d'être mis en œuvre de manière rapide.

Avec ces interventions légères développées sur l'ensemble du territoire de la ville, l'objectif est aussi de permettre une reconquête des espaces publics au service d'une politique de mobilité ; une politique qui favorise les modes de déplacements dits actifs, à savoir la marche et le vélo. Outre leur caractère non polluant, ces modes de déplacements impliquent un exercice physique qui peut participer, à l'image des politiques mises en œuvre à Copenhague par exemple, d'une véritable stratégie de santé publique au service d'une ville du bien-être.

Pour mémoire, l'actuel Plan de déplacements urbains (PDU) de l'agglomération de Montpellier fixe, pour la Ville, un objectif visant à réduire la part des déplacements effectués en automobile de 50 % en 2003 (année de la dernière Enquête Ménages Déplacements) à 35 % en 2020. Dans cette même perspective, le projet urbain Montpellier 2040 se propose, lors de chaque aménagement de donner l'avantage à la marche, au vélo comme aux transports publics, par un meilleur partage de l'espace, mais également par une régulation des trafics qui leur donne explicitement la priorité. Cela peut passer notamment par une généralisation des zones de circulation apaisée (zones 30 ou zones de rencontre) comme le préconise déjà le PDU. L'idée n'est donc pas d'interdire la voiture, dont l'usage demeure une réponse pertinente à certains besoins de déplacements urbains, de longue distance notamment, mais bien de veiller à rendre, dans la ville, plus commodes, plus efficaces et plus fiables les modes de déplacements alternatifs. Enfin étant donné le peu d'emprises publiques dont dispose

Montpellier, du fait de son histoire urbaine, il apparaît plus sage de miser sur une cohabitation apaisée entre modes de déplacements (notamment par un moindre différentiel de vitesses entre automobiles et vélos) que sur une séparation physique de la voirie qui pourrait s'avérer couteuse et peu opérante in fine.

Le projet urbain met tout particulièrement l'accent sur l'importance d'adapter la ville et ses espaces à l'échelle du piéton. La marche est, en effet, un mode de déplacement simple et démocratique, sans doute le plus sain et le plus économe. Souvent compatible avec les distances parcourues dans Montpellier - qui demeure une ville à taille humaine - la marche constitue également une pratique indissociable de l'usage des transports publics. Par exemple, la part de la marche double quand on observe les pratiques de mobilité dans les zones d'influence du tramway.

Replacer le piéton au centre la conception des espaces publics n'est pas anodin. Cela implique de considérer son parcours, son échelle et sa vitesse comme déterminants ; ce au profit d'une ville peut-être plus lente, mais à la fois plus sûre, plus calme et - cela n'est pas négligeable - plus économe en infrastructures.

De la ZAC à la concession : diversifier les outils d'un urbanisme négocié

Dans les 30 dernières années, Montpellier a conduit une politique volontariste qui a permis à la collectivité de maîtriser, par l'aménagement public, une part importante de la production urbaine neuve : en 2013, un logement sur deux est produit dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). L'espace public qui irrigue les nouveaux quartiers est lui-même produit (et donc financé en tout ou partie) dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble.

Cette manière de produire la ville a fait la démonstration de son efficacité. Le rythme de production urbaine montpelliérain a jusque-là permis de soutenir et d'accompagner la croissance démographique sans sacrifier la recherche de qualité ; mais elle touche aujourd'hui à ses limites du fait, en premier lieu, de la raréfaction des grands gisements fonciers qui en ont servi de support. La ZAC, en tant que dispositif juridique et financier, a, par ailleurs, façonné une manière de penser le projet comme un système autosuffisant ; au risque de produire la ville comme une juxtaposition d'opérations dont les qualités propres ne suffisent pas à garantir une cohérence urbaine d'ensemble. Par ailleurs, la difficulté à financer l'aménagement est une question qui va se poser de manière très forte et croissante. Le modèle d'un aménagement totalement maîtrisé par la collectivité publique pourrait ne pas tenir longtemps devant la contrainte budgétaire et le renchérissement continu des coûts fonciers ; quand bien même la politique de maîtrise foncière conduite à Montpellier en permet une réelle contention.

Dans ce contexte, le projet urbain ne propose de pas de renoncer à la ZAC, mais bien plutôt d'adapter les outils d'intervention de la collectivité à la réalité et aux contraintes du réinvestissement urbain ; à savoir un foncier rare et des opportunités urbaines diffuses. L'ambition est bien de renouveler une maîtrise publique revendiquée de la production urbaine en diversifiant les formes de partenariats entre la collectivité et les opérateurs privés. L'expérience des Projets urbains partenariaux (PUP) en fournit de premiers exemples. Le déploiement du dispositif de la concession Grand Cœur en propose une autre facette possible à l'échelle d'un vaste territoire. En toute hypothèse, l'objectif de maîtrise publique des mécanismes de récupération de la rente foncière et immobilière devra être poursuivi au service de l'intérêt collectif et d'une stratégie de péréquation des charges foncières relevant, plus globalement, d'une politique de solidarité entre les quartiers.

Le PLU 3D : un chantier innovant pour encadrer les transformations de la ville

Comme cela a été illustré au travers de la disposition consistant à réserver au moins 50 % d'espace en pleine terre dans le cadre de futurs projets immobiliers, la prochaine révision générale du Plan local d'urbanisme doit constituer un chantier essentiel de mise en œuvre des orientations du projet urbain.

Un préalable consistera, toujours dans l'optique de bâtir une ville parc, de mettre à jour et le renforcer les protections des espaces boisés ou à repérer des terrains urbains cultivés susceptibles d'être conservés.

Plus fondamentalement, le futur PLU devra être conçu comme un véritable « PLU projet » ; c'est-à-dire non pas une compilation de règles de construction définies a priori, mais bien la traduction, partout où cela sera possible, d'intentions de projet contextuelles, d'orientations d'aménagement localisées. Par analogie avec les dispositions qui s'appliquent aujourd'hui dans les périmètres de protection du patrimoine urbain, les supports cartographiques du futur PLU devront rendre compte de principes clairs et précis.

Afin de rendre ces principes et leur traduction réglementaire les plus accessibles et de permettre notamment une concertation éclairée avec le public, ce chantier du futur PLU pourrait se fixer parmi ses objectifs de concevoir un mode de représentation en trois dimensions et interactif ; un PLU 3D pour accompagner les transformations de la ville de manière contextuelle et démocratique.

Faire vivre le débat sur la ville : doter Montpellier d'un atelier d'urbanisme

La concertation conduite à l'occasion de projets d'urbanisations nouvelles a parfois été perçue comme une formalité, un cadre réglementaire auquel se conformer. Les concertations menées autour de projets récents (EAI, Pompignane, etc) ont déjà amorcé un mode de concertation plus ouvert et plus participatif, inscrit en amont du processus de projet.

Le réinvestissement urbain, la densification raisonnée des espaces habités comme leur simple transformation exigent en effet une approche renouvelée du débat sur la ville ; une approche qui place les habitants et les acteurs de la société civile en situation de coproduction des projets d'aménagement. Les termes de cette ville négociée devront guider, à l'avenir, la recherche de processus collaboratifs, de nouveaux modes opératoires et de financement de l'aménagement que la collectivité s'attachera à susciter tout en faisant prévaloir les valeurs cardinales des politiques publiques en matière de mixité sociale et urbaine notamment. Il s'agira là de donner du sens collectif à la nécessaire transformation de la ville.

Dans cette optique, le projet urbain propose de faire vivre le débat sur la ville en dotant Montpellier d'un atelier d'urbanisme, animé par la collectivité et destiné au public. Espace d'information sur les projets, centre de ressources sur la ville, cet atelier pourrait également constituer le support de démarches participatives comme celle entreprise dans le cadre du projet d'aménagement du site de l'EAI. Adossé à une nouvelle agence d'urbanisme mutualisée à l'échelle de la région montpelliéraine, cet atelier pourrait, par ailleurs, être mis au service d'actions de concertation dépassant le seul cadre municipal et participer de la construction d'un espace de dialogue à la dimension métropolitaine de la ville territoire.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

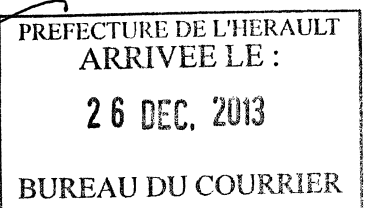
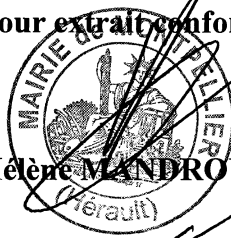
- prendre acte du débat sur les orientations proposées à l'issue de la démarche d'élaboration du projet urbain Montpellier 2040 ;
- autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Publiée le : 17/12/2013

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Hôtel de Sully Maison des Relations Internationales nouvellement dénommée " Maison des Relations Internationales Nelson MANDELA "

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Premier Président noir d'Afrique du Sud, Nelson MANDELA incarnait à lui seul, la lutte contre les discriminations et symbolisait le triomphe de l'esprit humain et la grandeur d'âme née de l'adversité. A chaque étape de sa vie, résistant politique, prisonnier, homme d'état, prix Nobel, il est resté fidèle à ses idées d'humanisme et de justice.

En hommage à ce défenseur de la liberté et de la réconciliation, la Ville de Montpellier souhaite dénommer la Maison des Relations Internationales, composé de l'ensemble formé par l'Hôtel de Sully et son parc, « Maison des Relations Internationales Nelson MANDELA » lieu emblématique d'échanges socio-culturels et de coopérations internationales en particulier pour projets d'éducation, d'enseignement supérieur et d'environnement.

La mémoire de cette figure incontournable de l'histoire sera ainsi présente à chaque manifestation et à chaque rendez-vous qui se dérouleront dans ce lieu désormais porteur de son image exemplaire.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de dénommer la Maison des Relations Internationales, Maison des Relations Internationales Nelson MANDELA ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 17/12/2013

Conseil Municipal 16 décembre 2013
Décisions prises par Madame le Maire
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision	Synthèse de la décision
----------------------------------	--------------------------------

2013/0322	D'attribuer le marché à procédure adaptée relatif à la mission de contrôleur technique pour la zone technique du parc zoologique de Montpellier, à la société Qualiconsult pour un montant de 31800 € HT
2013/0324	D'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de handball de haut niveau à Montpellier saison 2013-2014, au seul prestataire habilité, l'EUSRL Montpellier Handball, pour un montant H.T. de 120 614.00 € HT
2013/0327	De défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à Mme LEVY par l'intermédiaire de la SCP VPNG et Associés
2013/0335	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville de MONTPELLIER c/ M. Khalid AKRAOUI
2013/0336	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville de MONTPELLIER c/ PISCIOTTA Saint
2013/0337	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville de MONTPELLIER c/ M. Marcel SALERNO
2013/0338	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville de MONTPELLIER c/ M. Jean-Claude PRUNIERES
2013/0341	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville de MONTPELLIER c/ M. Gabriel DEGERT
2013/0342	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire procédure d'expulsion - occupation illicite des terrains situés face au Zénith, lieudit le Grand Crès
2013/0343	De conclure avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier un contrat de location d'une durée de 3 ans renouvelable pour des locaux de 80 m ² situés, 8 rue Abbé de l'Epée, moyennant un loyer annuel de 12 550 €.

2013/0344	D'attribuer le marché à procédure adaptée "Fourniture d'équipements de protection individuelle pour les agents chargés de la lutte contre l'incendie" à la Société Planète Chauss pour un montant de 15 068,75 € HT.
2013/0345	Suite à une restructuration interne à la Ville de Montpellier, la régie des restaurants scolaires est transférée à la Direction des relations aux Publics, au service « PRESTO ». Il convient donc, dans un souci de bonne organisation, de modifier la régie des Restaurants scolaires, en modifiant son nom, son adresse, et en créant des sous régies.
2013/0346	La régie des restaurants scolaires est désormais rattachée à la Direction des Relations Aux Publics, et, change d'adresse. Il convient, dans un souci de bon fonctionnement, d'apporter les modifications nécessaires au bon fonctionnement de la régie.
2013/0347	Considérant que la régie des restaurants scolaires est désormais rattachée à la Direction des relations aux publics, au service « PRESTO », il convient de créer 4 sous-régies de recettes.
2013/0348	De conclure un contrat de location d'un montant de 1000 € pour la mise à disposition du Théâtre Jean Vilar pour l'arbre de Noël de la Préfecture de l'Hérault le 18 décembre 2013.
2013/0349	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP VPNG et Associés dans l'affaire de l'occupation irrégulière de l'Espace Rock de Grammont.
2013/0350	D'attribuer le marché de services à bons de commande avec un montant minimum de 6 500,00 Euros H.T. et un montant maximum de 18 000,00 Euros H.T. pour une durée de 12 mois portant sur la médiation de proximité urbaine à l'Association de Médiation Montpelliéraine.
2013/0351	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ appel contre l'ordonnance d'expulsion du 17 octobre 2013 (parcelles RB 18 et 20).
2013/0352	De conclure une convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne avec l'association Les Galeries de Montpellier pour l'édition 2013 du salon du dessin contemporain Drawing Room pour un montant de 510 € par jour d'ouverture au public.

**Zoo du Lunaret – Zone technique
Mission de contrôleur technique
L+S+HAND+LE+HYS**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2175/T/R en date du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint au Maire délégué à la prévention, l'environnement, la santé et la biodiversité ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite mettre en conformité la zone technique du zoo au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent,
- Que pour cela, il convient de faire appel à un contrôleur technique pour des missions L+S+HAND+LE+HYS qui sont nécessaires concernant le suivi des différentes réglementations qui sont applicables,
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 3B0773,
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société QUALICONSLT a présenté l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse,

Décide en conséquence que :

- L'offre de la société QUALICONSLT – Bâtiment 18 Parc Club Millénaire, 1025 rue Henri Becquerel, 34000 MONTPELLIER – est retenue pour un montant de 31 800 € HT,
- La dépense sera imputée sur le budget 2013 de la ville de Montpellier – Direction Parc Darwin : Nature : 2031 - Fonction : 908232,
- Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,
- Monsieur le Directeur général des services de la Ville et Monsieur le Percepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision,
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 15/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jacques TOUCHON

Publiée le : 18/11/2013
Notifiée le :

**Marché négocié de prestations de service avec le club
de haut niveau
EUSRL Montpellier Handball
Autorisation de signature**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du handball en particulier, pour les rencontres de haut niveau organisées à Montpellier, saison 2013 – 2014. Cette démarche contribue à fédérer localement les échanges d'expérience et d'expertise entre le monde de l'entreprise et le monde associatif. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux collaborateurs de la Collectivité, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires ;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 18 Juillet 2013, faite auprès du Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il a été décidé d'attribuer à l'EURL Montpellier Handball, le marché 3D0200, pour l'ensemble des services à exécuter soit :

le naming, la qualité de partenaire institutionnel, le badge manche droite sur le maillot, la publicité sur des panneaux LED, 20 places institutionnelles VIP, 8 places présidentielles VIP, 20 places sèches au Palais des Sports R. Bournol, 30 places sèches au Park&Suite Arena pour un montant total de 120 614.00 € H.T soit 143 000.00 € T.T.C.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'EURL Montpellier Handball pour un montant de 120 614.00 € H.T soit 143 000.00 € T.T.C ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville nature 6188 fonction 9240 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Conseiller municipal
délégué aux Sports
Patrick VIGNAL

Publiée le : 18/11/2013
Notifiée le :

**Montpellier c/ Nathalie LEVY
Recours contre l'arrêté interruptif de travaux du
26/09/2013
Décision de défendre**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Mme LEVY a déposé un référé-suspension (n°1304989-1) et un recours pour excès de pouvoir (n°1304987-1) devant le Tribunal Administratif contre l'arrêté interruptif de travaux du 29/09/2013 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ces affaires ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 15/11/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

**Publiée le : 18/11/2013
Notifiée le :**

Contentieux



Ville de MONTPELLIER c/ M. Khalid AKRAOUI
Dossier PE 34172 11V0063



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que monsieur Khalid AKRAOUI a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°8 rue DARU ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la ville par l'intermédiaire de la Ville de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville – nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 15/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 18/11/2013

Notifiée le :

Contentieux



La Ville de MONTPELLIER c/ PISCIOTTA Saint
Dossier PE 34172 110078



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que monsieur PISCIOTTA Saint a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°3170 route de Lavérune ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la ville par l'intermédiaire de la Ville de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville – nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le **15/11/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : **18/11/2013**

Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° **2013/337**

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ M. Marcel SALERNO
Procédure d'expulsion pour occupation irrégulière du
domaine public (parcelle HK 407)



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que monsieur Marcel SALERNO a procédé à l'extension d'un local commercial sans autorisation sur le domaine public, passage de l'horloge / avenue Henri FRENAY (parcelle HK 407) ;
- Qu'il est nécessaire de demander l'expulsion du domaine public, et de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la ville par l'intermédiaire de la Ville de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville – nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le **15/11/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : **18/11/2013**
Notifiée le :

Contentieux



**Ville de MONTPELLIER c/ M. Jean-Claude
PRUNIERES**

Dossier PE 34172 10V0106



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que monsieur Jean-Claude PRUNIERES a réalisé des travaux sans autorisation administrative, rue de Tournezy ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la ville par l'intermédiaire de la Ville de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville – nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 15/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué,
Max LEVITA



Publiée le : 18/11/2013

Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ M. Gabriel DEGERT
Recours contre titre n°3129 du 18 juillet 2013

□
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que monsieur Gabriel DEGERT a introduit un recours (n°1304658-5) contre le titre exécutoire du 18 juillet 2013 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la ville par l'intermédiaire de la Ville de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville – nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le **15/11/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : **18/11/2013**
Notifiée le :

Contentieux
Procédure d'expulsion
Occupation illicite des terrains situés face au Zénith
lieudit le Grand Crès
□
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les terrains situés face au Zénith, parcelles cadastrées RB 3, RB 8, RB 9 et RB 10, lieudit Le Grand Crès, sont occupés illégalement par une soixantaine de véhicules (voitures et caravanes) ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation en procédant à l'expulsion des occupants ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature-fonction : 6227- 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le ~~20~~ / 11 / ~~2013~~

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : ~~21~~ / 11 / ~~2013~~
Notifiée le :

**8 rue Abbé de l'Epée
Contrat de location
Ville de Montpellier/Centre Communal d'Action
Sociale**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2877/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

- que par contrat de location, le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier occupe depuis le 1^{er} septembre 2007 des locaux situés 8 rue Abbé de l'Epée où est installé le Club Age d'Or « La Treille » ;
- que le contrat de location est arrivé à son terme le 31 août 2013 ;
- que le Centre Communal d'Action Sociale souhaitant maintenir le Club Age d'Or dans ces lieux il convient de proposer un nouveau contrat de location dans les mêmes conditions ;

Décide en conséquence :

- de conclure avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier un contrat de location pour les locaux situés 8 rue Abbée de l'Epée ;
- que ce contrat de location est consenti pour une durée de 3 ans renouvelable par période de 1 an, sans que sa durée totale n'excède 6 ans, moyennant un loyer annuel de 12 550,00 € charges locatives en sus ;
- que le loyer annuel sera réévalué chaque année à la date d'anniversaire du contrat en fonction des variations de l'indice du coût de la construction calculé par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 1^{er} trimestre 2013 soit 1646 ;
- que le dit contrat sera annexé à la présente décision ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

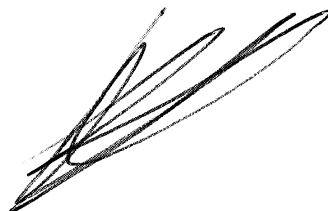
Montpellier, le 25/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 26/11/2013

Notifiée le :



CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par décision du

d'autre part,

Le Centre Communal d'Action Sociale dûment représenté par sa Vice-Présidente Madame FOURTEAU en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 29 avril 2008, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

8 rue Abbé de l'Epée
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 80 m² en rez de chaussée d'une maison de maître implantée sur une parcelle de 415 m². Le preneur bénéficie de la jouissance du jardin privatif.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2013 jusqu'au 31 août 2016.

La présente convention pourra être renouvelée par période de 1 an sans que sa durée totale n'excède 6 ans.

504

Article 3 : Loyer

La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 12 550,00 € que le preneur s'oblige à payer d'avance au Trésorier Principal Municipal.

Le prix du loyer ainsi fixé, sera réévalué chaque année à la date d'anniversaire du contrat, en fonction des variations de l'indice du coût de la construction calculé par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 1^{er} trimestre 2013 soit 1646.

En cas de variation à la baisse des indices, aucune réduction de loyer ne sera pratiquée. Le montant du loyer de l'année précédente sera reconduit.

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives, conformément aux dispositions du décret du 26 août 1987, pris en application de la loi du 23 décembre 1986 (copie en annexe de la convention de mise à disposition) et de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

L'entretien du jardin privatif est à la charge du preneur.

A l'expiration de la présente convention, le preneur devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée à tout moment, soit d'un commun accord ou à la demande de l'une ou l'autre des deux parties, par lettre recommandée avec avis de réception ou par acte d'huissier, moyennant un préavis de six mois.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

La Vice Présidente
du Centre Communal d'Action Sociale

Frédéric TSITSONIS

Christiane FOURTEAU

Parc Darwin
**Fourniture d'équipements de protection individuelle
pour les agents chargés de la lutte contre l'incendie**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n°2011/2175/T/R en date du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint au Maire délégué à la prévention, l'environnement, la santé et la biodiversité ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite mettre en conformité le Parc Darwin, le Bois de Montmaur et la Réserve naturelle du Lez au regard des diverses réglementations liées au classement du site en ERP-PA ;
- Qu'en conséquence, lors du CTP du 21/06/2013, il a été acté la nécessité de restructurer le service d'Accueil et Surveillance en service de Sécurité et Accueil avec recrutement de personnels qualifiés en matière de prévention et de lutte contre l'incendie, titulaires des diplômes de SSIAP 1 ou SSIAP 2 avec formation de sapeur-pompier volontaire pour la lutte contre les incendies ;
- Qu'il convient de fournir, en urgence, à ces personnels des équipements de protection spécifiques indispensables à l'exercice de leurs fonctions en toute sécurité soit une dotation minimale de base par rapport au trousseau réglementaire ;
- Qu'il s'agit d'une nouvelle dépense non prise en compte lors de l'élaboration du marché d'équipements de protection individuelle - référence H49 – ouvert le 26 mars 2012 ;
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées référencée sous le n° 3B0931 fait apparaître que la Société Planète Chauss présente l'offre la plus adaptée et économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer la commande des équipements de protection individuelle de base des personnels de sécurité incendie du Parc Darwin à la Société Planète Chauss sise 27 Boulevard Charles Moretti – 13014 – MARSEILLE, pour un montant de 15 068,75 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville de Montpellier – Direction du Parc Darwin - Nature : 60632 Fonction : 928232,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire,

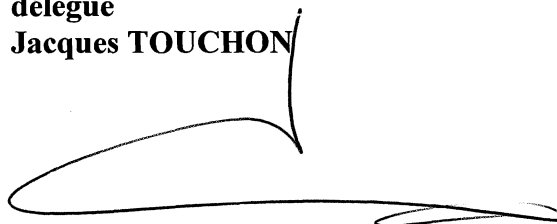
- De dire que le Directeur général des services de la Ville et Monsieur le Percepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision,
- De dire que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 29/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jacques TOUCHON

Publiée le : 02/12/2013

Notifiée le :



**Direction des Relations aux Publics
Service PRESTO**
**Modification de la régie de recettes des Restaurants
scolaires**
Changement de nom, d'adresse et de Direction

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01/09/2011, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 29 octobre 1987 instituant une régie de recettes auprès des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier,
- Vu la Décision du 26 septembre 1995, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds,
- vu la Décision du 04 septembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse,
- Vu la Décision du 19 octobre 2001 relative à l'extension de la régie de recettes et d'avances
- Vu la Décision du 16 mars 2006 relative à la clôture de la régie d'avances des Restaurants scolaires
- Vu la Décision du 28 mai 2010 relative à la modification des modes de recouvrement,
- Vu la Décision du 20 mai 2011 relative à l'ouverture d'une régie d'avances pour les restaurants scolaires,

-vu la Décision 0213/2012 du 26 avril 2012, relative à l'augmentation du montant de l'encaisse autorisée et de l'ajout du virement comme mode d'encaissement,

- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 19/11/2013,

Considérant : que suite à une restructuration interne à la Ville de Montpellier, la régie des restaurants scolaires est transférée à la Direction des relations aux Publics, au service « PRESTO », il convient, dans un souci de bonne organisation, de modifier la régie des Restaurants scolaires, en modifiant son nom, son adresse, et en créant des sous régies.

Décide en conséquence : que la nouvelle rédaction de l'acte instituant la régie est la suivante :

Article 1 :

Il est maintenu une régie de recettes prolongée pour les restaurants scolaires, auprès de la Direction des Relations aux Publics de la Ville de Montpellier. La régie s'appelle désormais « régie Prestation de proximité »

Article 2 :

La régie de recettes est installée dans les locaux de la Mairie de Montpellier, 1 place Georges FRÊCHE, 34267, Montpellier cedex 2.

Article 3 :

La régie perçoit les recettes suivantes au chapitre 922

- Les recettes des repas et de l'accueil dans les établissements scolaires de la Ville.
- Les recettes des cartes à puce (carte midi) facturées en cas de perte ou de détérioration de la première par les usagers de la restauration scolaire et de l'accueil.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de règlement suivants :

- Espèces
- Mandats Cash
- Chèques
- Numéraire
- Cartes bancaires (TPE fixe, paiement en ligne, serveur vocal)
- Virements d'organismes sociaux

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose de deux mois pour recouvrer les recettes prévues à l'article 3.

Les recettes sont perçues contre remise à l'utilisateur de factures/quittances

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet au régisseur de percevoir les recettes prévues à l'Article 3.

Article 6 :

Il est institué 4 sous- régies auprès des Mairies de proximité.

Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous-régies.

Article 7 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le mandataire a pour obligation de prendre connaissance de l'intégralité de ses responsabilités et obligations citées dans l'arrêté de nomination.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse est fixé à 400 000 €.

Article 9 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

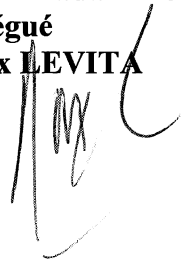
Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 / 11 / 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 22 / 11 / 2013

Notifiée le :



Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0346

Direction des relations aux publics
Service PRESTO
Modification de la régie d'avances des Restaurants
scolaires

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01/09/2011, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 19/11/2013

Considérant : que la régie des restaurants scolaires est désormais rattachée à la Direction des Relations Aux Publics, et, change d'adresse, il convient, dans un souci de bon fonctionnement, d'apporter les modifications nécessaires au bon fonctionnement de la régie.

Décide en conséquence :

Article 1:

Il est maintenu une régie d'avances pour les restaurants scolaires auprès de la Direction des Relations aux Publics, au service « PRESTO ». La régie est désormais nommée « régie prestation de proximité »

Article 2 :

La régie d'avance est installée dans les locaux de la Mairie de Montpellier, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2,

Article 3 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Remboursement aux familles de la carte midi, de soldes de repas ou d'accueil non utilisés.

Article 4 :

Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Chèques
- Numéraire

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

Article 6 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le mandataire est tenu de prendre connaissance de l'intégralité de ses responsabilités et obligations citées dans l'arrêté de nomination.

Article 7 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 500 €.

Article 8 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/11/2013
Notifiée le :



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0347

**Direction des Relations aux Publics
Service PRESTO**
**Modification de la régie de recettes des Restaurants
scolaires en régie prestation de proximité
Création de 4 sous-régies**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01/09/2011, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 29 octobre 1987 instituant une régie de recettes auprès des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier,
- Vu la Décision du 26 septembre 1995, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds,
- vu la Décision du 04 septembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse,
- Vu la Décision du 19 octobre 2001 relative à l'extension de la régie de recettes et d'avances
- Vu la Décision du 16 mars 2006 relative à la clôture de la régie d'avances des Restaurants scolaires
- Vu la Décision du 28 mai 2010 relative à la modification des modes de recouvrement,
- Vu la Décision du 20 mai 2011 relative à l'ouverture d'une régie d'avances pour les restaurants scolaires,

- vu la Décision 0213/2012 du 26 avril 2012, relative à l'augmentation du montant de l'encaisse autorisée et de l'ajout du virement comme mode d'encaissement,
- Vu la Décision 0345 du 21/11/2013 relative à la modification de la régie de recettes des Restaurants Scolaires,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 18/11/2013

Considérant : que la régie des restaurants scolaires est désormais rattachée à la Direction des relations aux publics, au service « PRESTO », il convient de créer 4 sous-régies de recettes.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est créé 4 sous-régies de recettes pour les restaurants scolaires, auprès des Mairies de proximité.
Mairie de proximité Mosson, Mas de la Paillade, 111, place de Tipasa, 3480 Montpellier,
Mairie de proximité Tastavin, 118, allée Bonafos, 34070 Montpellier,
Mairie de proximité Villon, rue des araucarias, 34080 Montpellier,
Mairie de proximité Aubes-Pompignane, 35 rue André Malraux, 34000 Montpellier

Article 2 : Les sous-régies perçoivent les recettes suivantes au chapitre 922

- Les recettes des repas et de l'accueil dans les établissements scolaires de la Ville.
- Les recettes des cartes à puce (carte midi) facturées en cas de perte ou de détérioration de la première par les usagers de la restauration scolaire et de l'accueil.

Article 3 : Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de règlement suivants :

- o Chèques
- o Cartes bancaires

Les recettes sont perçues contre remise à l'utilisateur de factures/ quittances

Article 4 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 5 : Le sous-régisseur est tenu de verser au régisseur le montant de l'encaisse au minimum une fois par mois.

Article 6 : Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 7 : Le sous-régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23/11/2013

Notifiée le :

**Théâtre Jean Vilar
Mise à disposition pour l'arbre de Noël de la
Préfecture de l'Hérault**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le théâtre Jean Vilar peut être loué pour l'organisation de représentations privées ;
- Que les services de la Préfecture de l'Hérault ont présenté une demande en vue d'y organiser leur arbre de Noël le 18 décembre 2013 ;
- Que cette location se fait dans le respect des tarifs pour l'année 2013 votés par le Conseil Municipal le 17 décembre 2012, notamment en ce qui concerne le montant de la caution à verser (760.00 €) ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de location du théâtre Jean Vilar à la Préfecture de l'Hérault le 18 décembre 2013, joint en annexe ;
- De dire que la recette, soit 1 000.00 €, sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 28/11/2013
Notifiée le :

**Direction de
la Culture et du Patrimoine**
Théâtre Jean VILAR
155, rue de Bologne
Téléphone 04 67 40 41 39

Mairie de Montpellier
1, Place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2
Tél. 04 67 34 70 00
Fax 04 67 34 59 45

Montpellier, le
Réf. :



CONTRAT DE LOCATION DU THEATRE JEAN VILAR

Vu la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012 fixant les tarifs de location du théâtre Jean Vilar il est arrêté ce qui suit :

Entre les soussignés :

Ville de Montpellier
Direction de la Culture et du Patrimoine
Théâtre Jean Vilar
1place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Représenté par : Madame le Maire de la Ville de Montpellier
d'une part,

Et : **Préfecture de l'Hérault**
Service Départemental d'Action Sociale
34. place des Martyrs de la résistance
34062 Montpellier cedex 2

Représenté par : le responsable de la D.R.H.M
Ci-après dénommé « **l'Utilisateur** », d'autre part,

SPECTACLE : Arbre de Noël

REPRESENTATION mercredi 18 décembre 2013

MONTAGE / REPETITION(s) :

Le jour même. Prendre contact avec le régisseur général au 04 67 79 56 99

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article I - CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

a) Journée de représentation : 1000 euros, comprenant montage + répétition + représentation.

Le planning est établi avec le Régisseur général (tél. 04 67 79 56 99) dans la limite de 3 services de 4 heures, y compris la représentation.

b) Journée(s) supplémentaire(s) de répétition :

Le planning est établi avec le Régisseur général (tél. 04 67 79 56 99) dans la limite de 2 services de 4 heures.

c) Caution : 760 euros

Cette caution est exigible au moment de la signature du présent contrat. Elle sera retournée si aucun vol ou dégradation dans la salle et ses annexes (scène, loges, cabines - régie, douches...) n'a été constaté.

Article II - CONDITIONS D'UTILISATION

a) Cadre horaire :

En fonction de l'horaire du spectacle :

- le hall du théâtre est ouvert au public 30 mn avant la représentation,

Les services sont organisés de la façon suivante :

- le matin entre 9 h et 12 heures
- l'après-midi entre 14 h et 18 heures

Le **Théâtre Jean Vilar** et ses équipements techniques ne pourront pas être utilisés entre 12 h et 14 h, entre 18 h et 20 heures.

Toute dérogation à ces horaires doit être portée à la connaissance du Régisseur général du **Théâtre Jean Vilar**.

Si l'utilisation de la salle nécessite la présence d'un ou plusieurs techniciens entre 2 services, l'**Utilisateur** s'engage à payer le panier repas (10 euros).

b) Déroulement des répétitions :

Un rendez-vous avec le Régisseur général (tél. 04 67 79 56 99) doit être impérativement pris dix jours avant la représentation. Lors de cette rencontre, vous devrez lui transmettre le programme de la soirée, la fiche technique et le plan d'implantation.

c) Personnel technique :

Les régisseurs du spectacle sont accueillis par le personnel technique du **Théâtre Jean Vilar**. Ensemble, ils réalisent la régie du spectacle.

Article III - ORGANISATION GENERALE ET BILLETTERIE

- a) Il est souhaitable que l'**Utilisateur** réalise un programme, détermine le prix d'entrée et en informe éventuellement les adhérents et parents des participants.
- b) La billetterie et la caisse (prévoir de la monnaie) sont fournies par l'**Utilisateur**, les billets devront comporter 3 souches.
Attention, la jauge est limitée à 374 places.
- c) L'**Utilisateur** prévoira une demi heure avant le début de la manifestation la présence du personnel nécessaire à son bon déroulement (planning ci-dessous à compléter).

RESPONSABLE			
ACCUEIL			
RETARDATAIRES			

Article IV - INFORMATION DU PUBLIC

- a) La programmation des manifestations de l'**Utilisateur**, n'engage nullement la responsabilité de la Direction du **Théâtre Jean Vilar** en ce qui concerne l'information du public.
- b) L'**Utilisateur** se chargera de la confection et de la diffusion des affiches, des affichettes, des tracts, de la confection des programmes, de l'insertion d'articles ou pavés publicitaires dans la presse, des contacts avec la radio et la télévision : de manière plus générale de toute information concernant sa manifestation.

Article V - FICHE TECHNIQUE

- a) Dès la réservation du **Théâtre Jean Vilar**, l'**Utilisateur** précisera le cadre horaire de l'installation de la répétition, du spectacle et du démontage :

- 9 h / 12 heures
- 14 h / 18 heures
- 20 h / 24 heures

- b) A la signature du présent contrat, l'**Utilisateur** adressera impérativement au Régisseur général une fiche technique détaillée du spectacle et confirmera le créneau horaire d'installation ou de répétition.

- c) L'**Utilisateur** recevra, lors de la signature du contrat, la fiche technique du **Théâtre Jean Vilar**.

Il devra fournir à ses frais tout matériel supplémentaire ne figurant pas sur cette fiche.

Article VI - ASSURANCES

- a)** L'**Utilisateur** fera son affaire de l'assurance contre tous les risques concernant les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.
- b)** L'**Utilisateur** devra souscrire une assurance liée à l'organisation de la manifestation et en fournir l'attestation au **Théâtre Jean Vilar** avant la manifestation.
- c)** Le **Théâtre Jean Vilar** déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'utilisation des locaux.

Article VII - RESPECT ET REGLEMENT

Le **Théâtre Jean Vilar** demande à l'**Utilisateur** de respecter les consignes suivantes et de bien vouloir les porter à la connaissance de ces adhérents ou, de façon plus générale, au public qu'il se propose d'accueillir, au Théâtre :

- a)** L'**Utilisateur** est tenu de respecter les consignes de sécurité et en particulier l'interdiction de fumer sur la scène et dans la salle.
Le non respect de cette consigne pourra entraîner l'annulation de la manifestation.
- b)** L'**Utilisateur** devra veiller à laisser les locaux et les équipements dans l'état où ils ont été mis à sa disposition:
- c)** Les consignes de sécurité en vigueur au **Théâtre Jean Vilar** interdisent formellement l'encombrement et le stationnement dans les issues de secours et dans les accès au plateau, ainsi que dans les allées et les escaliers de circulation.
- d)** La jauge du **Théâtre Jean Vilar** est strictement limitée à **374 places**.

Il appartient à l'**Utilisateur** de prendre toute disposition pour ne pas offrir à la vente plus de billets qu'il ne convient.
Le personnel du **Théâtre Jean Vilar** aura reçu des instructions pour veiller au strict respect de la jauge et des consignes de sécurité.
- e)** Le **Théâtre Jean Vilar** met à disposition de l'**Utilisateur** une alimentation fixe de 220 V en salle pour le raccordement d'un appareil vidéo.
Les spectateurs souhaitant « capter » le spectacle feront leur affaire de leur alimentation (sur batteries) et devront se soumettre aux consignes de sécurité (pas de caméra installée sur les passages publics).
- f)** L'**Utilisateur** portera à la connaissance du responsable de l'accueil les noms des personnes accréditées officiellement à filmer ou photographier durant la manifestation.
- g)** Tous les matériaux (décors, accessoires, costumes...) devront être classés au feu suivant la réglementation en vigueur.

Article VIII - DECLARATIONS OBLIGATOIRES

L'**Utilisateur** devra faire les déclarations liées au spectacle (SACEM - SACD).

La Direction du **Théâtre Jean Vilar** informera la SACEM, la SACD des spectacles ainsi que le nom et l'adresse de l'**Utilisateur**.

Si l'**Utilisateur** fait appel à du personnel intermittent, celui-ci devra le déclarer auprès des organismes dont il dépend.

Article IX - LOCATION

La location sera effective lorsque l'**Utilisateur** aura retourné le présent contrat d'utilisation signé et complété de la mention manuscrite :

« *Lu et Approuvé* ».

Fait à Montpellier, le 15 mai 2013
(en deux exemplaires)

L'Utilisateur

Pour Madame le Maire
Monsieur le maire adjoint à la culture
Philippe SAUREL

Contentieux
Procédure d'expulsion
Occupation illicite de l'espace Rock de Grammont
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'espace Rock de Grammont est occupé de manière illégale par un grand nombre de caravanes et véhicules ;
- Que des travaux doivent avoir prochainement lieu sur l'espace pour le sécuriser ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation en procédant à l'expulsion des occupants ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 22/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23/11/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée concernant un marché de services
pour la Médiation de Proximité et Urbaine entre la
Ville de Montpellier et l'Association de Médiation
Pénale Montpelliéraine
Autorisation de signer le Marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'Egalité des Droits et des Devoirs et à la Tranquillité Publique.

Considérant :

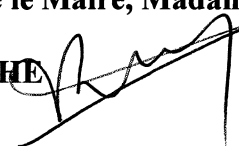
- Qu'il y a lieu de confier à l'Association de Médiation Montpelliéraine un marché de services à bons de commandes portant sur la médiation de proximité et urbaine ;
- Qu'en application de l'article 28.II du code des marchés publics, le Pouvoir Adjudicateur passe ce marché immatriculé 3B0755 sans publicité ni mise en concurrence préalables avec l'Association de Médiation Montpelliéraine sise 10 avenue de Lodève - 34070 Montpellier ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de services précité à bons de commande avec un minimum de 6 500,00 Euros H.T. (Six mille cinq cent Euros H.T.), et un montant maximum de 18 000,00 Euros H.T. (Dix huit mille Euros H.T.) à l'Association de Médiation Montpelliéraine sur une durée de 12 mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Chapitre 925 - Fonction 208 - Nature 6226 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **27/11/2013**

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE



Publiée le : **28/11/2013**
Notifiée le :

Contentieux



**Appel contre l'ordonnance d'expulsion du
17 octobre 2013 (parcelles RB 18 et 20)**



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le juge des référés du Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER a ordonné le 17 octobre 2013 l'expulsion des occupants illégaux des parcelles RB 18 et RB 20 (« ZENITH ») ;
- Que les occupants ont interjeté appel de cette ordonnance ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature-fonction : 6227- 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 27/11/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 28/11/2013
Notifiée le :



**Convention de mise à disposition du Carré Sainte
Anne à l'association Les Galeries de Montpellier pour
l'édition 2013 du salon du dessin contemporain
Drawing Room**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'afin de permettre la tenue de l'édition 2013 du salon du dessin contemporain de Montpellier Drawing Room il convient de mettre le Carré Sainte Anne à disposition de l'association Les Galeries de Montpellier du 23 novembre au 2 décembre 2013 inclus, pour une ouverture au public du 27 novembre au 1^{er} décembre 2013 ;
- Que cette mise à disposition se fait dans le respect du règlement intérieur approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2010 ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public de 510 € par jour d'ouverture au public est due, conformément à la grille des tarifs 2013 approuvée par délibération du 17 décembre 2012 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation du Carré Sainte Anne présentée en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 03/12/2013
Notifiée le :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU CARRE SAINTE ANNE A UNE ASSOCIATION

Entre

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Hélène MANDROUX, dûment autorisé en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008, complétée par la délibération n°2009/131 du 30 mars 2009.

Et

L'association « les galeries de Montpellier », domiciliée au 1 rue de la Carbonnerie, 34000 MONTPELLIER et représentée par Monsieur Christian LAUNE, Président de l'association.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier en sa qualité de propriétaire met à disposition le Carré Sainte Anne à l'association « Les galeries de Montpellier » du samedi 23 novembre au lundi 2 décembre 2013 inclus, montage et démontage compris, pour l'organisation de l'édition 2013 du salon du dessin contemporain de Montpellier, intitulé *Drawing room*. Les galeries participantes présentes l'an dernier sont de retour, avec le travail inédit de nouveaux artistes exposés : Aldebaran (Castries), AL/MA, Aperto, BoîteNoire, Iconoscope, Hélène Trintignan, Vasistas (Montpellier), From Point to Point Galerie et La Vigie (Nîmes). Ainsi qu'une sélection de galeries de la création contemporaine du Grand Sud : les galeries Gourvennec Ogor de Marseille et Lieu Commun de Toulouse ainsi que trois galeries parisiennes : ALB, Bernard Jordan, Marine Veilleux.

ARTICLE 2 : L'association occupe les lieux en l'état, sans modification de structure et s'engage à les restituer en l'état à l'issue des périodes de mise à disposition. Elle en assurera également l'entretien courant.

ARTICLE 3 : Les lieux sont ouverts gratuitement au public du mercredi 27 novembre au dimanche 1^{er} décembre 2013 de 13 heures à 20 heures. Le gardiennage des espaces réservés aux galeries est sous la responsabilité de l'association, en accord avec le responsable du lieu.

ARTICLE 4 : L'association est tenue d'assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des locaux, objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- les œuvres et objets exposés ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'association et leurs assureurs respectifs.

En cas de préjudice lors de la période de mise à disposition de la salle, l'association doit pouvoir produire une attestation de son assureur sanctionnant les dispositions précitées. Elle devra par la suite pouvoir en justifier la présentation à toute demande de la collectivité.

Si l'association choisit de ne pas contracter d'assurance concernant les dispositions précitées, la Ville de Montpellier décline toute responsabilité en cas de préjudice relevant de ces mêmes dispositions.

ARTICLE 5 : La maintenance technique ainsi que les éclairages se feront en accord avec le responsable de la salle et des agents techniques de la Direction de la Culture et du Patrimoine, service des lieux et d'histoire, affectés au Carré Sainte Anne. En aucun cas les exposants ne devront sortir du Carré Sainte Anne le matériel technique mis à leur disposition sans l'accord du responsable.

ARTICLE 6 : La Ville de Montpellier prendra à sa charge :

- l'envoi protocolaire du carton d'invitation à sa liste habituelle.
- un suivi auprès de la presse (conférence ou visite de presse, diffusion de l'information.)
- le relais de la manifestation sur tous ses supports institutionnels de communication.
- la remise en état de la salle et son nettoyage courant.

ARTICLE 7 : Une clé de la porte d'entrée sera remise au Président de l'association le vendredi 22 novembre 2013 ainsi qu'un numéro de code personnel pour l'alarme. Le Président de l'association sera responsable de la mise en service de l'alarme pour toute ouverture et fermeture en dehors des heures ouvrables. Le responsable du lieu devra en être informé au préalable. En aucun cas la clé ne devra être prêtée à un tiers sans l'accord du responsable du lieu.

ARTICLE 8 : Conformément à la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2012, la redevance d'occupation du domaine public est fixée à 510 € par jour pour l'année 2013, pendant les jours d'ouverture au public du salon ; en contrepartie de cette redevance, la vente d'œuvres d'art est autorisée au sein du Carré Sainte-Anne.

Si des documents annexes concernant l'exposition (catalogues, fascicules, cartes postales) sont vendus au profit de l'association, cette vente sera faite sous son entière responsabilité ; le personnel municipal n'étant pas habilité à vendre les publications d'un tiers.

ARTICLE 9 : L'association devra faire figurer sur tous les documents de communication, de manière bien visible, le logo de la Ville de Montpellier selon la charte graphique en vigueur, ainsi que la dénomination du lieu Carré Sainte-Anne et l'adresse : rue Philippy – 34000 Montpellier. Tous les documents de communication liés à la manifestation faisant l'objet de cette convention devront obligatoirement être visés, avant impression et diffusion, par la Direction de la Communication de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 10 : L'association devra jouir personnellement de la salle d'exposition et ne devra en aucun cas sous traiter l'espace.

ARTICLE 11 : La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non respect de tout ou partie de l'une de ces clauses. En cas de résiliation au tort de l'association, celle-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application de la présente convention est du ressort des Tribunaux compétents de la Ville de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Le Président de l'association,

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint délégué,

Christian LAUNE
(Signature et cachet)

Philippe SAUREL